



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiafana - Tanindrazana - Fandrosoana

PROJET DE LOI
PORTANT LOI DE RÈGLEMENT
2017



TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS	3
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES GRAPHES	7
LISTE DES ANNEXES	8
EXPOSE DES MOTIFS	9
I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE	11
II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS	21
A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE	21
1. <i>Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2017 (BGE)</i>	21
2. <i>Evolution annuelle de la performance nationale</i>	22
3. <i>Evolution triennale de la performance nationale (2015 à 2017)</i>	23
B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE	24
1. <i>Secteur administratif</i>	24
2. <i>Secteur social</i>	44
3. <i>Secteur productif</i>	55
4. <i>Secteur infrastructure</i>	61
III. ANALYSE DE LA SITUATION BUDGETAIRE	69
A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES	69
B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS	71
1. <i>Mouvements de crédits</i>	71
2. <i>Décret d'avance : ouverture de crédits supplémentaires</i>	76
C. ANALYSE DES CADRES BUDGETAIRES	78
1. CADRE I - BUDGET GENERAL	78
2. CADRE II - BUDGETS ANNEXES	94
3. CADRE III - COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR	100
4. CADRE IV - FONDS DE CONTRE VALEUR	102
5. CADRE V - OPERATION EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE (OCDP)	104
PROJET DE LOI DE REGLEMENT	108

LISTE DES ABREVIATIONS

A: Atteint
ACCPDC: Agence Comptable Centrale des Postes Diplomatiques et Consulaires
AGOA: African Growth and Opportunity Act
Aut. : Autres
AVC : Accident Vasculaire Cérébral
BA : Budgets Annexes
BAD : Banque Africaine du Développement
BADEA : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCM : Banque Centrale de Madagascar
BCSE : Bordereaux de Crédits Sans Emploi
BGE : Budget Général de l'Etat
BIANCO : Bureau Indépendant Anti-Corruption
BTA : Bon du Trésor par Adjudication
BTP : Bâtiment et Travaux Publics
BTS : Bons de Tirages Spéciaux
CEE : Communauté Economique Européenne
CGAF : Compte Général de l'Administration des Finances
CHD : Centre Hospitalier de District
CRCM : Caisse de Retraite Civile et Militaire
CPT : Comptes Particuliers du Trésor
CSA : Centre de Service Agricole
CSB : Centre de Santé de Base
CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées
DTI : Droits et Taxes à l'Importation
DTS : Droits de Tirages Spéciaux
FAD : Fonds Africain de Développement
FCV : Fonds de Contre-Valeur
FIDA : Fonds International de Développement Agricole
FJPA : Frais de Justice Criminelle et Assimilés
FMI : Fonds Monétaire International
FPP : Fiche de Performance Pluriannuelle
FSP : Fonds de Solidarité Prioritaire
GRC : Gestion des Risques et des Catastrophes
IDA : International Development Association
IEC : Information-Education et Communication
IN : Imprimerie Nationale
INSTAT : Institut National de la Statistique
IPC: Indice de Prix à la Consommation
JIRAMA: Jiro sy Rano Malagasy
LFI : Loi de Finances Initiale
LFR : Loi de Finances Rectificative
LOLF : Loi Organique sur les Lois de Finances

MID : Marché Interbancaire de Devises
NA : Non Atteint
ND : Non Disponible
NTIC : Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OCDP : Opérations en Capital de la Dette Publique
OGT : Opérations Globales du Trésor
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PGA : Paierie Générale d'Antananarivo
PGE : Politique Générale de l'Etat
PIB : Produit Intérieur Brut
PIP : Programme d'Investissement Public
PLOFs : Plans Locaux d'Occupation Foncière
PME/PMI: Petites et Moyennes Entreprises/ Petites et Moyennes Industries
PND : Plan National de Développement
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPN : Produits de Première Nécessité
PPP : Partenariat Public Privé
RAP : Rapport Annuel de Performance
RdP : Responsable de Programmes
REF : Rapport Economique et Financier
RPI : Ressources Propres Internes
RRI : Rapid Result Initiative
SGAB : Service de la Gestion des Aides Bilatérales
SLR : Service de la Loi de Règlement
SST : Sécurité Sociale des Travailleurs
TG : Trésorerie Générale
TIC : Technologie de l'Information et de la Communication
TMA : Trésorerie Ministérielle de l'Agriculture
TMEN : Trésorerie Ministérielle de l'Education Nationale
TMS : Trésorerie Ministérielle de la Santé
TP : Trésorerie Principale
TPI : Tribunal de Première Instance
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
VIH/SIDA : Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome d'Immunodéficience Acquise
ZFI : Zone Franche Industrielle

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau 1 : Taux de croissance par branche d'activités (en % de variation)</u>	12
<u>Tableau 2 : Variation de l'Indice des Prix à la Consommation (en %) par secteur productif et par produits</u>	14
<u>Tableau 3 : Récapitulatif de l'Indice de Prix à la Consommation et de la M3</u>	14
<u>Tableau 4 : Récapitulatif des taux de change en fin de période</u>	15
<u>Tableau 5 : Situation de la balance de paiement en 2016 et 2017 (en millions de DTS)</u>	16
<u>Tableau 6 : Evolution et réalisation des recettes de l'Etat en 2017</u>	17
<u>Tableau 7 : Evolution et réalisation des dépenses de l'Etat en 2017</u>	19
<u>Tableau 8 : Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2017</u>	22
<u>Tableau 9 : Evolution de la situation du BGE et de la situation de performance en 2017</u>	22
<u>Tableau 10 : Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif</u>	24
<u>Tableau 11 : Evolution de la performance du secteur administratif au cours de l'année 2017</u>	25
<u>Tableau 12 : Synthèse des réalisations financières et physiques (PRESIDENCE)</u>	26
<u>Tableau 13 : Synthèse des réalisations financières et physiques (SENAT)</u>	27
<u>Tableau 14 : Synthèse des réalisations financières et physiques (AN)</u>	28
<u>Tableau 15 : Synthèse des réalisations financières et physiques (HCC)</u>	28
<u>Tableau 16 : Synthèse des réalisations financières et physiques (PRIMATURE)</u>	29
<u>Tableau 17 : Synthèse des réalisations financières et physiques (FFM)</u>	30
<u>Tableau 18 : Synthèse des réalisations financières et physiques (CENI)</u>	30
<u>Tableau 19 : Synthèse des réalisations financières et physiques (SMAECD)</u>	31
<u>Tableau 20 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MAE)</u>	31
<u>Tableau 21 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MDN)</u>	32
<u>Tableau 22 : Synthèse des réalisations financières et physiques (SEG)</u>	33
<u>Tableau 23 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MID)</u>	34
<u>Tableau 24 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MSP)</u>	35
<u>Tableau 25 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MINJUS)</u>	36
<u>Tableau 26 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MFB)</u>	37
<u>Tableau 27 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEP)</u>	39
<u>Tableau 28 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MFPTLS)</u>	40
<u>Tableau 29 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MCC)</u>	42
<u>Tableau 30 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MCRI)</u>	43
<u>Tableau 31 : Réalisation physiques et financières des Ministères du secteur social</u>	45
<u>Tableau 32 : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur social</u>	46
<u>Tableau 33 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MINSAN)</u>	47
<u>Tableau 34 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MJS)</u>	48
<u>Tableau 35 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MPPSPF)</u>	49
<u>Tableau 36 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEN)</u>	51
<u>Tableau 37 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEETFP)</u>	52
<u>Tableau 38 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MESUPRES)</u>	53
<u>Tableau 39 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MCA)</u>	54
<u>Tableau 40 : Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif</u>	55

Tableau 41 : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif	56
Tableau 42 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MIDSP)	57
Tableau 43 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MINTOUR)	57
Tableau 44 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MINAGRI)	58
Tableau 45 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MRHP)	59
Tableau 46 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEEF)	59
Tableau 47 : Synthèse des réalisations financières et physiques (SEMRHPCM)	60
Tableau 48 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MMP)	61
Tableau 49 : Réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure	62
Tableau 50 : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur infrastructure	63
Tableau 51 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEEH)	63
Tableau 52 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MTP)	64
Tableau 53 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEPPATE)	65
Tableau 54 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MTM)	66
Tableau 55 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MPTN)	67
Tableau 56 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2017	70
Tableau 57 : Situation des mouvements de crédits de 2015 à 2017	71
Tableau 58 : Situation des recettes par nomenclature	78
Tableau 59 : Situation des recettes par nature	79
Tableau 60 : Crédits et Dépenses du BGE par mission	80
Tableau 61 : Crédits et Dépenses du BGE par programme	82
Tableau 62 : Crédits et Dépenses du BGE par catégorie de dépenses	87
Tableau 63 : Dépenses courantes hors solde par nature	88
Tableau 64 : Dépenses d'Investissement par Sources de financement	89
Tableau 65 : Emploi de l'Investissement	90
Tableau 66 : PIP par Région	91
Tableau 67 : Récapitulation des dépassements de crédits	93
Tableau 68 : Recettes de l'IN, Exercice 2017	94
Tableau 69 : Dépenses de l'IN, Exercice 2017	95
Tableau 70 : Recettes des Postes et télécommunications, Exercice 2017	96
Tableau 71 : Dépenses des Postes et Télécommunications, Exercice 2017	97
Tableau 72 : Résultats des BA, Exercice 2017	99
Tableau 73 : Recettes et dépenses des Comptes Particuliers du Trésor	101
Tableau 74 : Situation de l'exécution des FCV 2017	102
Tableau 75 : Structure des Dons Hors Projets Japonais en 2017	En Ariary
	102
Tableau 76 : Evolution des FCV des cinq dernières années	103
Tableau 77 : Recettes des OCPD	104
Tableau 78 : Amortissement des dettes publiques	105
Tableau 79 : Situation des OCPD	107
Tableau 80 : Encours de la dette publique fin 2017	107

LISTE DES GRAPHES

Graphique 1 : Evolution de la performance nationale de 2015 à 2017	23
Graphique 2 : Performance du secteur administratif en 2017 (en %)	24
Graphique 3 : Performance du secteur social en 2017	45
Graphique 4 : Performance du secteur productif en 2017 (en %)	55
Graphique 5 : Performance du secteur infrastructure en 2017 (en %)	62
Graphique 6 : Dépenses de fonctionnement hors solde par nature	89
Graphique 7 : Les grands composants des dépenses de l'Etat	92
Graphique 8 : Recettes de l'IN	94
Graphique 9 : Dépenses de l'IN	96
Graphique 10 : Recettes des Postes et télécommunications	97
Graphique 11 : Dépenses des Postes et Télécommunications, Exercice 2017	98
Graphique 12 : Evolution de l'exécution des recettes, dépenses et soldes des FCV	103
Graphique 13 : Comparaison des résultats FCV en 2013 et en 2017	103
Graphique 14 : Montant des Emprunt	105
Graphique 15 : Amortissement des dettes publiques par bailleur	106

LISTE DES ANNEXES

1. Situation des recettes
2. Budgets Annexes
3. Opérations sur les Fonds de Contre-Valeur
4. Opérations en Capital de la Dette Publique (Emprunts)
5. Opérations sur les Comptes Particuliers du Trésor
6. Etats de dépenses (fonctionnement, solde, investissement) par Institution/Ministère
7. Etats de développement de crédits par Institution/Ministère
8. Compte Général de l'Administration des Finances
9. Rapport Annuel de Performance
10. Récapitulation des actes modificatifs de crédits
11. Etat récapitulatif des dépenses par Ministère-Mission-Programme et Financement
12. Situation financière des Etablissements Publics Nationaux



EXPOSE DES MOTIFS

En 2018, le Plan National de Développement (PND) est à sa troisième année de mise en œuvre. L'économie nationale a retrouvé progressivement de son dynamisme. Cet élan a été cependant confronté, depuis le début de l'année 2017, à des défis majeurs tels que les déficits pluviométriques, les diverses volatilités mais également l'occurrence de cyclone tropical. Ces phénomènes n'ont pas laissé l'économie nationale sans conséquence et ont ainsi entraîné une révision à la baisse de la prévision de croissance économique pour 2017.

L'augmentation significative des investissements et les réformes structurelles restent par ailleurs au centre des actions gouvernementales. Ces derniers tendent à établir une croissance inclusive forte et à renforcer les secteurs sociaux et les infrastructures. Dans cette optique, le Gouvernement Malagasy a tenu, en décembre 2016 à Paris, une Conférence des Bailleurs et des Investisseurs (CBI) réunissant les donateurs, les partenaires techniques et financiers ainsi que des investisseurs privés étrangers. Les résultats de cette CBI et la revue du programme FEC (Facilité Elargie de Crédit) avec le FMI ont permis d'établir les nouvelles perspectives à moyen terme ainsi que les défis qui en découlent. Le renforcement des déterminants de la croissance et la réduction de la vulnérabilité ont été à cet effet les principaux axes d'actions du gouvernement. Notamment, le redressement des situations difficiles au sein des entreprises publiques JIRAMA et Air Madagascar était des impératifs pour l'Etat malagasy. Les inscriptions y afférentes au niveau du budget des Institutions et Ministères devaient ainsi s'y ajuster.

Les offres de services à caractère Social (Santé, Education, Eau et Assainissement, Sécurité Publique et Protection Sociale) sont prioritaires et continueront à être soutenues. Certaines activités ont ainsi été réorientées pour tenir compte des effets néfastes du cyclone ENAWO qui a frappé le pays en mars 2017.

Enfin, il est important de souligner que malgré l'exacerbation des perturbations climatiques, l'accroissement du banditisme et de l'insécurité rurale, des indicateurs comme le maintien du niveau d'endettement de l'Etat à un niveau faible, la maîtrise de l'inflation et la stabilité relative de la monnaie nationale ont permis de soutenir les conditions d'une croissance durable résultant des efforts de réformes initiées avec les partenaires techniques et financiers, entre autres à travers la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

L'estimation initiale de la croissance en 2017 était de 4.5%. Cette année a été marquée par le passage du cyclone Enawo et l'insuffisance pluviométrique en début de saison agricole. Selon l'évaluation de la Banque mondiale, les dommages et les pertes causés par ces aléas se chiffrent 4.0% du PIB annuel. Son occurrence a notamment freiné la croissance du secteur agricole et a menacé l'atteinte de l'objectif de croissance économique globale de 4.3% prévu dans la LFR 2017. Cependant, la bonne performance du secteur secondaire a permis de compenser cette perte, d'où une réalisation maintenue à 4.3%.

Cap de croissance maintenu malgré les aléas climatiques

Au niveau du *secteur primaire*, un taux de variation de -1.0% a été observé si les prévisions de la LFI et de la LFR ont été respectivement de 2.8% et de 0.8%. Cette contreperformance provient essentiellement de la forte baisse de la production agricole, induite par le cyclone et le déficit pluviométrique. Cette branche a affiché un recul de -6.6%. Afin de minimiser les impacts négatifs de ce choc sur le long terme, des activités de réponses ont été initiées en urgence en 2017, et qui ont bénéficié de l'appui des PTF. Le Gouvernement a également opté pour une Loi de Finances Rectificative afin de mettre en place les budgets correspondants aux actions de réponses. Au niveau de la branche élevage et pêche, par contre, une évolution positive est observée, soit un taux de croissance de 4.5% lequel est supérieur à celui prévu dans la LFI (2.5%) et dans la LFR (2.0%).

Quant au *secteur secondaire*, une performance supérieure à celle escomptée est constatée durant cette période, soit un essor global de 9.0% alors que la prévision tablait sur une croissance de 5.4% dans la LFI et 5.7% dans la LFR. Les zones franches industrielles (25.2% contre 11.2% dans la LFI et 15.6% dans la LFR), les matériaux de construction (11.4% contre 3.5% dans la LFI et 5.0% dans la LFR), les industries extractives (9.8% contre 5.0% dans la LFI et 2.3% dans la LFR) et les industries du tabac (6.3% contre 3.5% dans la LFI et la LFR) sont les branches qui présentent les dynamismes les plus remarquables. Toutefois, quelques branches ont réalisé des contre-performances importantes, à savoir l'industrie de bois (-1.5% contre 8.5% dans la LFI et la LFR) et l'agro-industrie (2.1% contre 7.7% dans la LFI et 10.5% dans la LFR).

Pour le *secteur tertiaire*, les activités ont continué à être robustes avec des taux de croissance plus élevés que prévus, mis à part le BTP (3.8% contre 12.8% dans la LFI et 15.3% dans la LFR) et l'auxiliaire de transport (-5.3% contre 6.2% dans la LFI et 23.0% dans la LFR). Dans le secteur des services, il apparaît ainsi que la branche des télécommunications a présenté un

essor de 17.7% si dans la LFI 2017 3.9% de croissance était prévu, 4.5% dans la LFR. Les offres fournies par les banques sont également revues à la hausse avec un gain de 2.9 points de croissance par rapport à la prévision de 6.5% qui était la même pour la LFI et la LFR. Au final, l'essor du secteur tertiaire est évalué à 5.7% en 2017.

Tableau 1 : Taux de croissance par branche d'activités (en % de variation)

	2016	2017	2017	2017
	réal.	LFI	LFR	réal.
Secteur Primaire	1.8	2.8	0.8	-1.0
Agriculture	1.4	3.5	-0.3	-6.6
Elevage et pêche	2.0	2.5	2.0	4.5
Secteur secondaire	1.2	5.4	5.7	9.0
Agro-indus.	6.4	7.7	10.5	2.1
Indus. Extra.	-10.8	5.0	2.3	9.8
Energie	6.5	6.5	6.5	6.6
Indus. Boissons	8.9	5.3	7.5	8.7
Indus. Tabac	3.5	3.5	3.5	6.3
Indus. Textile	3.3	3.5	3.5	4.5
I. Bois	12.0	8.5	8.5	-1.5
Mat. Constr.	5.2	3.5	5.0	11.4
Zone Franche Industrielles (ZFI)	10.8	11.2	15.6	25.2
Secteur Tertiaire	3.7	5.2	5.7	5.7
B.T.P	5.9	12.8	15.3	3.8
Transports de marchandises	6.5	5.0	4.0	7.5
Transports de voyageurs	-10.2	3.5	-6.6	15.6
Auxi. Transport	3.8	6.2	23.0	-5.3
Télécommunications	1.3	3.9	4.5	17.7
Banque	2.4	6.5	6.5	9.4
Administration	1.0	1.1	1.1	1.1
Serv. banc. non imputés	2.4	6.5	6.5	9.4
PIB aux coûts des facteurs	3.9	4.5	4.2	4.1
Impôts indirects	5.7	4.8	4.8	5.4
PIB aux prix du marché	4.0	4.5	4.3	4.3
PIB nominal (Mrds Ariary)	32 166.1	35 707.5	35 730.8	35 877.3

Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME

Nécessité de dépasser les contraintes structurelles pour l'accroissement de l'investissement

La tenue de la conférence des bailleurs et des investisseurs (CBI) en décembre 2016 a permis de mobiliser les investisseurs potentiels et de raffermir les concertations avec les PTF. Néanmoins, les résultats effectifs sont restés en suspens en 2017, compte tenu des délais de procédures de déblocage des financements extérieurs ainsi que l'approfondissement des risques éventuels pour les futurs projets à implanter dans le pays. Ainsi, le taux d'investissement global est resté à 15.2% du PIB en 2017, si en 2016 ce taux était de 14.8%. Parmi les facteurs de risque auxquels les investisseurs sont exposés figurent notamment l'insécurité et la nécessité de mise à jour des cadres légaux à Madagascar, dont entre autres les textes régissant les projets PPP. A cet effet, les décrets d'application de la loi sur les PPP de 2016 ont été élaborés dans le courant de l'année 2017.

Participation active des PTF en réponse aux dégâts causés par le cyclone Enawo

Aux vues de l'ampleur des dégâts matériels et des pertes humaines liés au cyclone Enawo, l'ensemble des PTF, y compris également les ONG locaux, ont activement participé aux opérations de réponse. Les coûts annoncés dans le « *flash appeal* » lancé par le Gouvernement malagasy ont été rapidement couverts. Les aides humanitaires ont ainsi abondé. La trop forte vulnérabilité des populations locales a cependant laissé subsister des gaps dans les activités de réponse pour les cycles post-urgence, notamment au niveau de la reconstruction des infrastructures détruites. Le mécanisme de Réponse Immédiate avec la Banque Mondiale et le FMI, à travers une rétrocession des crédits pour la FEC, a permis toutefois de commencer les travaux de reconstruction en infrastructures.

Persistance des pressions inflationnistes mais modérées grâce aux dispositifs pris par les autorités

L'année 2017 avait démarré dans un contexte économique très défavorable. L'occurrence des chocs climatiques en début d'année (insuffisance pluviométrique depuis le mois de novembre 2016 et le passage du cyclone Enawo en janvier), l'augmentation des cours du riz et des produits pétroliers sur le marché international, la longue période de soudure dans la riziculture renforcée par une demande globale non couverte par l'offre globale, ainsi que la variation croissante de la masse monétaire ont perturbé le niveau général des prix domestiques. En glissement annuel, le taux d'inflation totale avait atteint 9.0% en fin de période contre 7.7% prévu dans la LFR2017.

Dès le mois de janvier, les pressions inflationnistes ont commencé à se faire sentir, comptant une variation mensuelle de 0.03 point de pourcentage en moyenne. Une légère décélération a été tout de même constatée entre les mois de juin et août grâce aux mesures prises

par le Gouvernement et la BFM. Il s'agit notamment du relèvement à deux reprises du taux directeur allant de 8.3% à 9.0% puis à 9.5%, l'augmentation du volume d'importation de riz, les subventions effectuées en faveur des transporteurs, etc., avant que la tendance à la hausse ne se poursuive. Le pic le plus élevé a été enregistré en novembre avec un taux de 9.1% en glissement annuel, stimulé essentiellement par la hausse notable du prix du riz (+23.8%) ainsi que des produits de première nécessité (+12.2%). Le coût de l'énergie avait également contribué à cette hausse de l'inflation mais à une plus moindre proportion. Notons que le prix de l'énergie avait considérablement fluctué en 2017, à cause de l'instabilité des cours mondiaux des produits pétroliers. En moyenne annuelle, le prix du baril était de 51.85 dollars USD en 2017 contre 40.68 dollars USD en 2016 (source OPEP).

Hormis l'effet prix, l'inflation a été aussi d'origine monétaire durant la période en revue. La variation de la masse monétaire à Madagascar croît en général plus vite que le niveau des prix et la croissance économique. En valeur, la situation monétaire avait comptabilisé 17.8% de variation, soit +2.8 points de pourcentage contre une variation de 15.0% prévue dans la LFR 2017. Ce décalage prévisionnel a été engendré par les rapatriements exceptionnels des recettes d'exportation de vanille vers la fin d'année. Néanmoins, comparativement à la même période de l'année précédente, la variation de la M3 avait reculé de 2.3 points de pourcentage suite à l'adoption de la politique de prudence menée par la BFM pour stabiliser les prix domestiques et donc maîtriser l'inflation.

Tableau 2 : Variation de l'Indice des Prix à la Consommation (en %) par secteur productif et par produits

Période	ENSEMBLE	Produits alimentaires	Produits locaux	Produits importés	PPN	Riz	Energie
janv-17	6.9	5.4	7	5.8	4.7	3	4.4
févr-17	7.3	6.3	7.4	6.9	6.1	6.5	4.9
mars-17	8.2	7	8.1	9	7.3	9	6.6
avr-17	8.5	7.7	8.4	9.1	8	12.2	5.7
mai-17	8.6	8	8.6	7.7	8.4	13	5.3
juin-17	8.5	7.9	8.6	8.2	8.4	12.3	5
juil-17	8.2	8.2	8.4	7	8.2	12.5	2.3
août-17	8.2	8.6	8.6	5.9	8.4	13.3	2.5
sept-17	8.3	8.8	8.7	5.8	8.8	13.8	3
oct-17	8.4	9.1	8.9	5.9	9.7	16	3.8
nov-17	9.1	10.9	9.8	5.5	12.2	23.8	3.7
déc-17	9	11.8	9.9	5.2	14.1	28.9	4.3

Source : INSTAT

Tableau 3 : Récapitulatif de l'Indice de Prix à la Consommation et de la M3

Rubriques	Réalisation 2016	LFI 2017	LFR 2017	Réalisation 2017
Indice des Prix à la Consommation (en %)		6.9	7.8	8.3
- Moyenne période	6.7	7.1	7.7	9.0
- Fin de période	7.0			
Variation de la masse monétaire (M3 en % du PIB)	20.1	12.7	15.0	17.8

Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME suivant cadrage FMI

Appréciation de l'Ariary grâce à l'afflux des devises étrangères

Le volume de transactions sur le MID, la position du Dollar USD sur les échanges commerciaux et les aides budgétaires étaient les principaux déterminants du cours de l'Ariary face aux devises pivots. Pour l'année 2017 et comparées aux prévisions fin de période inscrites dans la LFR 2017, la monnaie nationale s'appréciait respectivement de 4.45% et 0.18% par rapport au Dollar et au DTS. En effet, à fin décembre, le dollar était coté 3 230.0 Ariary au lieu de 3 384.6 Ariary et le DTS 4 600.0 Ariary au lieu de 4 608.20 Ariary.

Cette situation découlait essentiellement de l'essor de la Vanille de Madagascar sur le marché international (forte hausse du prix), des décaissements d'aides budgétaires dans le cadre du programme FEC, de la légère baisse du déficit de la balance commerciale ainsi que du différentiel d'inflation entre Madagascar et ses partenaires commerciaux. Le différentiel d'inflation constaté se traduisait par une perte de compétitivité du prix des produits d'exportations malagasy, sauf pour ceux où Madagascar est price marker, c'est-à-dire qu'il se trouve en situation de monopole¹.

Quant aux réserves officielles brutes en 2017, elles s'élevaient à 1.087 millions de DTS soit une couverture de 4 mois d'importation de biens et services en fin de période contre 896 millions de DTS ou 3.4 mois d'importation dans la LFR2017.

Tableau 4 : Récapitulatif des taux de change en fin de période

Rubriques	Réalisation 2016	LFI 2017	LFR 2017	Réalisation 2017
-----------	------------------	----------	----------	------------------

¹ Dans cette situation, un seul agent (producteur) contrôle l'ensemble de l'offre sur un marché au détriment des demandeurs (consommateurs). Le monopole procure au producteur le pouvoir de déterminer lui-même le niveau de prix (price maker) auquel il vend les biens ou services qu'il produit, à la différence de la situation de concurrence dans laquelle il subit le prix (price taker).

Taux de change (en fin de période)				
- Ariary/USD	3 348	3 349.8	3 384.6	3 230.0
- Ariary/DTS	4 501	4 670.9	4 608.20	4 600.0

Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME suivant cadrage FMI

Position extérieure meilleure que prévue

En ce qui concerne la situation des paiements extérieurs en 2017, elle a été bien meilleure que les prévisions dans la LFI et la LFR 2017. La balance globale a été excédentaire de 168.7 millions DTS en fin décembre 2017 si les déficits attendus étaient de 24.4 millions DTS dans la LFI 2017 et 74.4 millions DTS dans la LFR. Malgré une situation économique moins propice à la production qu'en 2016, cette performance s'explique par la hausse des exportations pour presque tous les types de produits et par la stabilité des transferts courants.

Au niveau de la balance des biens et services, un déficit de 316.5 millions DTS a été constaté, contre 352.1 millions DTS prévu dans la LFI et 580.0 dans la LFR. Ce repli du déficit a en effet été causé par une augmentation des exportations des produits tels que : la vanille, le girofle, l'essence de girofle et les produits miniers en général, et surtout le Cobalt dont le prix a augmenté de 123.9% de 2016 à 2017. L'exportation d'or explose également en 2017 avec un volume exporté de 2.8 tonnes contre 535 kg en 2016. Néanmoins, l'importation en général progresse, elle aussi, de 20.0% par rapport à la LFI 2017 et de 2.8% par rapport à la LFR. L'importation de riz est caractérisée par une forte hausse de 167.1% en volume par rapport à l'année 2016, soit 591 mille tonnes d'importation contre 221 mille tonnes en 2016. L'importation d'équipement a augmenté de 24.5% en volume et de 26.6% en termes de prix. Plusieurs postes d'importation présentaient de fortes progressions, notamment les biens de consommation (+28.7%), les énergies (+20.8%), les matières premières (+8.7%) et les ZFI (+5.3%).

Du côté des transferts courants, l'acquisition des appuis officiels notamment en provenance de la BAD, de l'Union Européenne et de la Banque Mondiale ainsi que des aides budgétaires ont atteint 531.6 millions DTS, un niveau proche à celui prévu dans la LFR, si dans la LFI 2017 ce total était prévu à 471.1 millions DTS. Au final, le déficit du compte courant s'est amélioré par rapport à la LFI 2017 et à la LFR en s'établissant à 40.1 millions de DTS.

Pour le compte de capital et d'opérations financières, un excédent de 211.1 millions DTS est observé en 2017 contre 178.7 millions DTS prévu dans la LFI 2017 et 288.7 dans la LFR 2017. Ce décalage entre les prévisions et la réalisation est attribuable surtout à la rubrique regroupant les revenus d'exportations non rapatriés. Toutefois, à cause d'une plus grande prudence des investisseurs vis-à-vis du contexte politique à Madagascar, les investissements directs et de portefeuille étrangers ont également réalisé à un niveau inférieur aux prévisions, soit

de 258.0 millions DTS contre 399.1 millions DTS dans la LFI 2017 et 343.2 millions DTS dans la LFR.

Tableau 5 : Situation de la balance de paiement en 2016 et 2017 (en millions de DTS)

Rubriques	2016	LFI 2017	LFR 2017	Réal. 2017
Compte courant	41.0	-471.1	-529.9	-40.1
Balance commerciale	-190.0	-352.1	-580.0	-316.5
Compte de capital et des opérations financières	169.8	178.7	288.7	211.1
Balance globale	210.8	-24.4	-74.4	168.7

Source : MFB/SG/DGB/DSB/SCME

Recettes fiscales en légère hausse

L'Administration fiscale s'est engagée à poursuivre les actions déjà entreprises pour la mobilisation des recettes fiscales. A cet égard, l'élaboration du Projet de Loi de Finances 2017 a tenu compte de la nécessité de mettre en place les mesures qui visent à promouvoir la transparence, la lutte contre la corruption et à instaurer une confiance mutuelle entre l'Administration fiscale et les contribuables. Des mesures fiscales contribuant à la protection de l'environnement et à la simplification des procédures y sont aussi intégrées.

En terme net, les recettes fiscales ont enregistré un dépassement de 0.9 point de pourcentage (taux de réalisation de 100.9%) par rapport à la LFR pour s'établir à 4 117.9 milliards d'Ariary. En conséquence, le taux de pression fiscal a accusé un léger gain de 0.1 point pour s'établir à 11.5% du PIB en 2017. Pendant cette période en revue, les contributions respectives des impôts et des douanes s'élevaient respectivement à 6.4%, et 5.7% du PIB. A cet effet, leurs taux de réalisation ont été respectivement de 108.4% et de 103.5%, équivalant à 2 281.3 milliards d'Ariary de recettes intérieures et 2 047.1 milliards d'Ariary de recettes douanières.

Quant aux recettes non fiscales, la prévision de l'ordre de 0.2% du PIB a été ramenée à 0.3% pour une valeur de 122.1 milliards d'Ariary. Cette performance a été le fruit d'un meilleur recouvrement des redevances halieutiques et minières et des produits de prise de participation.

Malgré les bonnes performances des recettes, le niveau des Dons a diminué de 16.6% par rapport au montant prévu par la LFR. Ainsi, les Dons réalisés se trouvaient seulement à 83.4% des Dons prévus, soit un taux par rapport au PIB de 2.9%.

Dans l'ensemble, les recettes totales nettes² présentent un taux de réalisation de 97.7% pour un ratio de 14.7% par rapport au PIB, et sont établies à 0.3% en dessous de la prévision laquelle a été réalisée dans le cadre de la LFR.

Tableau 6 : Evolution et réalisation des recettes de l'Etat en 2017

UM: <i>Milliards Ariary</i>	2017		variation	Taux de réalisation 2017	en % du PIB 2017	
	LFR	real	real /LFR	en %	real	LFR
Recettes totales brutes	5549.4	5487.5	-1.1%	98.9	15.3%	15.5%
Recettes totales nettes (1) + (2)	5400.4	5277.0	-2.3%	97.7	14.7%	15.1%
Recettes budgétaires nettes (1)	4081	4117.9	0.9%	100.9	11.5%	11.4%
Recettes fiscales (Brutes)	4230	4328.4	2.3%	102.3	12.1%	11.8%
Recettes fiscales (nettes) :	4081	4117.9	0.9%	100.9	11.5%	11.4%
impôts	2104	2281.3	8.4%	108.4	6.4%	5.9%
douanes	1977	2047.1	3.5%	103.5	5.7%	5.5%
remboursement TVA	149	210.5	41.3%	141.3	0.6%	0.4%
Autres recettes budgétaires (2)	1319.4	1159.0	-12.2%	87.8	3.2%	3.7%
Recettes non fiscales	76.5	122.1	59.7%	159.7	0.3%	0.2%
Dons	1242.9	1036.9	-16.6%	83.4	2.9%	3.5%
Dons courants	332.1	298.4	-10.1%	89.9	0.8%	0.9%
Dons en capital	910.9	738.5	-18.9%	81.1	2.1%	2.5%

Sources : OGT 2017 – LFR 2017

Renforcement du volet social et rationalité budgétaire

L'orientation des dépenses pour 2017 s'était focalisée sur le volet social et infrastructure bien que l'impact du cyclone Enawo sur le secteur productif pendant le premier trimestre ait été important. A cet effet, des actions de soutien aux sinistrés ont été multipliées à travers le Mécanisme de Réponse Immédiate (MRI) initiée avec la Banque mondiale.

Toutefois, les activités ont été implémentées en toute rationalité et transparence, et ce afin de renforcer la crédibilité de l'Etat. En outre, l'élaboration de la Stratégie de Modernisation de la Gestion des Finances Publiques pour l'horizon 2024, accompagnée d'un Plan triennal glissant de 2016-2018 est en cours. Malgré les avancées, des réformes restent à entreprendre notamment dans le cadre du programme FEC, et constituent des objectifs sur lesquels le Gouvernement doit se focaliser. Il s'agit entre autres de renforcer les contrôles dans l'exécution des dépenses

² Selon les recommandations de la Cour des Comptes, les **Recettes Totales (nettes)** = **Recettes budgétaires (nettes)** (Recettes fiscales nettes) + **Autres recettes budgétaires** (Recettes non fiscales + Dons)

courantes et du suivi strict de la réalisation physique des Programmes d'Investissements Publics (PIP).

Les dépenses totales ont atteint un taux de réalisation de 86.1% par rapport à la LFR, soit un montant de 6 330.9 milliards d'Ariary. Le taux rapporté au PIB s'est établi à 17.7% contre 20.5% dans la LFR. Cet écart s'explique surtout par la faible réalisation des dépenses en capital induite par la faiblesse des décaissements sur financement extérieur, lesquels ont été exécutés seulement à 58.9%. Le taux de réalisation pour les investissements publics a été ainsi constaté à 65.9%, soit un montant de 1921.8 milliards d'Ariary contre 2 916.1 milliards d'Ariary prévu dans la LFR, correspondant à un gap de 873.9 milliards d'Ariary.

Au sujet des intérêts de la dette, leurs paiements ont enregistré un total de 285.5 milliards d'Ariary, dont 70.2 milliards d'Ariary pour les dettes extérieures (diminution de 34.5%). Le taux de réalisation globale était de 84.2%, avec un taux de 65.5% pour l'extérieure et 92.8% pour l'intérieur. La régularisation de la dette malagasy envers la Lybie en a été le facteur principal, à cause du problème de procédure interbancaire.

De ce qui précède, les dépenses budgétaires ont été exécutées à 97.7%, pour s'établir à 3 989.7 milliards d'Ariary contre 4 084.9 milliards d'Ariary prévus. Les dépenses de personnels, quant à elles, ont été exécutées à 99.3%, dont 99.7%, pour la solde et 94.6% pour les indemnités. Le Gap observé de 5.4% sur les indemnités est essentiellement dû à la faiblesse des engagements de quelques Ministères, notamment ceux du ministère des Affaires Etrangères chargé de la Coopération et du Développement qui avait enregistré un taux d'engagement avoisinant les 7.32%.

En dépit de la complexité des procédures de passations de Marché, le taux de crédits non engagés reste à 1.6% pour les dépenses de fonctionnement suite à un taux d'exécution des dépenses de Biens et Services de 92.8%. Ces dépenses ont été ramenées à 279.0 milliards d'Ariary. Les Transferts et Subventions, par contre, ont été presque maintenus par rapport à leur valeur prévisionnelle soit un montant de 1 461.9 milliards d'Ariary.

Tableau 7 : Evolution et réalisation des dépenses de l'Etat en 2017

UM: <i>Milliards Ariary</i>	2017		variation	Taux de réalisation 2017	en % du PIB 2017	
	LFR	real	en %	en %	real	LFR
Dépenses totales (1+2)	7354.3	6330.9	-13.9%	86.1	17.7%	20.5%
Dépenses courantes (1)	4438.2	4409.2	-0.7%	99.3	12.3%	12.4%
Dépenses budgétaires	4084.9	3989.7	-2.3%	97.7	11.1%	11.4%
Personnel	1977.2	1963.2	-0.7%	99.3	5.5%	5.5%
Solde	1806.8	1802.1	-0.3%	99.7	5.0%	5.0%
Indemnités	170.4	161.2	-5.4%	94.6	0.4%	0.5%
Fonctionnement	1768.6	1741.0	-1.6%	98.4	4.9%	4.9%

Biens et services	300.8	279.0	-7.2%	92.8	0.8%	0.8%
Transferts et subventions	1467.8	1461.9	-0.4%	99.6	4.1%	4.1%
Intérêts	339.2	285.5	-15.8%	84.2	0.8%	0.9%
extérieure dus	107.2	70.2	-34.5%	65.5	0.2%	0.3%
intérieure dus	232	215.3	-7.2%	92.8	0.6%	0.6%
Opérations de Trésorerie	353.2	419.5	18.8%	118.8	1.2%	1.0%
Dépenses en capital (2)	2916.1	1921.8	-34.1%	65.9	5.4%	8.1%
Ressources intérieures	789.3	668.9	-15.2%	84.8	1.9%	2.2%
Ressources extérieures	2126.8	1252.8	-41.1%	58.9	3.5%	5.9%

Sources : OGT 2017 – LFR 2017

Fléchissement du déficit

Grâce à la bonne performance des recettes et suite à une rétraction significative des dépenses exécutées, un fléchissement de 3.5 point de pourcentage du déficit a été constaté pour ainsi dériver à -2.4% du PIB. Le solde à combler a en effet viré de -2 113.1 milliards d'Ariary à -855.5 milliards d'Ariary. L'essentiel des financements a été assuré à hauteur de 58.4% par l'extérieur pour un montant de 499.7 milliards d'Ariary et 39.3% par l'intérieur, soit 335.8 milliards d'Ariary. A son tour, ce dernier a été financé par le système bancaire pour montant de 155.6 milliards d'Ariary et par le système non bancaire pour 276.0 milliards d'Ariary mais a été contrebalancé par le dépôt des correspondants auprès du Trésor d'une valeur de 75.7 milliards d'Ariary.

II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS

Le volet « analyse de la performance des pouvoirs publics » rend compte de l'utilisation des moyens alloués aux politiques publiques. Les résultats les plus pertinents des actions menées, qui sont mis en exergue dans la présente loi, sont extraits des Rapports Annuels de Performance. Remis par les Responsables de Programmes des départements respectifs, ces documents permettent de comparer la prévision et l'exécution au regard des indicateurs de performance.

A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE

1. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2017 (BGE)

Appelé à concrétiser la PGE, le Gouvernement malagasy, à travers les 7 Institutions et 31 Ministères, s'est investi à accomplir 55 principales missions, lesquelles ont été déclinées en 148 programmes et 426 objectifs. Une enveloppe budgétaire à hauteur de 7 370,14 milliards d'Ariary a été ainsi allouée afin de remplir ces engagements, dont 5 653,09 milliards d'Ariary ont été effectivement mobilisés en fin d'année, soit un taux d'absorption budgétaire de 76,70%.

Quant aux réalisations physiques, l'année 2017 s'est achevée avec une performance raisonnable à hauteur de 57,29%, équivalent à 577 indicateurs réalisés sur les 1 007 inscrits. Sur l'ensemble des programmes lancés, 44 ont affiché une performance atteignant 100%, contre 26 en 2016. Au même titre que les années précédentes, la réduction des moyens financiers, suite à l'adoption de la LFR et à l'application du taux de régulation, a été la raison souvent évoquée pour les faibles résultats constatés dans les rapports de performance.

Neuf (09) départements ont accompli une performance remarquable en franchissant la barre des 75% en matière d'atteinte des valeurs cibles, à l'instar de l'Assemblée Nationale, la Haute Cour Constitutionnelle, le Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère du Commerce et de la Consommation, le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, le Ministère des Transports et de la Météorologie, le Ministère des Postes, des Télécommunication, et du Développement Numérique et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. En revanche, 5 départements ont présenté des bilans assez mitigés, en ne réalisant pas plus de 30% de leurs valeurs cibles, à savoir le Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Affaires Etrangères chargé de la Coopération et du Développement, le Ministère du Tourisme, le Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole, le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures et le Ministère de la Jeunesse et des Sports. Les 24 départements restants ont affiché une performance modérée, avec des taux de réalisation des valeurs cibles oscillant entre 30% et 75 %.

Sur le plan historique, le Ministère de l’Energie et des Hydrocarbures d’une part, et le Ministère de l’Eau, de l’Assainissement et de l’Hygiène d’autre part, ont été scindés en 2016, puis fusionnés en 2017 pour former le Ministère de l’Eau, de l’Energie et des Hydrocarbures. Quant au Secrétariat d’Etat auprès du Ministère des Affaires Etrangères chargé de la Coopération et du Développement, ce département a été nouvellement créé au mois de mai 2017.

Les principales réalisations financières et physiques de 2017 sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 8 : Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2017

En nombre										En Milliards d’ Ariary		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	Réalisées
38	55	148	426	1 247	1 007	577	368	11	51	6 784 ,55	7 370 ,14	5 653,09

Sources : Documents de performance LFI et LFR, RAP et BCSE 2017

2. Evolution annuelle de la performance nationale

La reprise de l’économie nationale a été handicapée par divers obstacles, plus particulièrement, le passage du cyclone ENAWO au mois de mars, le manque de pluviométrie ou encore la revue du programme FEC avec le FMI. Compte tenu de ces conjonctures ayant considérablement affecté l’équilibre budgétaire, le Gouvernement a été conduit à réviser son budget.

En conséquence, avec l’adoption de la LFR en mois de Juillet 2017, les dépenses publiques, d’un montant initial fixé à 6 784,55 milliards d’Ariary, ont été ajustées à 7 370,14 milliards d’Ariary, soit un accroissement de 8,6 %. La mise à jour du budget d’exécution de plusieurs départements a contraint ces derniers à revoir leurs objectifs. Ainsi, si 1 247 indicateurs ont été recensés dans la LFI, ceux enregistrés dans la LFR ont été réduits à 1 007. De même, 214 indicateurs ont fait l’objet de révision, dont 35,51% ont été revus à la hausse et 64,49% à la baisse.

Les modifications apportées par la LFR sont récapitulées dans le tableau qui suit :

Tableau 9 : Evolution de la situation du BGE et de la situation de performance en 2017

En milliards d’ Ariary		En nombre			
Modification des crédits		Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
Crédits LFI	Crédits LFR Evolution	Indicateurs	Indicateurs	En plus	En moins
6 784 ,55	7 370 ,14	1 247	1 007	76	138

3. Evolution triennale de la performance nationale (2015 à 2017)

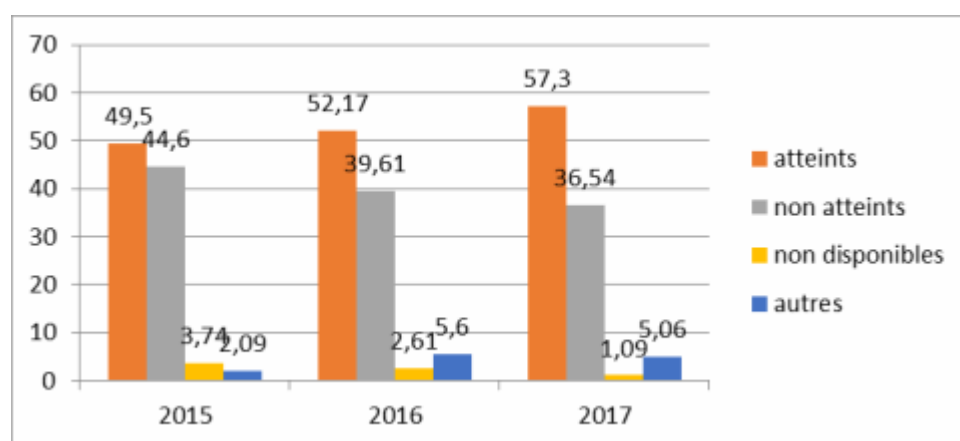
Les indicateurs n'ont pas beaucoup changé en termes de nombre, car si en 2015 et 2016, ils comptent respectivement 909 et 1 035, en 2017, on en a recensé 1 007.

En matière de réalisation des valeurs cibles, la performance au niveau national continue d'évoluer de manière satisfaisante. En effet, si les indicateurs atteints pour les exercices de 2009 à 2015 n'ont pas dépassé le seuil de 50%, le résultat a été encourageant en 2016, puisque 52,17% des valeurs de références établies ont été conformes aux résultats obtenus. Cette performance a été maintenue, voire surpassée en 2017, avec une réalisation remarquable à hauteur de 57,30%.

De même, des efforts ont été particulièrement déployés en matière de l'amélioration de la qualité des informations fournies, par le biais de la réduction du nombre des données non disponibles. Si lors des deux années antérieures, les données non collectées étaient au nombre de 34 et de 27, représentant respectivement 3,74% et 2,6% des indicateurs, en 2017, seuls 11 indicateurs ont été classés non disponibles, soit 1,09% de la totalité des indicateurs.

Les réalisations physiques depuis ces 3 dernières années sont synthétisées dans le graphique suivant :

Graphique 1 : Evolution de la performance nationale de 2015 à 2017



B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE

1. Secteur administratif

a. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif

Composé de 7 Institutions et 11 Ministères, le secteur administratif a été le plus privilégié en matière de dotations budgétaires, dans la mesure où il a détenu 52,26 % de l'ensemble des crédits définitifs du BGE, soit la valeur de 3 852,07 Milliards d'Ariary. En fin d'exercice, le coût réel des actions menées s'est élevé à 3 475, 33 milliards d'Ariary.

La conduite des actions publiques relevant de ce secteur s'est traduite par la mise en œuvre de 72 programmes et 230 objectifs, dont le niveau de performance a été apprécié au regard de 650 indicateurs. Au même titre que pour l'allocation budgétaire, la grande partie des indicateurs ont été concentrées dans ce secteur, puisque 64,55% des indicateurs au niveau national y ont été enregistrés.

Les résultats obtenus se sont nettement améliorés comparés à l'année 2016, avec une avancée de 2,24 points.

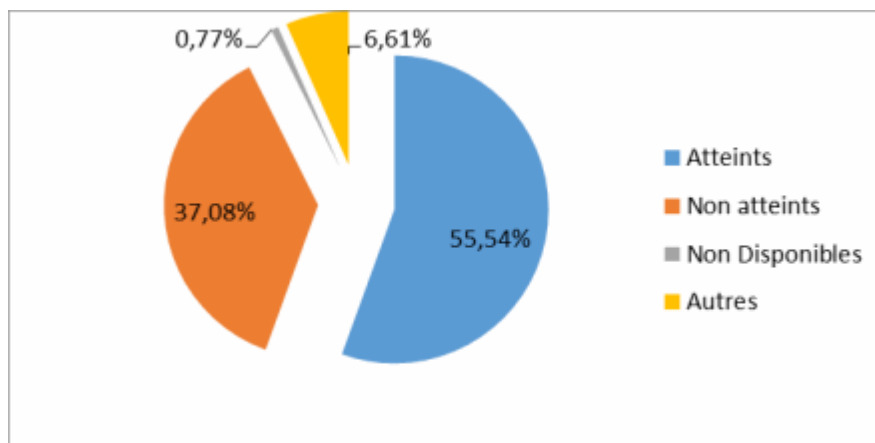
Les réalisations du secteur administratif, tant en termes budgétaire que de performance, sont récapitulées dans les figures ci-après :

Tableau 10 : Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif

En nombre										En milliards d'Ariary		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs Réalisées	Non Atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
19	23	72	230	780	650	361	241	5	43	3 317,29	3 852,07	3 475, 33

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, Documents de performance LFI et LFR RAP et BCSE 2017

Graphique 2 : Performance du secteur administratif en 2017 (en %)



Sources : Documents de performance LFI et LFR, RAP 2017

b. Evolution des crédits et des indicateurs du secteur administratif au cours de l'année 2017

Après l'adoption de la LFR, l'enveloppe budgétaire destinée au fonctionnement du secteur administratif a remonté jusqu'à 3 844,18 milliards d'Ariary, si celle autorisée par la LFI s'est élevée à 3 317,29 milliards d'Ariary, accusant ainsi une variation à la hausse de 15,88%. Les prévisions de dépenses du Sénat, FFM, MAE, MSP, MFRA et MCRI ont été réduites ; tandis que les départements restants ont bénéficié d'une augmentation de crédits. Le Ministère de l'Economie et la Primature ont été les plus privilégiés, avec des hausses de crédits atteignant respectivement 106,79% et 86%.

En matière de performance, la plupart des objectifs des institutions et ministères ont été actualisés. Si la LFI a recensé 780 indicateurs, la LFR n'en a répertorié que 650. En effet, les indicateurs inscrits auprès du Ministère des Finances et du Budget ainsi du Ministère de la Justice ont été presque réduits à moitié. Par ailleurs, sur ces 650 indicateurs, 84 valeurs cibles ont été modifiées à la baisse et 57 à la hausse. Il est à noter que le MFB a modifié quelques dispositions de la LFR, à travers la prise de l'arrêté n°23 344 du 19 Septembre 2017 portant modification de la fiche de performance. Ainsi, deux (2) nouveaux indicateurs ont été insérés dans le programme administration et coordination, et deux valeurs cibles ont été actualisées.

Tableau 11 : Evolution de la performance du secteur administratif au cours de l'année 2017

Institutions/Ministères	Modification des crédits				Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits initiaux (LFI)	Crédits après LFR	Crédits finaux	Evolution (%)	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Présidence de la République	105 345 994 000	109 622 522 000	109 194 449 000	3,65	67	57		

Sénat	22 310 400 000	21 966 024 000	21 966 024 000	- 1,54	8	8	1	1
Assemblée Nationale	46 111 000 000	47 829 680 000	49 379 680 000	7,09	4	4		1
Haute Cour Constitutionnelle	6 345 000 000	6 510 259 000	6 510 259 000	2,60	7	7		
Primature	100 686 631 000	189 239 090 000	187 371 495 000	86,09	114	113	3	
Filankevitra ny Fampihavanana Malagasy	6 151 000 000	5 884 824 000	5 884 824 000	- 4,33	3	3		
Commission Electorale Nationale Indépendante	11 298 000 000	11 563 793 000	11 563 793 000	2,35	41	55	15	28
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Affaires Etrangères chargé de la Coopération et du Développement	-	1 692 000 000	1 692 000 000	----	0	4	4	
Ministère des Affaires Etrangères	58 250 691 000	60 507 830 000	58 242 666 000	- 0,01	32	32		
Ministère de la Défense Nationale	208 659 216 000	207 848 521 000	209 812 679 000	0,55	9	9		9
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie	196 669 787 000	191 437 052 000	199 587 052 000	1,48	23	15	5	3
Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	237 314 519 000	261 521 760 000	259 954 291 000	9,54	57	57		
Ministère de la Sécurité Publique	112 671 927 000	110 118 622 000	110 161 902 000	- 2,23	18	17		
Ministère de la Justice	102 446 822 000	104 079 282 000	104 829 611 000	2,33	65	31	1	14
Ministère des Finances et du Budget	2 004 394 857 000	2 398 255 309 000	2 400 116 899 000	19,74	209	118	15	27
Ministère de l'Economie et de la Planification	16 896 798 000	36 350 127 000	34 940 456 000	106,79	17	17	13	1
Ministère de la Fonction Publique et de la réforme de l'Administration	20 916 851 000	18 818 097 000	18 704 060 000	- 10,58	58	56		
Ministère du Commerce et de la Consommation	42 878 071 000	44 023 602 000	44 698 238 000	4,24	10	9		
Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions	17 945 563 000	16 908 270 000	17 464 338 500	- 2,68	38	38		
TOTAL	3 317 293 127 000	3 844 176 664 000	3 852 074 716 500	16,12	780	650	57	84

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur administratif

- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Tableau 12 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
----------	---------------------	----------------	--------------------	-------------------	----------	---	----	----	------	---------------

001	Administration et coordination	104 304 052 104	70 276 679 746,30	67,38	48	27	16	0	5	56.25%
201	Infrastructure reliée	667 811 000	629 608 844,00	94,28	6	4	2	0	0	66.67%
401	Développement rural	441 940 000	435 647 941,00	98,58	1	1	0	0	0	100.00%
501	Santé, planning familial et lutte contre le VIH/SIDA	500 266 000	744 857 781,86	148,89	1	1	0	0	0	100.00%
801	Solidarité Nationale	3 280 379 896	3 280 379 895,22	100,00	1	1	0	0	0	100.00%
TOTAL		109 194 449 000	75 367 174 208,38	69,02	57	34	18	0	5	59.65%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : l'objectif de réduire la corruption a été moyennement atteint, l'acquisition de divers matériels et mobiliers a permis de réaliser les activités y afférentes. D'ailleurs, 22 régions ont pu mettre en œuvre une politique régionale de réduction de la corruption. Des séances de mobilisations ou de sensibilisation, d'inspection ou de conscientisation ont été réalisées à 100%, permettant ainsi la mise en place d'un système de vigilance et la formation des responsables de veille et de partenaires.

Pour la sécurité des personnes et de leurs biens, tous les renseignements exploités ont été transmis aux instances étatiques et des réunions de conception ont été intégralement effectuées afin de maintenir la stabilité politique et poursuivre la coordination régulière entre les organes de la sécurité.

- *Infrastructure reliée* : dans le cadre de l'amélioration de la télécommunication aux Palais d'Etat (Iavoloha et Ambohitsirohitra), toutes les prévisions ont été mises en œuvre sauf pour l'installation des postes téléphoniques, dont 5 ont été en cours de réalisation, en raison de la rupture temporaire des stocks. Quant à la formation en NTIC, 10 techniciens seulement ont été formés sur les 36 attendus, suite à la variation des coûts prévus de la formation.

- *Développement rural* : la révolution verte a été effectivement lancée grâce aux 20 unités du Service Civiques qui ont été opérationnalisées.

- *Santé, planning familial et lutte contre le VIH/SIDA* : sur les 25 plans locaux prévus être mis en œuvre au niveau des Communes dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA, 28 ont été réalisés.

- *Solidarité Nationale* : 3 zones ont été reconnues très pauvres et vulnérables dans le cadre de l'objectif d'amélioration de l'appui de ces derniers.

- SENAT

Tableau 13 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses Réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
002	Administration et coordination	11 316 616 000	11 216 522 280,90	99,12	3	2	1	0	0	66,67%

119	Appui aux membres de l'institution	10 649 408 000	9 921 215 764,00	93,16	5	2	3	0	0	40,00%
TOTAL		21 966 024 000	21 137 738 044,90	96,23	8	4	4	0	0	50.00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : l'exécution budgétaire a été presque satisfaisante, avec un taux de 96,56%. D'ailleurs, le traitement interne des dossiers de salaires a été effectué en temps voulu et les services ont été plus performants, dans la mesure où les activités ont été exécutées conformément aux PTA de chaque service.

- *Appui aux Membres de l'Institution* : les objectifs n'ont été atteints qu'en partie, surtout ceux relatifs aux votes des lois et de la proposition de résolutions, ainsi qu'au maintien des délais de paiement des membres des institutions. Concernant le contrôle de l'action du Gouvernement, seul un acte a été établi. Les visites auprès des CTD n'ont pas été toutes effectuées, faute de moyens nécessaires. Quant au nombre de dossiers traités pour le fonctionnement des membres du bureau permanent et des commissions, seule la moitié a été traitée, suite aux rejets fréquents des dossiers au niveau du Trésor public, ainsi qu'à l'insuffisance de crédits de certaines lignes budgétaires.

- ASSEMBLEE NATIONALE

Tableau 14 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
003	Administration et coordination	23 734 163 000	23 640 422 116,88	99,61	1	1	0	0	0	100.00%
101	Gouvernance responsable	25 645 517 000	25 579 930 564,80	99,74	3	2	1	0	0	66.67%
TOTAL		49 379 680 000	49 220 352 681,68	99,68	4	3	1	0	0	75.00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : le fonctionnement et l'amélioration de l'administration ont été convenablement assurés, car le délai de 10 jours pour le traitement des dossiers a été respecté.

- *Gouvernance responsable* : pour le renforcement de l'Etat de droit, l'indicateur sur l'adoption des lois a dépassé la prévision, dans la mesure où 51 lois ont été adoptées sur les 48 prévues. Il en a été de même pour la participation aux réunions internationales avec un nombre remontant à 85 sur les 47 prévues. Par contre, 6 contrôles parlementaires seulement ont été effectués sur les 10 escomptés en raison de l'insuffisance de crédits.

- HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
004	Administration et coordination	5 071 400 000	4 878 411 232,65	96,19	4	3	1	0	0	75.00%
102	Gouvernance responsable	1 438 859 000	1 308 658 003,55	90,95	3	3	0	0	0	100.00%
TOTAL		6 510 259 000	6 187 069 236,20	95,04	7	6	1	0	0	85.71%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : 3 indicateurs ont été atteints, dont le traitement des dossiers, le taux d'exécution budgétaire et le renforcement de la capacité logistique ainsi que la valorisation du patrimoine. La résolution du problème de fonctionnement de l'administration a été légèrement affectée par l'insuffisance de contrôle interne au sein des branches de l'administration et par l'inexistence de cellule de réforme.

- *Gouvernance responsable* : toutes les prévisions ont été réalisées, voire même surpassées. Le respect de la Constitution a été promu avec les 53 décisions, arrêts rendus et avis émis sur une prévision initiale de 28, suite à la pléthore des saisines liées à la conjoncture juridico-politique. La formation des acteurs a permis d'atteindre l'objectif d'avoir un processus électoral fiable, crédible et transparent. Les citoyens ont été informés des actions de l'Institution à travers les taux des décisions, arrêts et avis mis en ligne, atteignant 98%.

- PRIMATURE

Tableau 16 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
005	Administration et coordination	32 539 155 000	31 800 051 422,73	97,73	87	39	47	0	1	44.83%
402	Développement rural	780 138 000	537 081 340,60	68,84	10	2	8	0	0	20.00%
403	Nutrition et Sécurité alimentaire	153 802 000 000	80 189 052 857,44	52,14	15	5	10	0	0	33.33%
802	Solidarité Nationale	250 202 000	153 633 160,00	61,40	1	0	1	0	0	0.00%
TOTAL		187 371 495 000	112 679 818 780,77	60,14	113	46	66	0	1	40.71%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : les objectifs concernant la lutte contre la traite des personnes, l'élaboration des documents de stratégies nationaux, les prestations de services publics, la consolidation des archives, le plan de réduction de la pauvreté, le délai de traitement des textes, la dématérialisation des recherches de décrets et notes de conseils, ont été atteints dans ce programme. Le retard dans les procédures de passation, le report des activités en 4^{ème} trimestre et le manque de moyens financiers, ont été cependant les motifs de la non atteinte des autres indicateurs.

- *Développement rural* : seuls 20% des indicateurs fixés dans ce programme ont été atteints. Sur les 10 indicateurs inscrits, seules les analyses bimestrielles de la situation du marché

du riz au niveau national qu'international et des produits vivriers, et les réunions de concertation publique-privée pour le pilotage de la filière riz, ont été réalisées conformément aux prévisions. Les autres indicateurs ont accusé de faibles réalisations, faute de prise en charge des activités et suite au retard de leur mise en œuvre.

- *Nutrition et Sécurité alimentaire* : les objectifs prévus pour l'amélioration de la nutrition et la sécurité alimentaire, la réduction de la malnutrition et la reconstruction post catastrophe ainsi que la gestion du programme de lutte contre la tuberculose, au niveau communautaire, n'ont pas été atteints. Par contre, 5 831 ménages ont bénéficié des filets de sécurité sociaux à l'endroit des couches pauvres et vulnérables, 63 462 citoyens ont été bénéficiaires directs du projet.

- *Solidarité nationale* : le taux de vulnérabilité relative aux risques de l'impact et catastrophe sur la population, a connu une amélioration, le taux estimé à 3% a été ramené à 0% en fin d'année.

- CONSEIL DE LA RECONCILIATION MALAGASY

Tableau 17 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réel (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réel.
057	Administration et coordination	5 133 824 000	4 902 756 716,00	95,50	1	1	0	0	0	100.00%
823	Réconciliation nationale	751 000 000	676 133 954,00	90,03	2	0	2	0	0	0.00%
TOTAL		5 884 824 000	5 578 890 670,00	94,80	3	1	2	0	0	33.33%

Sources: RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : l'objectif consistant à promouvoir une administration efficace et efficiente a été rempli. Le délai de traitement des dossiers de 15 jours a été respecté, conformément à la prévision.

- *Réconciliation nationale* : les objectifs de résolution des conflits politiques de 2002 à 2009 et de la promotion de la refondation de la nation, ont affiché des écarts de réalisation. En effet, cette institution, bien que déjà instituée antérieurement, a encore été en phase de démarrage et d'opérationnalisation.

- COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
060	Administration et coordination	9 225 608 000	8 878 773 008,91	96,24	22	15	4	0	3	68.18%
126	Mise en œuvre du processus électoral	2 313 185 000	2 236 940 043,80	96,70	26	13	2	0	11	50.00%
825	Education électorale et communication	25 000 000	24 955 876,80	99,82	7	7	0	0	0	100.00%
TOTAL		11 563 793 000	11 140 668 929,51	96,34	55	35	6	0	14	63.64%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : dans le but d'assurer l'indépendance, l'opérationnalité et le professionnalisme de la CENI, et dans le cadre du renforcement des capacités de ses acteurs, tous les mobiliers et matériels prévus ont été acquis à 90%. Les formations en administration, gestion et planification ont été réalisées à 100%. Le centre de documentation et d'archives ainsi que les documents de planification stratégique ont été également disponibles. L'informatisation, les systèmes d'exploitation et la connexion ont été par ailleurs opérationnels.

- *Mise en œuvre du processus électoral* : une sous-commission opération électorale a été rendue fonctionnelle et les formations sur le processus électoral ont été dispensées, au même titre que les activités de sensibilisation et de communication. Le taux d'exhaustivité de la liste électorale a atteint 83%, et le nombre d'électeurs inscrits a été de 9 200 000, soit une hausse de 1,05% par rapport à l'année 2016.

- *Education électorale et communication* : l'objectif consistant à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie nationale d'éducation électorale a été plus ou moins relevé, puisque 5 sur les 7 indicateurs inscrits ont atteint les cibles. La stratégie nationale de communication sur les activités d'incitation des citoyens à la participation au processus électoral a été élaborée à un taux de 90%. La réalisation des activités d'éducation électorale en partenariat avec les acteurs concernés a été atteinte à concurrence de 75%. Les moyens et outils adéquats pour l'éducation électorale et la communication ont été tous acquis à 75%.

- SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
CHARGE DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT

Tableau 19 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
062	Administration et coordination	1 692 000 000	1 241 409 405,80	73,36	4	0	4	0	0	0.00%
TOTAL		1 692 000 000	1 241 409 405,80	73,36	4	0	4	0	0	0.00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- Administration et coordination : dans le cadre de l'objectif visant à établir une administration respectant la bonne gouvernance, 4 indicateurs ont été établis. Aucun indicateur n'a été atteint, affichant chacun une différence de 25% par rapport à la prévision. En effet, l'utilisation des crédits ouverts n'a débuté qu'en juillet 2017.

- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Tableau 20 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
006	Administration et coordination	50 570 786 000	49 934 798 434,04	98,74	6	5	1	0	0	83.33%
601	Diplomatie et coopération	7 671 880 000	7 667 271 750,60	99,94	26	22	4	0	0	84.62%
TOTAL		58 242 666 000	57 602 070 184,64	98,90	32	27	5	0	0	84.38%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- Administration et coordination* : presque tous les indicateurs inscrits dans l'objectif visant à promouvoir les moyens adéquats aux services centraux ont atteint les valeurs cibles, hormis le cas de l'indicateur relatif au nombre des institutions étatiques et collectivités décentralisées, dont la valeur réalisée a été nulle en fin d'année suite à la non tenue des activités y afférentes.

- Diplomatie et coopération* : les réalisations les plus frappantes ont concerné l'organisation des 8 conférences/ateliers/séminaires internationaux à Madagascar, la présence des dirigeants et responsables à 88 réunions et séminaires statutaires et extraordinaires multilatéraux, la signature des 9 conventions dans le cadre de la coopération multilatérale et la signature des 17 accords de coopération bilatérale. En matière de la relance du partenariat économique public privé, les collectivités décentralisées ont eu accès aux investissements directs étrangers et 9 agents centraux ont suivi une formation en économie, commerce et négociation internationale. Dans le cadre de l'optimisation du pays aux différentes organisations régionales, 10 réunions statutaires et extraordinaires des organisations régionales ont été assistées par les dirigeants et responsables malgaches et 25 programmes ou projets issus des conventions régionales ont été concrétisés.

- MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Tableau 21 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
007	Administration et coordination	171 479 798 000	171 421 545 513,22	99,97	1	1	0	0	0	100.00%
103	Pilotage de la politique de défense	15 360 256 000	14 996 097 594,18	97,63	2	2	0	0	0	100.00%

008	Administration et coordination	13 423 157 000	13 219 045 859,99	98,48	3	3	0	0	0	100.00%
104	Armée de Terre	7 886 026 000	7 682 083 060,40	97,41	1	1	0	0	0	100.00%
105	Armée de l'Air	855 912 000	854 422 718,80	99,83	1	1	0	0	0	100.00%
106	Marine Nationale	807 530 000	805 896 316,00	99,80	1	1	0	0	0	100.00%
TOTAL		209 812 679 000	208 979 091 062,59	99,60	9	9	0	0	0	100.00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

Mission « Défense et Sécurité »

- *Administration et coordination (007)* : le ministère a été capable de réaliser intégralement les activités relatives aux affaires générales et techniques.

- *Pilotage de la politique de défense* : les résultats ont été tous à la hauteur des attentes. A ce titre, la réalisation des activités de planification ainsi que de celle des organismes de défenses ont été assurées respectivement à 90% et 80%.

Mission « Armée Malagasy »

- *Administration et coordination (008)* : les réalisations, tant pour la satisfaction des droits individuels et collectifs constatés que pour la disponibilité pour emploi des infrastructures, équipements et matériels des unités, ainsi que pour les réalisations des programmes de recrutement et de formation, ont été toutes à la hauteur des prévisions établies.

- *Armée de terre* : poursuivant les efforts déployés en 2016, une augmentation a été constatée dans les activités liées à l'entraînement et à la préparation des forces terrestres, dont le niveau de performance a atteint 90%.

- *Armée de l'air* : grâce à la hausse des crédits alloués aux forces aériennes après l'adoption de la LFR, les missions opérationnelles prioritaires prévues en début d'exercice ont été toutes accomplies.

- *Marine nationale* : les activités liées à l'entretien de l'opérationnalité permanente des forces navales inscrites en prévision initiale ont été toutes mises en œuvre.

- SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
CHARGE DE LA GENDARMERIE

Tableau 22 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
009	Administration et coordination	175 197 192 000	175 135 718 050,80	99,96	3	1	2	0	0	33.33%
108	Intervention mixte et/ou spéciale	2 654 400 000	2 654 299 480,00	100,00	2	2	0	0	0	100.00%
121	Sécurité et Ordre Public	7 607 123 000	7 522 367 366,49	98,89	7	3	4	0	0	42,85%
124	Normalisation des Equipements et	12 865 930 000	12 534 300 274,98	97,42	2	2	0	0	0	100.00%

	Infrastructures									
125	Formation	1 262 407 000	1 245 943 361,50	98,70	1	0	1	0	0	0.00%
TOTAL		199 587 052 000	199 092 628 533,77	99,75	15	8	7	0	0	53,33%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : 1 829 contrôles ont été effectués dans le cadre de l'objectif relatif à la réhabilitation de l'administration et l'instauration de l'autorité de l'Etat. Pour l'objectif du respect de l'Etat de droit et de l'ordre public, le nombre effectif des séances de sensibilisation a été inférieur à celui de la prévision, en raison de la modification de la valeur cible au cours du 2^{ème} semestre. Par ailleurs, seuls 55% des cas de corruption dénoncés ont été traités en fin d'année, les cas restants ont été en cours de traitement.

- *Intervention mixte et/ou spéciale* : les indicateurs relatifs aux interventions de l'unité spéciale, de patrouille et d'intervention ont tous été atteints dans le cadre du respect de l'Etat de droit et l'ordre public.

- *Sécurité et ordre public* : étant parmi l'indicateur le plus marquant, les cas d'actes de banditisme ont été nettement réduits, avec un taux de diminution s'élevant à 13% si la LFR en a prévu 3%. La plupart des indicateurs non atteints ont été expliqués par la modification des valeurs cibles au cours du 2^{ème} semestre.

- *Normalisation des équipements et infrastructures* : en matière de l'objectif de réhabilitation du système sécuritaire du territoire maritime, le nombre d'infrastructures construites et réhabilitées ainsi que le taux de réalisation des matériels enregistrés en fin d'année ont été conformes au nombre prévu initialement.

- *Formation* : seuls 15 formations et recyclages se sont tenus sur les 32 escomptés, en effet, certains stages de formation ont été annulés ou reportés.

- MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Tableau 23 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
010	Administration et coordination	31 716 034 000	31 490 404 761,00	99,29	12	5	7	0	0	41.67%
109	Administration Territoriale	40 000 000	39 886 000,00	99,72	8	5	3	0	0	62.50%
202	Gestion des Risques et Catastrophes	39 751 097 000	38 831 037 472,98	97,68	13	13	0	0	0	100.00%
044	Administration et coordination	120 451 742 000	71 018 434 567,87	58,96	8	6	2	0	0	75.00%
113	Développement des Collectivités Décentralisées	67 995 418 000	94 665 983 689,40	139,22	16	11	5	0	0	68.75%
TOTAL		259 954 291 000	236 045 746 491,25	90,80	57	40	17	0	0	70.18%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

Mission « Administration du territoire »

- *Administration et coordination (010)* : durant l'exercice 2017, 120 circonscriptions ont été couvertes de réseau internet et interconnectées et 100% des personnels dans chaque circonscription administrative ont été étoffés en matière de renforcement de l'efficacité et de l'efficience de l'administration du territoire. Des manuels pratiques de contrôle de légalité des actes des CTD ont été par ailleurs distribués aux 96 Chefs Districts et 24 Préfets. Enfin, la stratégie de sécurisation électorale a été mise en œuvre et placée à 100%.

- *Administration territoriale* : l'établissement de 2 textes, le recensement de 57 553 armes, l'enregistrement de 7 698 immigrants dans les stockages de données et l'enregistrement de 27 766 étrangers résidant à Madagascar ont constitué les résultats les plus probants de ce programme.

- *Gestion des risques et des catastrophes*: pour la priorisation des actions de prévention et de réduction des risques et des catastrophes, 600 communes ont été formées et redynamisées, 18 régions et 103 districts recyclés en gestion des risques et des catastrophes, 1 200 Communes et Fokontany formés. En outre, 65 magasins régionaux ont été approvisionnés pour la qualité des interventions. Pour la capacité de réponses aux catastrophes, le taux de couverture en intervention post catastrophe « incendie » a atteint 80%, « cyclones – inondations » 150%, « sécheresse » 100%. En vue de réactualiser le système de gestion des risques et des catastrophes, 17 plans de contingence ont été mis à jour, 750 personnes recyclées et 12 protocoles de collaboration signés et appliqués.

Mission « Décentralisation »

- *Administration et coordination (044)* : dans le cadre du renforcement de l'efficacité et de l'efficience de l'Administration du territoire, un logiciel a été créé, un site internet mis à jour et dynamisé, et une procédure publiée et affichée. De surcroît, 24 formations des agents ont été organisées, 265 agents ont reçu une formation initiale et en alternance et 56 services ont été dotés de matériels performants et suffisants.

- *Développement des collectivités décentralisées* : parmi les indicateurs inscrits pour l'objectif de rétablissement du fonctionnement du système de l'état civil, seule la sensibilisation de 500 communes a été effectuée. En revanche, tous les indicateurs mesurant l'atteinte de l'objectif de la promotion de la décentralisation effective et la bonne gouvernance locale ont été atteints,

sauf celui du nombre de responsables des CTD formés, lequel a affiché un écart négatif de 1 505, soit 6 495 personnes formées sur les 8 000 attendues.

- MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

Tableau 24 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
036	Administration et coordination	96 054 733 000	95 625 057 521,43	99,55	2	2	0	0	0	100,00%
120	Sécurité publique	14 107 169 000	13 693 701 601,47	97,07	15	9	4	0	2	60,00%
TOTAL		110 161 902 000	109 318 759 122,90	99,23	17	11	4	0	2	64,70%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : les résultats obtenus pour l'unique objectif poursuivi « adéquation formation recrutement » ont largement dépassé les attentes. Ainsi, 3 395 élèves ont été formés et 577 policiers recyclés, sur des prévisions se chiffrant respectivement à 250 et 60.

- *Sécurité publique* : pour l'objectif de renforcement des capacités préventives, les indicateurs atteints ont concerné la construction des 5 postes de polices et 2 commissariats; la réhabilitation des 12 commissariats ; l'acquisition des 3 matériels roulants, 70 matériels techniques, et 123 matériels informatiques ; l'évolution du nombre d'accidents corporels à - 0,25% et la réalisation des 102 reconductions à la frontière.

- MINISTERE DE LA JUSTICE

Tableau 25 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
012	Administration et coordination	78 002 352 000	77 260 440 085,42	99,05	8	5	3	0	0	62,50%
111	Administration judiciaire	16 925 952 000	10 964 216 549,26	64,78	14	7	6	1	0	50,00%
112	Administration pénitentiaire	9 065 587 000	8 977 901 965,91	99,03	5	5	0	0	0	100,00%
127	Promotion de l'intégrité	835 720 000	745 776 335,23	89,24	4	2	2	0	0	50,00%
TOTAL		104 829 611 000	97 948 334 935,82	93,44	31	19	11	1	0	61,29%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : pour une politique de gestion des ressources humaines efficaces, 10 catégories de corps ont été disponibles et mises à jour, 16,13% du personnel touchés par la politique de rotation, 27 services judiciaires et pénitentiaires informatisés et 10 services FJPA mis en place et opérationnels. D’ailleurs, 265 évènements ont fait l’objet de couvertures médiatiques.

- *Administration judiciaire* : concernant les procédures de traitement des dossiers au niveau des juridictions, les affaires traduites devant la Cour d’Appel et les tribunaux de première instance ont été jugées dans les délais requis. Les jugements sortis en matière de contrôle juridictionnel effectué par les 6 tribunaux financiers se sont élevés à 228. D’ailleurs, 18 textes soumis aux instances d’adoption ont été élaborés et 18 sites ont fait l’objet de vulgarisation des nouveaux textes.

- *Administration pénitentiaire* : concernant la sécurisation des établissements pénitentiaires, le taux d’évasion a connu une amélioration, puisque la prévision fixée à 2% a diminué à 0,4% en fin d’année. Par ailleurs, tous les indicateurs mesurant l’objectif d’amélioration des conditions de vie en milieu carcéral ont été atteints.

- *Promotion de l’intégrité* : 37 sites ont fait l’objet de mission d’inspection, d’investigation et d’enquête administrative, et 60% des dispositifs et outils de travail ont été acquis afin de redorer le blason de la Justice en matière d’intégrité. Concernant les traitements de doléances, 54,05% sur les 90% prévues ont été traitées.

- MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Tableau 26 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
013	Administration et Coordination	138 075 048 000	99 469 625 125,87	72,04	34	19	9	4	2	55,88%
114	Gestion du budget	1 233 071 505 000	1 106 650 147 096,91	89,75	1	0	1	0	0	0.00%
115	Gestion fiscale	69 590 566 000	67 422 157 769,00	96,88	14	2	5	0	7	14.29%
116	Douanes	41 938 439 000	40 357 585 883,61	96,23	24	15	9	0	0	62.50%

117	Trésor	578 470 543 000	556 124 683 877,82	96,14	31	10	9	0	12	32.26%
129	Contrôle budgétaire et Financière	23 393 795 000	23 044 020 316,74	98,50	4	4	0	0	0	100.00%
130	Gestion Financière du Personnel de l'Etat	305 377 003 000	304 496 644 072,27	99,71	4	3	1	0	0	75.00%
803	Action sociale	10 200 000 000	7 544 716 974,58	73,97	6	4	2	0	0	66.67%
TOTAL		2 400 116 899 000	2 205 109 581 116,80	91,88	118	57	36	4	21	48,30%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : dans le cadre du renforcement du cadre institutionnel de coordination des actions du MFB et de ses partenaires, 3 rapports de suivi-évaluation sur la qualité des services rendus aux usagers du MFB et 3 rapports d'activités du MFB ont été établis.

Concernant la préservation des infrastructures critiques et la réduction de la vulnérabilité des ménages dans les zones ciblées, 461 km des routes non rurales ont été réhabilitées, 6 ponts construits/réhabilités et 8 stations de pesage fonctionnelles. Toujours dans le cadre de cet objectif, 227 118 enfants de moins de 24 mois ont bénéficié des pratiques améliorées d'alimentation du nourrisson et de l'enfant. En outre, 1 206 828 personnes ont eu accès à un paquet minimum de service de santé, de nutrition ou de santé de la reproduction.

Quant au développement de la capacité organisationnelle, managériale et de la culture d'excellence des agents du MFB, l'indice de performance de ces derniers a atteint 75,20% sur les 29,86% estimés. Par ailleurs, le taux de traitement des nouveaux dossiers a dépassé le pourcentage attendu, soit un taux de 99,9% en fin d'année contre une estimation de 80%.

- *Gestion du budget* : le taux d'exécution des dépenses du budget général sur financement interne est de 83,66% contre une prévision de 85%. Cet écart a été dû au retard de démarrage de la passation des marchés.

- *Gestion fiscale* : pour l'objectif consistant à assurer la couverture du territoire et l'élargissement de l'assiette fiscale, une performance remarquable a été enregistrée en matière de perception des recettes, puisque le taux de recouvrement s'est élevé jusqu'à 102,33% alors que la prévision n'en a établi que 95%. Concernant l'objectif visant à faire respecter le code de la déontologie des agents de l'Etat, le taux d'inspection et de contrôle interne n'a pas été atteint, dont le motif soulevé a été la réorganisation des activités internes. Pour ce qui est de l'objectif d'instauration de l'esprit de redevabilité ou du devoir de rendre compte, 130 rencontres ont été organisées sur les 28 prévues.

- *Douanes* : les réalisations les plus pertinentes ont été celles relatives à l'organisation des 565 contrôles, constituant un grand effort déployé par le Service de la Surveillance et de Lutte

contre la contrebande ; l'octroi de formation à l'extérieur au profit de 77 agents ; le traitement accéléré des 572 dossiers relatifs à la Valeur en douane ; la collecte des recettes sur les importations assurée à hauteur de 22% ; et plus particulièrement le recouvrement des 6,51 milliards d'Ariary à titre de pénalités nées des infractions douanières. Contrairement à l'année 2016, les 15 modules TRADENET ont été tous opérationnels. Toutefois, aucun bureau des douanes et des services centraux n'a utilisé SYDONIA WORLD : suivant l'explication fournie, son déploiement se fera progressivement en 2018.

- *Trésor* : afin d'assurer la sécurisation des fonds, titres et valeurs publics, le niveau d'extension de la couverture des communes et des ministères, le pourcentage des agents du Trésor de corps spécifiques, la part des dépenses sur le paiement dématérialisé ont été atteints à 100%.

Quant au renforcement de la gestion financière et comptable des organismes publics, les délais de production de la loi de règlement ont été réguliers et respectés, le taux de recouvrement des recettes non fiscales a été atteint à hauteur de 351,30%. Cependant, des contreperformances ont été observées pour certains indicateurs. Ainsi, le taux de réalisation des activités de gestion de la dette publique a atteint 83,25%, le niveau d'extension du champ de contrôle aux Etablissements Publics et Régies attendu n'a pas été atteint, puisqu'une partie des ressources a été affectée à des investigations auprès des Ministères et Institutions. Les arriérés de paiement n'ont pas été également régularisés.

Sur le plan du développement des services financiers, le taux de pénétration des ménages a été réévalué à la baisse par rapport aux années précédentes. Il en a été de même pour le taux d'amélioration du rapatriement de devises nées des exportations et celui de l'amélioration de la gestion du portefeuille de l'Etat. Toutefois, le contrôle des compagnies d'assurance a été intégralement effectué.

- *Action sociale* : en termes d'amélioration des infrastructures locales et la concertation au niveau des communes, 100% des dossiers conformes à l'ensemble des exigences ont été soumis et 47,52% des dossiers conformes acceptés par les bailleurs de fonds. Le nombre des dossiers soumis relatifs aux demandes de financement reçues auprès des communes a été inférieur au nombre prévu, suite au manque de sensibilisation pour la constitution de dossiers. Concernant l'initiation des projets à haute intensité de main d'œuvre en partenariat avec l'Etat et l'église, 460 157 hommes jours ont été rémunérés par trimestre. Toutefois, seuls 7 bâtiments ont été construits et réhabilités sur une prévision initiale de 26.

- *Contrôle budgétaire et financier* : tous les indicateurs en matière de renforcement des contrôles ont été tous atteints. Ainsi, 75% des services ont été audités et 6 formations ont été organisées.

- *Gestion financière du Personnel de l'Etat* : afin d'améliorer le cadre organisationnel, institutionnel et physique, le nombre de textes et / ou procédures mise à jour par métier a été atteint. Par contre, le nombre de bâtiments construits et / ou réhabilités a été inférieur à celui prévu : en effet, la priorisation des dépenses lors de l'élaboration de la LFR a conduit à l'abandon de l'activité de réhabilitation de certains locaux.

- **MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION**

Tableau 27 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
014	Administration et coordination	8 201 623 000	7 666 961 094,45	93,48	6	5	1	0	0	83,33%
604	Economie	26 061 558 000	11 842 498 552,18	45,44	8	4	4	0	0	50,00%
612	Planification	677 275 000	408 634 010,00	60,34	3	1	2	0	0	33,33%
TOTAL		34 940 456 000	19 918 093 656,63	57,01	17	10	7	0	0	58,82%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : l'objectif visant l'utilisation rationnelle des ressources allouées a été rempli à raison de 83,33 %. Le taux d'exécution budgétaire prévu n'a pas été atteint, dû au retard de la mise à jour du plan de passation des marchés sur les crédits RPI et au non engagement de crédits sur la formation, les études et les recherches.

- *Economie* : ce programme a enregistré une performance modérée. Les réalisations constatées ont concerné la publication de 5 outils d'information, de sensibilisation et d'aide à la décision, l'élaboration du Rapport Economique et Financier, la disponibilité des 4 tableaux de bord économiques et la mise en œuvre du processus de formulation et d'alignement des politiques et stratégies d'interventions des partenaires au développement au PND du pays.

Le taux de croissance économique a accusé un recul par rapport à la prévision. Cette régression a été justifiée par le déficit agricole survenu après le dégât cyclonique et par le retard du financement extérieur des investissements. Disposer de données d'informations à jour et fiables sur la situation et l'évolution de l'économie a été également un des objectifs poursuivis, un défi qui n'a pas été entièrement relevé. En effet, seules 2 notes de conjoncture économique sur les 4 envisagées, et une (01) note de politique économique ont été disponibles en fin d'année. Dans le cadre de l'élaboration du document de la politique nationale sur la coopération extérieure à Madagascar, 50% du processus ont été engagés : le reste est effectué en collaboration avec les autres départements ministériels.

- *Planification* : les 2 dossiers d'éclairage de développement humains ont été mis à disposition. Concernant le renforcement des synergies sectorielles et régionales des politiques de développement, seules 3 politiques sectorielles sur les 10 prévues ont été analysées et coordonnées, et seules 7 régions sur les 22 ont pu élaborer leurs plans.

- MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION, DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES

Tableau 28 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
041	Administration et coordination	15 809 431 000	15 566 415 402,54	98,46	4	2	2	0	0	50.00%
804	Sécuriser l'environnement social et professionnel des travailleurs	728 049 000	110 717 729,00	15,21	3	1	2	0	0	33.33%
805	Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux	1 110 050 000	1 043 365 129,00	93,99	4	3	1	0	0	75.00%
812	Intensification de la lutte contre le travail des enfants	400 716 000	381 699 204,00	95,25	1	1	0	0	0	100.00%
824	Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail	31 742 000	30 856 600,00	97,21	9	4	5	0	0	44.44%
015	Administration et Coordination	146 567 000	119 399 699,00	81,46	15	8	7	0	0	53.33%
118	Améliorer la capacité des services publics et renforcer la capacité des agents	175 457 000	157 577 222,40	89,81	12	4	8	0	0	33.33%
128	Réforme de l'Administration	302 048 000	293 488 160,00	97,17	8	2	6	0	0	25.00%
TOTAL		18 704 060 000	17 703 519 145,94	94,65	56	25	31	0	0	44.64%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP et BCSE 2017

Mission « Travail et Lois sociales »

- *Administration et coordination* : la mise en place et l'opérationnalisation de la structure de dialogue social et l'achèvement du traitement des dossiers récipients ont été les réalisations qui ont marqué l'objectif d'instaurer une administration de proximité. Toutefois, faute de moyens financiers suffisants, aucun service régional n'a assuré une administration de travail de proximité efficace, et seuls 62% des récipients des années précédentes ont été décorés.

- *Sécuriser l'environnement social et professionnel des travailleurs* : ce programme a affiché une faible performance de 33,33% : les cibles fixées pour la décentralisation effective du système de SST et pour l'extension/ l'amélioration de la Sécurité Sociale des Travailleurs (SST) n'ont pas été atteintes. Néanmoins, la mise à jour et la vulgarisation des textes en matière de SST ont été assurées conformément à la prévision.

- *Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux* : le respect des obligations de Madagascar vis-à-vis de l'OIT a été atteint à 100%. 1 314 travailleurs ont bénéficié des activités d'éducation ouvrière de l'Institut National du Travail et toutes les études envisagées

ont été menées. Par contre, un écart de 20% a été constaté sur l'indicateur concernant le respect du code de travail.

- *Intensification de la lutte contre le travail des enfants* : l'objectif poursuivi a été atteint, les structures de coordination de la lutte contre le travail des enfants ont été opérationnelles à 100% et les mesures de protection des enfants travailleurs ont été mises en œuvre.

- *Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail* : parmi les réalisations probantes ont figuré le recensement des travailleurs bénéficiant des mesures de travail décent, le visa des contrats de travail, la délivrance des permis de travail et la sensibilisation des 13 074 partenaires sociaux et des 3 119 partenaires au niveau régional. Pour la mise en relation du monde professionnel et du marché du travail, les indicateurs de cet objectif n'ont été atteints qu'en partie, puisque seules 60% des informations ont été disponibles sur le marché du travail, 70% des SRAPRs mises en place et opérationnelles et 50% du protocole d'accord et/ou de convention de partenariat signés.

Mission « Fonction Publique »

- *Administration et coordination* : l'objectif tendant à instaurer une administration efficace et harmonieuse n'a été rempli qu'à un taux avoisinant les 50%. Néanmoins, certains résultats ont été tangibles, notamment, l'offre de conseils aux 25% des usagers en matière de documentation sur la FOP et le travail, l'effectivité de la coordination des activités de services régionaux, la conformité des marchés aux CMP, l'octroi des avantages sociaux aux 497 agents, l'organisation et l'exécution des 3 ateliers de formation du système d'information et du suivi-évaluation, la mise à jour et l'élaboration de 10 textes. Cependant, seul un (01) matériel informatique a été modernisé sur les 5 prévus et 4 mis en réseau uniquement ont été effectués, une faible performance expliquée par la grève menée par l'ANRE. Aucun outil de communication et informatique n'a été d'ailleurs modernisé et acquis. Et enfin, seul le bâtiment du DRFPTLS Vatovavy Fitovinany a été réhabilité sur les 5 escomptés et 16 matériels et mobiliers de bureau ont été acquis sur les 100 prévus, faute de moyen de locomotion au niveau excentrique.

- *Améliorer la qualité des services publics et renforcer les capacités des agents de l'Etat* : les valeurs cibles atteintes pour le renforcement des prestations des services publics ont eu trait particulièrement à la valorisation des titres assurée à 100%, le cadrage des concours administratifs et la mise en place d'un système plus performant à 100%, la coordination à 100%

des actions relatives à la gestion des ressources humaines de l'Etat et l'activation à 100% du traitement des dossiers desdits agents de l'Etat. L'assise durable du système d'adéquation formation- emploi pour la pertinence et le développement des compétences réelles des Agents de l'Etat n'a pu être instaurée correctement, dans la mesure où 10% uniquement des établissements nationaux de formation ont appliqué ce système, et un écart de 30% a été enregistré en matière de taux de satisfaction des usagers pour l'orientation et l'information.

- *Réforme de l'Administration* : dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du gouvernement, les indicateurs liés à la réalisation de l'atelier de validation du plan GPEEC et la sensibilisation des agents de l'Etat et adhérents aux activités sur les projets de réforme ont été atteints. Toutefois, aucun comité de pilotage, ni comité technique, ni cellule technique n'a été opérationnel. Aucun agent de l'Etat n'a été formé en management du changement et du pilotage des projets de réforme. Seule la première ébauche de convention de partenariat entre la République Malgache et le Royaume du Maroc a été établie et envoyée à l'ambassade marocaine pour avis. En outre, seuls 30 % des financements des projets de réforme ont été sécurisés, 10% des projets de réforme réalisés au niveau central ou régional et 33% du mécanisme de contrôle de recrutement des agents de l'Etat vulgarisés.

- **MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION**

Tableau 29 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
037	Administration et coordination	23 403 433 000	23 047 189 705,33	98,48	1	0	1	0	0	0.00%
606	Commerce	21 220 805 000	807 818 244,86	3,81	5	5	0	0	0	100.00%
613	Consommation	74 000 000	57 734 312,00	78,02	3	2	1	0	0	66.67%
TOTAL		44 698 238 000	23 912 742 262,19	53,50	9	7	2	0	0	77.78%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : le taux d'exécution budgétaire n'a été atteint qu'à raison de 54,82%, sur un taux initialement évalué à 97%. Néanmoins, il s'est établi à 98,05% au niveau du budget de fonctionnement hors solde.

- *Commerce* : toutes les réalisations ont dépassé les prévisions. Ainsi, 18 textes législatifs et réglementaires relatifs au Commerce intérieur et à la qualité ont été élaborés, 30 formations ont été suivies par les agents et les acteurs économiques pour le renforcement de la compétitivité nationale. Dans le cadre du développement des échanges extérieures, 31 réunions et/

ou d'autres événements relatives aux négociations ou aux accords commerciaux ont eu lieu. D'ailleurs, 15 actions de redynamisation ont été effectuées pour les filières destinées à l'exportation et 41 actions de promotion des manifestations commerciales internationales ont été menées.

- *Consommation* : les 2 indicateurs fixés dans l'objectif d'assurer la protection économique et la sécurité des consommateurs ont été atteints, notamment les 11 776 formations et / ou séances d'information / dossiers traités en matière de doléance/ opérateurs économiques contrôlés et les 12 actions de rénovation des infrastructures des matériels et équipements techniques des services laboratoires et de la Métrologie légale. Concernant les textes législatifs et réglementaires, un seul a été adopté sur les 4 inscrits.

- **MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**

Tableau 30 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
821	Coordination des relations avec les institutions	10 937 688 000	10 765 011 579,22	98,42	3	2	1	0	0	66.67%
822	Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne	537 462 500	514 243 860,00	95,68	10	3	7	0	0	30.00%
030	Administration et coordination	5 857 188 000	5 738 659 574,09	97,98	11	8	3	0	0	72.73%
212	Media	43 000 000	42 971 100,00	99,93	11	4	7	0	0	36.36%
213	Développement des infrastructures radio et télévision	89 000 000	88 764 094,00	99,73	3	2	1	0	0	66.67%
TOTAL		17 464 338 500	17 149 650 207,31	98,20	38	19	19	0	0	50.00%

Sources.: RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2016

Mission « Relation avec les Institutions »

- *Coordination des relations avec les Institutions* : le degré de satisfaction du Parlement avec les autres Institutions de la République est passé jusqu'à 120%. Le degré de satisfaction des organes exécutifs avec les autres Institutions a également grimpé à 222%. Par contre, faute de matériels informatiques suffisants, aucune institution émergente n'a été promue.

- *Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne* : les réalisations affichées dans ce programme ont été la mise en place d'un système de base de données et l'élaboration d'une stratégie nationale de volontariat. Les initiatives des Organisations de la

Société Civile (OSC) n'ont pas pu être coordonnées : 242 sur 500 OSC ont été réorganisées selon leur identité, mission et localité d'intervention ; et aucune cellule locale d'observation de la vie publique n'a été opérationnalisée, faute de matériels informatiques. Aucun accord de partenariat public-privé n'a été également établi. Seule une structure d'accompagnement du processus du FIHAVANANA a été mise en place.

Mission « Communication »

- *Administration et coordination* : plusieurs indicateurs ont été atteints pour ce programme, tels que le taux d'exécution budgétaire, le nombre de rapports effectués, le nombre de système d'information et de communication mise en place et opérationnel, et le nombre de conventions de partenariats signées. Par contre, 48 marchés/conventions seulement sur les 540 prévus ont été approuvés suite à l'insuffisance de renforcement de capacité du personnel au niveau central ou excentrique. Le taux de la mise en œuvre et l'évaluation des politiques du gouvernement en matière de communication, d'information et des relations avec les institutions s'est élevé jusqu'à 52%. Quant à la gestion efficace des ressources humaines du ministère, 98 agents ont été formés sur les 75 attendus et 52 agents ont été recrutés sur une prévision de 30 au départ. En revanche, seuls 308 contrats de travail ont été régularisés sur les 550 attendus initialement. Sur le plan de la gestion efficace des patrimoines du Ministère, la moitié uniquement des terrains, immeubles, infrastructures prévus ont été recensés.

- *Média* : dans le cadre de la conception des politiques et des stratégies de communication au service du développement, 83 formations ont été organisées et 20 287 émissions radio télédiffusées dans chaque station RNM/TVM et stations privées. Dans le cadre du déploiement du TNT à Madagascar, seuls 6 sites sur 200 ont été étudiés, seuls 2 cadres institutionnels ont été mis en place et 12 localités uniquement sur les 22 escomptées ont été desservies par la TNT. Concernant le but de la promotion du système du volontariat communautaire à Madagascar, les 4 structures du volontariat communautaire ont toutes été mises en place et 337 volontaires communautaires ont été mobilisés.

- *Développement des infrastructures radio et télévision* : en vue de l'amélioration de la qualité des infrastructures et services de la communication, 2 868 matériels ont été acquis sur les 316 envisagés et 61 infrastructures techniques (dont 42 Pylônes, 22 émetteurs FM et 12 émetteurs TV) ont été construites et réhabilitées. Concernant les locaux techniques, 39 uniquement ont été construits ou réhabilités sur une prévision de 82 au départ.

2. Secteur social

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social

Mettant en œuvre des programmes prioritaires, le secteur social a été le second à être favorisé en matière de dotations de crédits, en accaparant 21,17% de l'enveloppe du BGE, soit la somme de 1 634,18 milliards d'Ariary. Au vu de ces moyens financiers, 14 missions ont été confiées aux 7 ministères le composant, répartis dans 37 programmes et 88 objectifs, dont 145 indicateurs ont été établis pour l'appréciation de l'atteinte de ces objectifs.

En fin d'année, 87,59% des crédits ont été consommés, l'équivalent d'une dépense de 1 431,41 milliards d'Ariary. En matière de réalisation des objectifs, le secteur social a été classé le plus performant parmi les autres secteurs, avec une atteinte des valeurs cibles à hauteur de 65,52%, soit 95 indicateurs réalisés sur les 145 enregistrés. La performance de ce secteur a ainsi connu une avancée éminente de 16,66 points par rapport à l'année dernière. D'ailleurs, ce secteur a été le seul qui n'a enregistré aucune donnée non disponible à la fin de l'exercice. Les taux de réalisation des valeurs cibles des ministères ont varié entre 87,50% pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, et de 27,78% pour le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Le tableau qui suit résume les réalisations du secteur social :

Tableau 31 : Réalisation physiques et financières des Ministères du secteur social

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	-----------	--	--	--	--	-----------------------

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

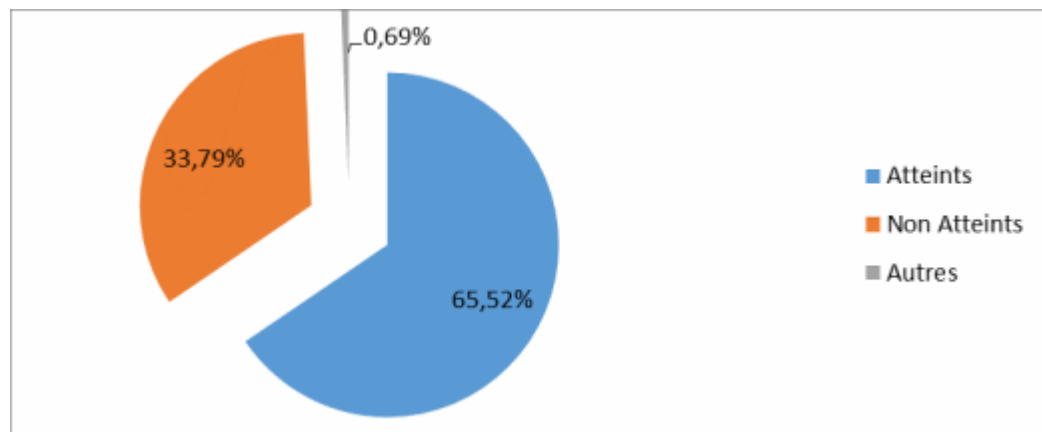
				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

				En nombre					En milliards d'Ariary
--	--	--	--	------------------	--	--	--	--	------------------------------

Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
				Initia les	Final es					Initiaux	Définitifs	
7	14	37	88	204	145	95	49	0	1	1 545,41	1 634,18	1 431,41

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

Graphique 3 : Performance du secteur social en 2017



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017.

b. Evolution de la performance du secteur social au cours de l'année 2017

Les crédits octroyés au secteur social ont été modifiés en cours d'exercice, en passant de 1 545,41 milliards d'Ariary à travers la LFI, à 1 623,96 milliards d'Ariary par la LFR pour être majorés finalement à 1 634,18 milliards d'Ariary en fin d'exercice. Si l'allocation budgétaire prévue pour 3 ministères, à savoir le Ministère de la Santé Publique, le Ministère de la Population et le Ministère de l'Education Nationale, a été renforcée, celle des autres départements a été restreinte.

La totalité des valeurs cibles inscrites au sein du Ministère de la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine ont été revues à la hausse, tandis que celles du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, ont été modifiées à la baisse dans la plupart des cas.

Tableau 32 : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur social

Ministères	Modification des crédits				Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Crédits finaux	Variation (%)	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Ministère de la Santé Publique	360 847 536 000	371 025 806 000	372 936 905 500	3,35	19	6	1	1
Ministère de la Jeunesse et des Sports	27 627 356 000	26 458 155 000	25 528 709 000	-7,60	58	18		
Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme	35 527 551 000	43 560 556 000	44 888 313 000	26,35	66	66		
Ministère de l'Education Nationale	873 611 395 000	944 012 438 000	949 153 860 000	8,65	11	11		1
Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	48 579 692 000	45 653 105 000	45 090 471 000	-7,18	17	11	1	7
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	186 961 879 000	181 343 850 000	184 562 423 000	-1,28	24	24	0	14
Ministère de Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine	12 255 203 000	11 902 646 000	12 023 552 000	-1,89	9	9	9	
TOTAL	1 545 410 612 000	1 623 956 556 000	1 634 184 233 500	5,74	204	145	11	23

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2017

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur social

- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Tableau 33 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
024	Administration et coordination	191 137 182 000	181 018 582 876,89	94,71	1	1	0	0	0	100,00%
502	Fourniture de services de santé de base	28 807 827 000	55 911 814 569,25	194,09	1	0	1	0	0	0,00%
503	Fourniture de services de santé hospitalière	27 477 871 000	24 424 311 329,96	88,89	1	0	1	0	0	0,00%
504	Fourniture de médicaments, de consommables et autres produits	6 500 038 000	5 536 574 720,80	85,18	1	1	0	0	0	100,00%
505	Lutte contre les maladies	51 219 076 500	19 673 247 765,00	38,41	1	1	0	0	0	100,00%
506	Survie et développement de la Mère et de l'Enfant	67 794 911 000	31 072 109 397,00	45,83	1	0	1	0	0	0,00%
TOTAL		372 936 905 500	317 636 640 658,90	85,17	6	3	3	0	0	50,00%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2017

- *Administration et coordination* : l'engagement visant à améliorer la gestion des ressources à travers l'intégration d'au moins 2 agents de santé dans la formation sanitaire a été réalisé au-delà de la prévision, grâce aux nouveaux recrutements des Médecins et Paramédicaux.

- *Fourniture de services de santé de base* : l'amélioration de l'accès de la population aux services de santé de qualité n'a été accomplie que partiellement. L'insuffisance de l'utilisation des CSB publiques due à l'éloignement et au problème financier de la population, surtout en milieu rural, en ont été les principales causes. Le taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB en fin d'année a accusé un écart négatif de 14,1%, néanmoins, ce pourcentage a connu une amélioration par rapport à l'année précédente, laquelle a enregistré un taux de 6,5%.

- *Fourniture de services de santé hospitalière* : l'objectif visant à assurer l'accès de la population à des prestations de services hospitaliers de qualité n'a pas été atteint. Si la valeur cible sur le taux de létalité hospitalier, toutes causes confondues, a été fixée à 3%, ce taux a remonté jusqu'à 4,6% en fin d'année, dû au retard de prise en charge des malades (problèmes financiers).

- *Fourniture de médicaments, de consommables et autres produits* : la disponibilité en médicaments traceurs au niveau des CSB au temps voulu a été respectée, grâce à l'instauration du logiciel de quantification des besoins et commandes.

- *Lutte contre les maladies* : la disponibilité des fonds avec la facilitation des procédures a contribué à l'amélioration de la lutte contre le paludisme. A ce titre, le taux d'incidence du paludisme au niveau des CSB a été de l'ordre de 0,39%, sur une estimation de 8%.

- *Survie et développement de la Mère et de l'Enfant* : le taux d'accouchement des femmes au niveau des CSB n'a atteint que 26,2%, contre une prévision de 35%. L'insuffisance

des moyens financiers de la population, d'une part, et l'insuffisance des interventions sur la santé de la mère et de l'enfant (kit d'accouchement, insuffisances des sages femmes,...), d'autre part, ont été les motifs de ce faible résultat.

- MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Tableau 34 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
045	Administration et coordination	17 385 404 000	17 311 946 724,20	99,58	3	0	3	0	0	0,00%
301	Sports	3 512 439 000	3 485 270 214,55	99,23	7	1	6	0	0	14,29%
302	Jeunesse	4 609 366 000	2 656 359 179,65	57,63	7	3	3	0	1	42,86%
303	Loisirs	21 500 000	21 478 700,00	99,90	1	1	0	0	0	100,00%
TOTAL		25 528 709 000	23 475 054 818,40	91,96	18	5	12	0	1	27,78%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2017

Mission « Jeunesse »

- *Administration et coordination* : le taux d'exécution budgétaire n'a pas été atteint, en affichant un écart négatif de 3,09 points.

- *Jeunesse* : grâce à la sensibilisation menée pendant la journée internationale de la jeunesse à Fianarantsoa, 92 enfants, jeunes filles, personnes en situation dhandicap et groupes marginalisés, adoptant un réflexe des comportements sains et actifs ont été recensés en fin d'année sur une valeur cible établie à 24. Ainsi, le pourcentage des jeunes protégés contre les fléaux de toutes sortes, notamment les grossesses précoces, les VIH/SIDA, la drogue et la toxicomanie, le trafic des personnes, les violences, a correspondu aux prévisions, une performance attribuable à la sensibilisation effectuée à Fianarantsoa et à Morondava pendant la journée internationale de la jeunesse et la journée internationale des jeunes filles.

Mission « Sports »

- *Sports* : seul un indicateur sur les 7 inscrits a été atteint. Conformément à la prévision, 45 disciplines olympiques ont été enregistrées. Par contre, seules 152 Collectivités ont été dotées de viviers des talents sportifs sur une prévision initiale fixée à 233. D'ailleurs, suite à la suspension des rencontres sportives pour des raisons de santé, la dépense publique afférente à la santé a été réduite.

- *Loisirs* : pour organiser des loisirs sains et éducatifs, 10 activités de loisirs et sportives dans les maisons de jeunes ont été réalisées, et ce, conformément à la prévision établie.

- MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

Tableau 35 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
025	Administration et coordination	12 501 541 000	12 286 150 743,98	98,28	19	12	7	0	0	63.16%
806	Etudes et éducation en matière de population	80 000 000	79 023 200,00	98,78	5	4	1	0	0	80.00%
813	Promotion de l'amélioration de la condition de vie de la population	725 000 000	49 560 400,00	6,84	9	8	1	0	0	88.89%
053	Administration et coordination	4 889 000 000	1 527 432 050,00	31,24	2	2	0	0	0	100.00%
807	Genre et développement	3 544 000 000	1 232 829 215,00	34,79	5	3	2	0	0	60.00%
814	Action sociale	12 088 872 000	6 222 968 594,80	51,48	21	12	9	0	0	57.14%
815	Famille et enfance	11 059 900 000	998 547 390,49	9,03	5	5	0	0	0	100.00%
TOTAL		44 888 313 000	22 396 511 594,27	49,89	66	46	20	0	0	69.70%

Sources: Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2017

Mission « Population et Développement »

- *Administration et coordination (025)* : pour assurer la coordination et le suivi évaluation des structures d'intervention du Ministère, les directions aussi bien centrales que régionales ont été supervisées à 100%. La même performance a été observée en matière du traitement des conventions de partenariats, la construction/réhabilitation des bâtiments et l'élaboration des textes juridiques.

- *Etudes et éducation en matière de population* : 3 résultats ont été conformes aux valeurs escomptées, en l'occurrence le nombre des études et recherche effectuées, le nombre de mobilisations effectuées et le nombre des systèmes opérationnels. Toutefois, seuls 2 rapports régionaux sur les 4 prévus ont été produits.

- *Promotion de l'amélioration de la condition de la vie de la population* : l'objectif consistant à améliorer le cadre de vie de la population dans les structures d'interventions et les localités ayant des initiatives de base a été dépassé. En effet, le nombre de ménages doté de kits a remonté jusqu' à 13 551, sur un nombre escompé de 1 000. En outre, 6 filières de formations, rentrant dans le cadre de la réinsertion sociale et professionnelle, ont été créées et 10 structures

d'intervention appuyées. D'ailleurs, 3 377 populations cibles ont été appuyées dans le cadre de la promotion de l'équité sociale.

Mission « Protection Sociale »

- *Administration et coordination (053)* : l'objectif de la mise en place d'une structure organisationnelle a été rempli dans son intégralité. En effet, 90% des directions techniques ont été performantes et 50 communes vulnérables ont été identifiées.

- *Genre et développement* : sur les 5 indicateurs fixés dans ce programme, 3 ont été réalisés. Ainsi, 11 plateformes régionales de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre ont été opérationnelles, 8 structures de prise en charge sociale appuyées et 5 foyers sociaux fonctionnels. Toutefois, la participation des femmes aux sphères de prise de décision n'a été réalisée qu'à un taux de 20%. Aucune séance de sensibilisation des femmes sur la capacité en matière de gestion de l'eau n'a été tenue, en raison de la priorisation d'autres activités.

- *Action sociale* : en matière de la promotion de l'accès aux services sociaux de base, 200 personnes ont été ciblées être bénéficiaires de ces services, alors que 78 142 ont pu en bénéficier en fin d'année. Les prévisions ont été également largement dépassées pour le nombre de personnes handicapées bénéficiaires dans le cadre de la promotion de l'effectivité des droits de très pauvres et vulnérables, et l'amélioration des prestations de service en matière de prestation sociale : 238 personnes handicapées bénéficiaires contre les 100 prévues. La performance a été également tangible pour le nombre d'individus/ménages appuyés en matière de protection sociale : 187 488 privilégiés sur les 8 500 prévus. Toutefois, aucune réalisation n'a été constatée pour les indicateurs suivants : ménages bénéficiant des dispositifs de sécurité et de santé de travail, construction des greniers villageois au niveau des communes vulnérables menacées, ménages bénéficiant de système de financement allégé et d'appuis en intrants agricoles et enfin dispositifs appuyés financièrement.

- *Famille et enfance* : tous les indicateurs inscrits ont été atteints, les résultats obtenus ont même dépassé ceux escomptés. Ainsi, 7 127 enfants victimes de maltraitance ont été pris en charge par le Réseau Protection de l'Enfance, 10 525 enfants ont bénéficié des kits scolaires dans les régions et 465 acteurs ont reçu les renforcements de capacités. Toutefois, aucun document standard n'a été disponible en fin d'année.

- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Tableau 36 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
027	Administration et coordination	582 527 177 000	578 599 448 254,86	99,33	2	2	0	0	0	100.00 %
304	Petite enfance	680 000 000	666 086 740,00	97,95	1	1	0	0	0	100.00 %
305	Enseignement fondamental premier cycle	3 871 154 000	3 792 209 210,00	97,96	2	1	1	0	0	50.00%
306	Enseignement fondamental second cycle	338 929 127 000	225 295 704 126,58	66,47	2	1	1	0	0	50.00%
307	Alphabétisation	11 172 751 000	10 648 789 839,78	95,31	1	0	1	0	0	0.00%
048	Administration et coordination	6 622 505 000	6 599 687 648,00	99,66	1	1	0	0	0	100.00 %
308	Enseignement secondaire	5 351 146 000	5 085 086 021,39	95,03	2	1	1	0	0	50.00%
TOTAL		949 153 860 000	830 687 011 840,61	87,52	11	7	4	0	0	63.64%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2017

Mission « Education »

- *Administration et coordination (027)* : dans le cadre du renforcement des services publics, le taux d'engagement des dépenses non salariales a été atteint à 72,52%. En effet, cet objectif a été largement atteint grâce aux efforts fournis par les acteurs budgétaires.

- *Petite enfance* : la sensibilisation effectuée durant l'année 2017 a contribué à la performance de ce programme, en permettant d'augmenter le taux d'inscription des enfants de 3 à 5 ans, le résultat obtenu a été ainsi doublé par rapport à la cible inscrite.

- *Enseignement fondamental premier cycle* : dans l'objectif d'un enseignement primaire performant, le cycle primaire s'est achevé avec un taux de 68%, grâce au renforcement des compétences des enseignants. Par contre, le taux des redoublants a été encore assez élevé, expliqué par l'insuffisance de formation pédagogique des enseignants non fonctionnaires.

- *Enseignement fondamental second cycle* : l'objectif n'a pas été atteint eu égard à la baisse du taux d'achèvement de ce cycle. Néanmoins, le taux de redoublants a été maintenu à 12,5%, tel que prévu dans le document de la performance.

- *Alphabétisation* : l'objectif de mettre fin à l'analphabétisme n'a pas été rempli dans sa totalité. Un écart de 11 375 populations de plus de 15 ans alphabétisées a été ainsi dégagé, dû à des problèmes d'infrastructures. En effet, étant récemment construites, ces infrastructures n'ont pas été encore opérationnelles pour les apprenants.

Mission « Enseignement Général »

- *Administration et coordination (048)* : dans le cadre du renforcement des services publics, l'engagement des dépenses non salariales a été largement réalisé grâce aux efforts fournis par les acteurs budgétaires.

- *Enseignement secondaire* : le taux d'achèvement de ce cycle a atteint une performance à hauteur de 20,3% contre une estimation de 18%. Par contre, le taux de redoublement a connu une hausse en raison de la non assiduité des élèves.

- MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Tableau 37 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
607	Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	30 468 336 000	29 965 155 701,82	98,35	5	3	2	0	0	60.00%
049	Administration et coordination	13 624 071 000	12 867 251 981,86	94,44	3	3	0	0	0	100.00%
309	Formation technique initiale et professionnelle	998 064 000	928 537 239,04	93,03	3	2	1	0	0	66.67%
TOTAL		45 090 471 000	43 760 944 922,72	97,05	11	8	3	0	0	72.73%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2017

Mission « Emploi »

- *Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent* : l'objectif de promouvoir l'employabilité des jeunes et des sans emplois a été atteint, en se référant au taux d'insertion des jeunes formés, au nombre des bénéficiaires formés et au nombre des personnes formées à l'emploi à l'étranger. Cependant, les indicateurs n'ont pas été atteints pour le nombre de partenaires privés contractants et au nombre de projets appuyés.

Mission « Enseignement Technique et Formation Professionnelle »

- *Administration et coordination* : le taux d'avancement de la mise en œuvre pour le pilotage de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle a été atteint, le résultat a été même le double de la prévision.

- *Formation technique initiale et professionnelle* : seuls 270 apprenants ont été formés pour 100 000 habitants, sur un nombre initialement prévu à 500, faute de disponibilité des informations exactes. Néanmoins, l'objectif visant à assurer un fonctionnement de qualité a été convenablement rempli.

- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Tableau 38 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
028	Administration et coordination	168 664 479 000	167 797 211 723,62	99,49	6	6	0	0	0	100.00%
310	Enseignement supérieur	4 610 119 000	3 999 597 479,00	86,76	10	9	1	0	0	90.00%
050	Administration et coordination	9 487 840 000	8 553 252 823,80	90,15	3	2	1	0	0	66.67%
311	Recherche scientifique	1 799 985 000	1 709 020 862,30	94,95	5	4	1	0	0	80.00%
TOTAL		184 562 423 000	182 059 082 888,72	98,64	24	21	3	0	0	87.50%

Source s: Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2017

Mission « Enseignement Supérieur »

- *Administration et coordination (028)* : les 4 objectifs visant à améliorer le pilotage du système, à améliorer la gestion du patrimoine, à améliorer le suivi du système de l'ESUP et à assurer la paix sociale dans les Universités ont été tous atteints.

- *Enseignement supérieur* : ce programme a affiché une performance assez significative, puisque 9 sur les 10 indicateurs établis ont atteint les cibles. La plupart des réalisations ont été satisfaisantes, puisque les résultats enregistrés ont largement dépassé les prévisions. Ainsi, le nombre des étudiants inscrits à la formation à distance a connu une hausse considérable, si 4 500 étudiants ont été prévus en bénéficiaire, 23 193 étudiants ont été recensés en fin d'année, dont 29% d'entre eux ont été des travailleurs et professionnels. 598 étudiants sur 100 000 habitants ont été répertoriés, sur une prévision initiale de 100. Par ailleurs, 70% des universités ont été couvertes par le réseau WIFI et 2 infrastructures sportives réhabilitées. Par contre, seules 3 Institutions d'enseignement supérieures publiques et privées ont été accréditées, alors que la prévision en a établi 30 au départ.

Mission « Recherche Scientifique »

- *Administration et coordination (050)* : la plupart des indicateurs inscrits ont été atteints, dont la mise à jour des nouvelles données collectées (tableau de bord de la recherche) et la finalisation des 7 textes relatifs à la révision des statuts du CNRS pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de la recherche.

- *Recherche scientifique* : l'objectif tendant à vulgariser les résultats de recherche liés au développement économique n'a pas été réalisé. Aucun brevet n'a été déposé en raison de la lourdeur des procédures y afférentes, laquelle a constitué un véritable obstacle dans le processus de vulgarisation des résultats de recherche.

- MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE

Tableau 39 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Code Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
046	Administration et coordination	7 113 774 000	6 923 640 810,04	97,33	1	1	0	0	0	100.00%
611	Développement de l'artisanat	633 000 000	596 153 534,80	94,18	3	2	1	0	0	66.67%
029	Administration et coordination	2 178 201 000	1 953 019 482,17	89,66	1	1	0	0	0	100.00%
808	Patrimoine	776 802 000	734 250 889,08	94,52	1	0	1	0	0	0.00%
809	Création	1 012 175 000	919 339 517,00	90,83	2	0	2	0	0	0.00%
810	Manifestations culturelles	309 600 000	271 400 124,60	87,66	1	1	0	0	0	100.00%
TOTAL		12 023 552 000	11 397 804 357,69	94,80	9	5	4	0	0	55.56%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2017

Mission « Artisanat »

- *Administration et coordination (046)* : l'objectif d'amélioration de la qualité des services publics a été atteint : le taux d'exécution budgétaire a été réalisé conformément à ce qui a été prévu. D'ailleurs, les dossiers et les salaires des ECD ont été traités et payés à temps.

- *Développement de l'Artisanat* : pour la professionnalisation du métier artisanal, 600 artisans ont été prévus être formés, pourtant, ce nombre a triplé en fin d'année. La même performance a été observée en matière du regroupement des artisans en cluster. Cependant, seules 19 vitrines de l'artisanat sur les 30 attendues ont été mises en place, suite à une diminution des crédits dans la LFR.

Mission « Culture »

- *Administration et coordination (029)* : étant le seul programme réalisé à 100%, la satisfaction des services rendus a été assurée à 80%, conformément à la prévision, grâce au traitement des dossiers dans les délais requis, l'amélioration des services ainsi qu'à la professionnalisation des agents.

- *Patrimoine* : 17 patrimoines sur les 20 prévus ont été restaurés et sauvegardés pour promouvoir la valorisation du patrimoine et du centre culturel malagasy.

- *Création* : si 60 techniciens et opérateurs culturels ont été prévus être formés dans le cadre de la promotion des créations culturelles, seuls 33 en ont réellement bénéficié. En outre, sur les 30 nouvelles créations attendues être appuyées en termes de création d'art, d'artisanats, des arts oraux et écrits, 20 l'ont été effectivement.

- *Manifestations culturelles* : 40 manifestations culturelles ont été soutenues dans les régions, un objectif atteint conformément aux résultats escomptés.

3. Secteur productif

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif

Etant le secteur le moins privilégié en matière d'allocation budgétaire, le secteur productif n'a obtenu que 9,56% des crédits définitifs du BGE, soit la somme de 705,12 milliards d'Ariary. En fin d'exercice, les charges budgétaires se sont élevées à 353,33 milliards d'Ariary, soit un taux de consommation de crédits de 50,11 %.

En matière de pilotage de la performance, les 7 ministères se sont vus confiés 7 missions, qui ont été opérationnalisées par 17 programmes et 64 objectifs, dont les réalisations ont été appréciées à travers 135 indicateurs. En dépit d'un budget assez limité par rapport aux autres secteurs, le secteur productif a été le second à afficher la plus haute performance, après le secteur social, avec un taux de réalisation des indicateurs atteignant 59,26%, contre 51,11% en 2016.

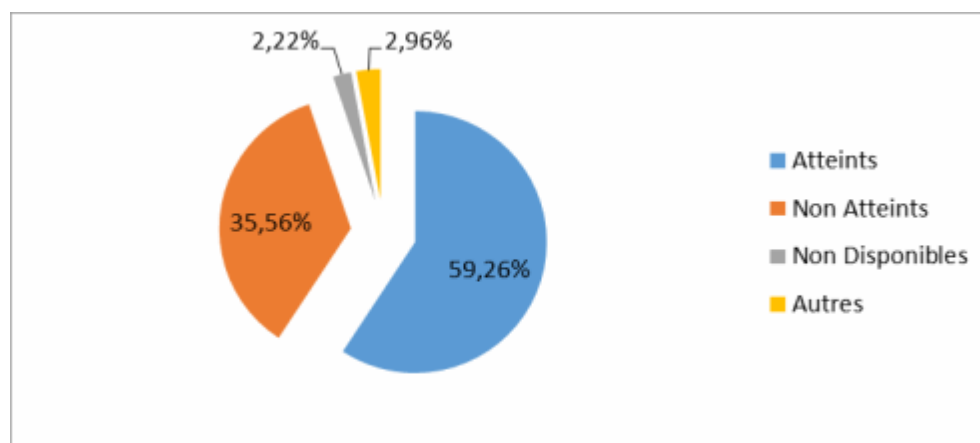
Les réalisations du secteur productif tant en termes de crédits que de performance sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau 40 : Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif

En nombre										En Milliards d'Ariary		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
7	7	17	64	184	135	80	48	3	4	661,48	705,12	353,33

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

Graphique 4 : Performance du secteur productif en 2017 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

b. Evolution de la performance du secteur productif au cours de l'année 2017

Les prévisions de dépenses destinées au secteur productif se sont initialement établies à 661,48 milliards d'Ariary, pour finalement s'élever à 705,12 milliards d'Ariary, soit une variation à la hausse de l'ordre de 6,60%.

Pour les indicateurs de performance, 19 valeurs cibles ont été actualisées, dont 13 revues à la baisse et 6 revues à la hausse. Ces modifications ont été enregistrées auprès du Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole, du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts ainsi que du Ministère auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage. Toutefois, malgré que les crédits octroyés au Ministère de l'Industrie, au Ministère du Tourisme et au Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche aient été réduits, ils ont maintenu leurs valeurs cibles assignées dans la LFI.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif au cours de l'année 2017.

Tableau 41 : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif

Ministères	Modification des crédits				Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Crédits Finaux	Variation (%)	Prévisions initiales	Prévisions finales	En +	En -
Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé	12 066 894 000	11 337 815 000	11 563 442 000	-4,17	11	11		

Ministère du Tourisme	10 392 985 000	9 598 419 000	9 816 923 000	-5,54	4	4		
Ministère auprès de la Présidence Chargé de l'Agriculture et de l'Élevage	508 356 741 000	536 071 840 000	534 952 131 000	5,23	96	45	1	9
Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques	50 148 117 000	47 189 070 000	47 067 055 000	-6,14	15	14		
Ministère de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts	66 469 328 000	86 380 727 000	86 236 399 000	29,74	9	9		3
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche	3 987 153 000	3 643 099 000	3 413 718 000	-14,38	35	35		
Ministère auprès de la Présidence Chargé des Mines et du Pétrole	10 061 165 000	11 875 612 000	12 066 697 000	19,93	14	17	5	1
TOTAL	661 482 383 000	706 096 582 000	705 116 365 000	6,60	184	135	6	13

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur productif

- MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

Tableau 42 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Code prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
051	Administration et coordination	8 273 212 000	8 051 133 614,20	97,32	3	2	1	0	0	66.67%
605	Industrie	3 290 230 000	657 119 010,80	19,97	8	6	2	0	0	75.00%
TOTAL		11 563 442 000	8 708 252 625,00	75,31	11	8	3	0	0	72.73%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : les objectifs poursuivis ont tous été dépassés, à l'exception du taux d'exécution budgétaire qui n'a atteint que 75,97 %, sur un taux évalué à 91%, dû au blocage des financements externes.

- *Industrie* : les actions entreprises ont généré une performance satisfaisante à raison de 75%. 6 indicateurs ont été atteints, dont les plus importants ont trait au renforcement des 340 PME/PMI et coopératives, la mise en place de 67 unités de transformation pour la densification des industries dans le cadre du renforcement de leur compétitivité, la redynamisation de l'Institut Malgache d'Innovation et la promotion des 2 filières de production industrielle (manioc et canne à sucre dans le cadre de la production d'éthanol combustible).

- MINISTERE DU TOURISME

Tableau 43 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
040	Administration et coordination	3 391 788 000	3 362 565 718,40	99,14	1	1	0	0	0	100.00 %
608	Développement du tourisme	4 756 262 000	4 633 311 779,81	97,41	2	0	2	0	0	0.00%
610	Développement du contrôle et du suivi touristique	1 668 873 000	1 666 993 470,78	99,89	1	0	1	0	0	0.00%
TOTAL		9 816 923 000	9 662 870 968,99	98,43	4	1	3	0	0	25.00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : l'objectif visant l'amélioration de la qualité des services publics a été convenablement atteint. En effet, le délai de traitement des dossiers administratifs a été respecté conformément à la prévision.

- *Développement du tourisme* : la valorisation du potentiel touristique a été l'unique objectif poursuivi dans ce programme, un objectif qui a été loin d'être concrétisé. La non disponibilité des données en fin d'année a expliqué les écarts constatés sur le nombre des touristes visitant le pays et les recettes générées par le secteur tourisme.

- *Développement du contrôle et du suivi touristique*: le retard et la limitation d'exécution de ce projet ont été à l'origine de la faible réalisation de l'objectif de normalisation du secteur tourisme. Ainsi, si 664 établissements ont été censés être suivis et contrôlés, seuls 614 l'ont été effectivement.

- MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Tableau 44 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
061	Administration et coordination	28 224 690 000	27 741 623 908,23	98,29	18	15	3	0	0	83.33%
411	Agriculture	497 843 880 000	256 023 790 842,90	51,43	17	12	5	0	0	70.59%
412	Elevage	8 883 561 000	7 155 575 550,00	80,55	10	4	6	0	0	40.00%
TOTAL		534 952 131 000	290 920 990 301,13	54,38	45	31	14	0	0	68.89%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination (061)* : plusieurs résultats ont été concluants dans ce programme, puisque les résultats obtenus ont dépassé largement ceux escomptés initialement. Ainsi, 207 futurs techniciens agricoles ont été formés, 530 séances de sensibilisations effectuées, 18 évènements médiatisés, 513 agents formés, 13 nouveaux projets de partenariats identifiés à l'issue des échanges entre les pays étrangers et l'élaboration de 12 Notes d'aides sur la mise à disponibilité des semences de riz performantes et adaptées au changement climatique. Malgré ces performances, 3 indicateurs ont affiché des résultats assez faibles. A ce titre, l'insuffisance du budget alloué a handicapé la réalisation des missions d'appui direct auprès de toutes les régions. D'ailleurs, le blocage des lignes de crédits pour certains SOA a justifié l'écart constaté pour le taux d'exécution budgétaire.

- *Agriculture* : afin d'améliorer les services rendus aux producteurs, 4217 groupements de paysans ont été prévus être encadrés, mais le résultat a remonté jusqu'à 9 241, grâce aux appuis et encadrements des différents projets. D'ailleurs, 42 318 producteurs ont été appuyés dans l'utilisation des matériels agricoles, sur une prévision établie à 35 000. Les objectifs ont été également largement dépassés pour le traitement des superficies infestées, la formation des groupements de paysans et la diffusion des techniques de transformation. Par contre, la réduction du budget ainsi que l'insuffisance des pluies ont constitué un frein pour le développement des chaînes de valeurs des filières végétales et la protection des bassins versants.

- *Elevage* : la réduction du budget alloué n'a pas permis d'atteindre les indicateurs relatifs à la mise en place des centres de production des géniteurs spécialisés et la formation des techniciens en matière de bien-être animal. Par ailleurs, l'insuffisance des semences fourragères a justifié l'écart constaté sur l'indicateur de l'amélioration des parcelles. En revanche, les résultats ont été satisfaisants pour le nombre des bovins vaccinés, l'amélioration des exploitations et la mise en place des points d'abreuvement.

- MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

Tableau 45 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
033	Administration et coordination	9 650 011 000	9 560 528 049,80	99,07	7	4	3	0	0	57.14%
408	Développement de la pêche et des ressources halieutiques	37 417 044 000	3 650 389 288,64	9,76	7	6	1	0	0	85.71%
TOTAL		47 067 055 000	13 210 917 338,44	28,07	14	10	4	0	0	71.43%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : le budget destiné à la construction et à la réhabilitation des bâtiments a été affecté à l'acquisition des matériels roulant après l'application de la LFR, justifiant ainsi l'inexistence de bâtiments construits ou réhabilités.

- *Développement de la pêche et des ressources halieutiques* : les objectifs ont été largement dépassés pour le nombre des alevins disponibles, celui des techniciens et pisciculteurs formés et celui des licences de pêches délivrés. L'insuffisance des moyens financiers a, cependant, empêché la réalisation des enquêtes statistiques au niveau des régions pour gérer les ressources halieutiques.

- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS

Tableau 46 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
017	Administration et coordination	12 503 400 000	11 900 092 051,93	95,17	4	3	1	0	0	75.00%
701	Gestion durable des ressources naturelles	73 202 764 000	7 417 826 097,65	10,13	3	2	1	0	0	66.67%
703	Développement du réflexe environnemental	530 235 000	250 251 929,80	47,20	2	2	0	0	0	100.00 %
TOTAL		86 236 399 000	19 568 170 079,38	22,69	9	7	2	0	0	77.78%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : les systèmes d'information forestiers et environnementaux ont été largement améliorés à travers les 45 thèmes de formation dispensés et les 15 activités d'IEC promues. Ce résultat positif a été le fruit de la priorisation des activités y afférentes. La même performance a été relevée pour la construction/réhabilitation des bâtiments.

- *Gestion durable des ressources naturelles* : malgré l'insuffisance des fonds sur la gestion des aires protégées, 198 suivis écologiques ont été effectués dans les aires protégées.

- *Développement du réflexe environnemental* : les 2 indicateurs inscrits dans ce programme ont été tous atteints, les résultats ont même dépassé les prévisions. La prise de responsabilité de la Direction Générale de l'Environnement, des Directions Régionales ainsi que des services techniques a contribué à cette performance.

- SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE CHARGE DE LA MER

Tableau 47 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
----------	---------------------	----------------	--------------------	-------------------	----------	---	----	----	------	---------------

059	Administration et coordination	3 332 218 000	2 996 116 141,60	89,91	14	10	4	0	0	71,43%
410	Sécurisation de la mer et de ses ressources	81 500 000	72 740 760,00	89,25	21	9	9	0	3	42,85%
TOTAL		3 413 718 000	3 068 856 901,60	89,90	35	19	13	0	3	54,29%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : le taux d'exécution budgétaire n'a pas été atteint, en raison du retard de lancement des engagements et du retard des nominations des acteurs. Aucune réalisation n'a été enregistrée pour les indicateurs relatifs aux comptes matières approuvés et les audits internes effectués. En revanche, les valeurs réalisées ont été conformes aux attentes fixées pour les indicateurs suivants : régularisation des situations administratives, la formation du personnel, l'accessibilité à la connexion à haut débit et le traitement des dossiers contentieux.

- *Sécurisation de la mer et de ses ressources* : la faible performance dégagée dans ce programme a été expliquée par le fait que la plupart des projets techniques ont été à l'état embryonnaire, et que les résultats ne pouvaient être disponibles à court terme. Néanmoins, bien que récemment en activité, ce département a réalisé plusieurs activités, telles que la mise en place d'un système informatique scientifique, la mise en place d'une base de données scientifique fiable, l'élaboration d'un document de planification spatiale marine et l'élaboration des textes juridiques relatifs à la mer.

- MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES ET DU PETROLE

Tableau 48 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
019	Administration et coordination	8 368 257 000	7 211 235 822,40	86,17	6	2	3	1	0	33,33%
609	Développement du secteur minier	3 698 440 000	985 407 641,00	26,64	11	2	6	2	1	18,18%
TOTAL		12 066 697 000	8 196 643 463,40	67,93	17	4	9	3	1	23,53%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : le taux d'exécution budgétaire a été presque atteint, dégageant un écart minime de 3,55%. Les données relatives au taux du personnel ayant accès au service de la dentisterie, n'ont pas été disponibles, puisque le bâtiment concerné était en cours de construction.

- *Développement du secteur minier* : les résultats ont été tangibles concernant l'objectif visant à augmenter les recettes minières. En effet, si les recettes prévues être perçues ont été estimées à 1 080 milliards d'Ariary, celles effectivement recouvrées ont totalisé 2 371,17 milliards d'Ariary, soit un taux de recouvrement performant à hauteur de 219%. En revanche, les indicateurs restants ont affiché des résultats assez mitigés.

4. Secteur infrastructure

a. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur infrastructure

Dans le cadre de la conduite des actions publiques au sein du secteur infrastructure, les 5 ministères le composant ont poursuivi 11 missions, réparties en 22 programmes et opérationnalisées aux moyens de 77 indicateurs. Pour parvenir à ces fins, le secteur a bénéficié d'une enveloppe budgétaire d'un montant global de 1 178,76 milliards d'Ariary, représentant 15,99% de la totalité des crédits ouverts au BGE. Les charges définitives en fin d'année ont atteint 393,01 milliards d'Ariary, soit un taux de consommation de crédit à concurrence de 33,34%.

Concernant les réalisations physiques, bien qu'affichant une performance au-delà de 50%, le secteur infrastructure a été placé en dernière position en matière de performance, avec une atteinte des objectifs à concurrence de 53,25%. Il a été ainsi le seul secteur ayant subi un léger recul par rapport à l'année précédente, laquelle s'est achevée avec une performance moyenne de 53,95%.

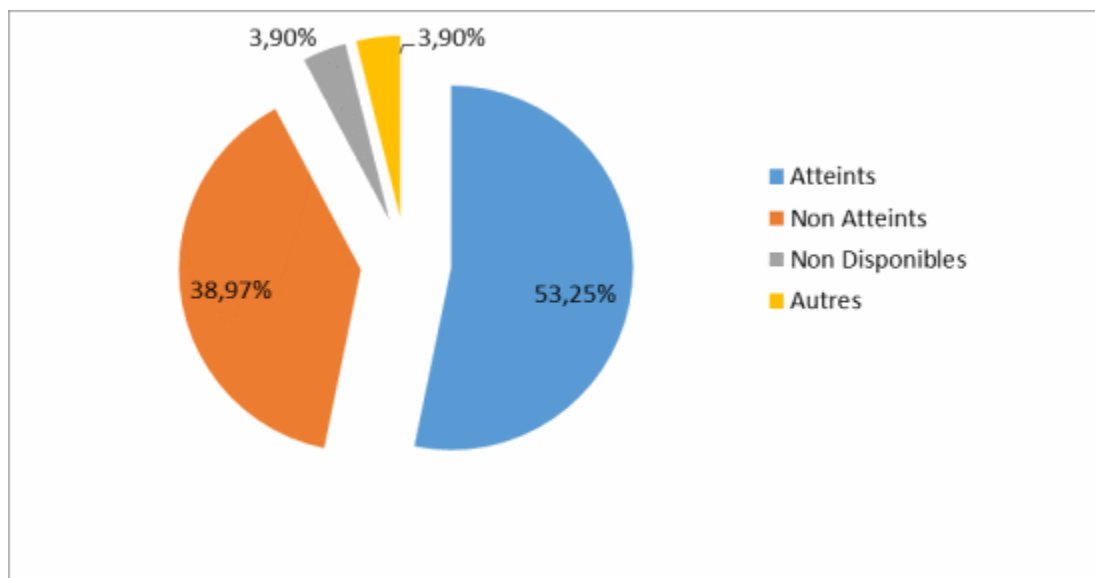
Le tableau suivant résume les réalisations du secteur infrastructure :

Tableau 49 : Réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure

Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	En nombre						En Milliards d'Ariary		
				Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
5	11	22	44	79	77	41	30	3	3	1 260,36	1 178,76	393,01

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

Graphique 5 : Performance du secteur infrastructure en 2017 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

b. Evolution de la performance du secteur infrastructure au cours de l'année 2017

Si les moyens financiers accordés aux 3 autres secteurs ont connu une variation à la hausse en cours d'année, ceux du secteur infrastructure ont été légèrement réduits, avec une différence en moins de 6,47% par rapport aux crédits initiaux. Ainsi, les prévisions de dépenses ont passé de 1 260,36 milliards d'Ariary pour être finalement ramenées à 1 178,76 milliards d'Ariary. A cet effet, les crédits ouverts des départements ont été donc tous réduits, sauf pour ceux alloués au Ministère des Transports et de la Météorologie, dont les allocations budgétaires ont accru de 18,37%.

A cet effet, 22% des valeurs cibles ont été modifiées à la baisse, dont la grande partie a été enregistrée au niveau du Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels. Toutefois, en dépit d'une baisse de crédits, le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures ainsi que le Ministère des Télécommunications n'ont pas modifié leurs fiches de performance.

Le tableau ci-dessus montre l'évolution de la situation des crédits ainsi que celle de la performance en 2017.

Tableau 50 : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur infrastructure

Ministères	Modification des crédits				Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Crédits Finaux	Variation (%)	Initiales	Finales	en +	en -
Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures	266 203 322 000	219 132 266 000	220 593 805 000	-17,13	19	19		1

Ministère des Travaux Publics	564 772 692 000	540 012 412 000	539 884 824 000	-4,41	11	11		
Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement	363 777 388 000	342 179 858 000	341 942 459 000	-6,00	24	23	2	10
Ministère du Transport et de la Météorologie	60 717 009 000	73 274 235 000	71 871 573 000	18,37	21	20		7
Ministère des Télécommunications, des Postes et des Nouvelles Technologies	4 892 859 000	4 505 655 000	4 468 211 000	-8,68	4	4		
TOTAL	1 260 363 270 000	1 179 104 426 000	1 178 760 872 000	-6,47	79	77	2	18

Sources.: RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

c. Suivi par programme des réalisations des ministères auprès du secteur infrastructure

- MINISTERE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES

Tableau 51 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
031	Administration et coordination	1 240 139 000	1 235 081 965,10	99,59	1	0	0	0	1	0,00%
203	Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale	11 454 963 000	10 458 352 616,53	91,30	7	3	1	3	0	42,86%
032	Administration et coordination	140 852 082 000	65 108 821 601,15	46,22	1	0	1	0	0	0,00%
205	Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	1 001 423 000	382 960 220,80	38,24	9	0	7	0	2	0,00%
204	Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	66 045 198 000	16 580 336 133,82	25,10	1	0	1	0	0	0,00%
TOTAL		220 593 805 000	93 765 552 537,40	42,51	19	3	10	3	3	15,79%

Sources.: RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

Mission « Énergie »

- *Administration et coordination* : suite à la fusion du Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures avec celui du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, le programme 031 (Administration et Coordination) au sein du Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures dans le document de performance annexé à la LFI 2017, a été dissout et remplacé par le programme 032 sous le même intitulé par la LFR, d'où la valeur cible ramenée à 0%.

- *Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale* : dans le cadre du renforcement de la bonne gouvernance et la sécurisation des investissements privés, le

taux des investisseurs privés dans le financement du secteur énergie a été atteint, ce secteur ayant attiré de plus en plus les investisseurs.

Mission « Eau et Assainissement »

- *Administration et Coordination* : Le taux d'exécution budgétaire n'a été atteint qu'à raison de 90,14 %, sur un taux établi à 100%.

- *Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement* : les prévisions en matière de desserte en eau potable au niveau national, en milieu rural et en milieu urbain, n'ont été atteintes que partiellement. Le retard des procédures de passation de marché, ainsi que l'insuffisance des moyens ont été parmi les principales causes. Il en a été de même pour le taux d'accès aux infrastructures d'assainissement au niveau national. La difficulté d'accès à ces infrastructures a été due à la morphologie du site, caractérisé par des zones de pente et des fonds de vallée.

Mission « Hydrocarbures »

- *Développement du secteur pétrolier et des biocarburants* : si la variation du prix du carburant a été prévue pour un taux de 3%, celui effectivement enregistré a grimpé jusqu'à 4,18% en 2017. En effet, la dépendance de Madagascar en matière d'importation des produits pétroliers n'a pas permis aux autorités compétentes de maintenir la stabilité du prix du carburant.

- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Tableau 52 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
020	Administration et coordination	14 133 824 000	10 942 428 873,96	77,42	4	3	1	0	0	75.00%
206	Développement des infrastructures routières	525 751 000 000	105 314 883 727,61	20,03	7	3	4	0	0	42.86%
TOTAL		539 884 824 000	116 257 312 01,57	21,53	11	6	5	0	0	54.55%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

- *Administration et coordination* : les routes nationales dans certaines zones ont été encore en très mauvais état. Seules 65% des zones économiques à forte potentialité ont été connectées au réseau de transport. En revanche, grâce à la légère baisse du coût de formation, le Ministère a pu réaliser plus de formations au profit de son personnel et des partenaires publics. De surcroît, le taux de couverture du financement des projets prioritaires a connu une évolution, une hausse attribuable au renforcement du budget du ministère en 2017 par rapport en 2016.

- *Développement des infrastructures routières* : l'écart constaté sur le taux des communes accessibles par voie de surface, a été dû au faible financement des entretiens des routes rurales, étant largement touchées par l'intempérie.

- MINISTERE D'ETAT CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'EQUIPEMENT

Tableau 53 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
018	Administration et coordination	2 905 196 000	2 285 029 94,92	78,65	2	1	1	0	0	50.00%
409	Domaine et sécurisation foncière	24 837 308 000	24 426 923 375,23	98,35	9	8	1	0	0	88.89%
021	Administration et coordination	3 096 633 000	3 070 545 470,20	99,16	6	3	3	0	0	50.00%
207	Aménagement et équipement des villes	127 524 815 000	72 244 680 041,80	56,65	2	1	1	0	0	50.00%
058	Administration et coordination	171 660 157 000	34 146 845 546,27	19,89	2	0	2	0	0	0.00%
215	Développement des Infrastructures	11 918 350 000	1 209 743 614,25	10,15	2	1	1	0	0	50.00%
TOTAL		341 942 459 000	137 383 767 142,67	40,18	23	14	9	0	0	60.87%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

Mission « Domaine et Sécurisation Foncière »

- *Administration et coordination (018)* : si l'objectif de renforcement de capacité des agents sur la gestion des dossiers fonciers a été largement atteint, celui de l'optimisation de la gestion des ressources allouées aux services fonciers n'a pas été réalisé tel que prévu, en raison du retard constaté en matière de la procédure d'engagement.

- *Domaine et sécurisation foncière* : les prévisions ont été toutes dépassées pour le nombre de titres fonciers établis, suite à la hausse des demandes y afférentes. Par ailleurs, la directive émise par le ministère sur l'accélération de la numérisation des plans topographiques a favorisé l'augmentation des plans fonciers numérisés et des plans locaux d'occupations fonciers élaborés. Par contre, seuls 6 Guichets Fonciers ont été appuyés, faute de crédits suffisants.

Mission « Aménagement du territoire »

- *Administration et coordination (021)* : pour assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration et des services déconcentrés, le nombre des agents formés a été largement dépassé. Par contre, l'insuffisance de crédits alloués n'a pas permis l'acquisition des matériels.

- *Aménagement et équipement des villes* : l'objectif d'appuyer les collectivités territoriales décentralisées en matière de développement humain n'a pas été atteint en raison du retard de la procédure d'engagement et du déblocage des crédits sur financement extérieur.

Mission « Grands Travaux d'Infrastructures et d'Equipements »

- *Administration et coordination (058)* : dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement de l'administration et des services déconcentrés, le taux d'exécution budgétaire a été presque atteint, en affichant un écart minime de l'ordre de 0,7 point. Aucune politique nationale de développement des infrastructures et équipements n'a été élaborée en 2017, faute de financement.

- *Infrastructures et équipements* : aménager les infrastructures et les équipements a été le défi relevé dans ce programme. Ainsi, 15 grandes infrastructures socioéconomiques ont été construites/réhabilitées conformément à la prévision.

- MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA METEOROLOGIE

Tableau 54 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
022	Administration et coordination	18 265 992 000	17 647 845 712,53	96,62	3	3	0	0	0	100.00%
208	Transports routier et ferroviaire	1 118 010 000	823 081 123,60	73,62	6	3	3	0	0	50.00%
209	Transports maritime, Fluvial et aérien	46 018 671 000	17 009 826 322,09	36,96	5	3	2	0	0	60.00%
042	Administration et coordination	5 905 400 000	5 242 209 930,60	88,77	3	3	0	0	0	100.00%
211	Développement météorologique	563 500 000	561 361 812,70	99,62	3	3	0	0	0	100.00%
TOTAL		71 871 573 000	41 284 324 901,52	57,44	20	15	5	0	0	75.00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

Mission « Transport »

- *Administration et coordination (022)* : les capacités en ressources humaines et matérielles ont été renforcées à travers la connexion de deux structures à l'intranet et la formation des 6 agents à l'extérieur.

- *Transports routier et ferroviaire* : dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des transports routiers, les gares routières de Mananjary et de Vangaindrano, ont été construites/réhabilitées. Aucune session de sensibilisation à la sécurité routière n'a eu lieu, dont la cause a résidé dans la suspension des procédures de mise en concurrence, survenue après la réorganisation du Ministère. Quant aux transports ferroviaires, la longueur de voie ferrée réhabilitée a augmenté, une performance attribuable aux efforts plus axés aux travaux de restructuration des dégâts cycloniques.

- *Transports maritime, fluvial et aérien* : pour le développement du système des transports aériens, 4 aéroports ont été mis aux normes. Cependant, le nombre de passagers par voie aérienne a connu une baisse (420 passagers contre 1 000 prévus) à cause de l'indisponibilité pour les trafics Long-Courrier.

Mission « Météorologie »

- *Administration et coordination (042)* : les réalisations ont été toutes à la hauteur des attentes. Ainsi, l'objectif a été atteint en matière de l'exécution budgétaire, puisque les procédures d'engagement ont été réalisées à 82,78%.

- *Développement météorologique* : les résultats ont été également satisfaisants pour ce programme. Le taux de couverture du réseau des stations ainsi que le taux de fiabilité des prévisions météo ont tous enregistré des écarts positifs.

- MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

Tableau 55 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
023	Administration et coordination	745 474 000	621 746 682,20	83,40	1	1	0	0	0	100.00%
214	Appui à l'extension de la couverture postale	0	0,00	0,00	1	0	1	0	0	0.00%
043	Administration et coordination	0	0,00	0,00	1	1	0	0	0	100.00%
210	Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales	3 722 737 000	3 698 868 741,52	99,36	1	1	0	0	0	100.00%
TOTAL		4 468 211 000,00	4 320 615 423,72	96,70	4	3	1	0	0	75.00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2017

Mission « Postes et Télécommunications »

- *Administration et coordination (023)* : l'objectif de gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, financières et matérielles a été atteint. Un écart positif de 1,51 point a été même enregistré en matière du taux de crédit engagé par rapport au crédit global.

- *Appui à l'extension de la couverture postale*: l'objectif fixé n'a été rempli qu'en partie. Néanmoins, 3 bureaux de postes sur les 5 estimés ont été ouverts en 2017, il s'agit de ceux d'Ambilobe, de Sabotsy Namehana et de Ranohira.

Mission « Technologie de l'Information et de la Communication »

- *Administration et coordination (053)* : afin d'assurer l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services des Télécommunications et des Nouvelles Technologie, 4 documents légaux et techniques sur les TIC ont été révisés ou élaborés.

- *Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales* : la mise en place d'un système de communication efficace et abordable a été assurée convenablement, eu égard à l'opérationnalisation des 20 points d'accès Internet publics sur les 15 envisagés. Cette

performance a été obtenue grâce à la vulgarisation des technologies de l'information et de la communication, à travers la mise en place de différents lieux d'utilisation de TIC (vitrine numérique, espace de jeux de TIC,...)

III. ANALYSE DE LA SITUATION BUDGETAIRE

Cette dernière partie retrace les résultats généraux de l'exécution des Lois de Finances, en mettant en relief, pour chaque cadre budgétaire, les prévisions et les réalisations tant en matière de recettes que de dépenses. Un aperçu sur l'évolution de la situation des crédits sera également évoqué à travers l'analyse des actes modificatifs de crédit et de l'acte portant ajout de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 2017.

A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES

Les recettes réellement recouvrées et les dépenses effectivement ordonnancées se sont élevées respectivement à **7 150 308 229 506,44 Ariary** et **7 301 263 367 344,81Ariary**. Le résultat de l'exercice budgétaire 2017 s'est ainsi soldé par un déficit de **150 955 137 838,37Ariary**.

Le tableau ci-après met en exergue les résultats généraux de l'exécution des Lois de Finances.

Nomenclature	Recettes		Dépenses		Exécutions		Solde	
	Prévisions initiales	Prévisions finales	Crédits initiaux	Crédits finaux	Recettes	Dépenses	Exédents des recettes	Exédents des dépenses
CADRE I								
BUDGET GENERAL DE L'ETAT								
a - Opération de Fonctionnement	4 512 327 262 000,00	4 982 348 059 000,00	3 953 876 041 000,00	4 485 513 037 500,00	4 828 650 499 139,12	4 331 155 951 072,42		
b - Opération d'Investissement	1 008 157 000 000,00	910 884 000 000,00	2 830 673 351 000,00	2 884 623 149 500,00	197 090 213 338,47	1 321 938 712 970,79		
TOTAL CADRE I	5 520 484 262 000,00	5 893 232 059 000,00	6 784 549 392 000,00	7 370 136 187 000,00	5 025 740 712 477,59	5 653 094 664 043,21		627 353 951 565,62
CADRE II								
BUDGETS ANNEXES								
a - Opération de Fonctionnement	27 235 000 000,00	27 235 000 000,00	21 295 000 000,00	21 295 000 000,00	17 442 183 784,17	10 543 912 837,40		
b - Opération d'Investissement	0,00	0,00	5 940 000 000,00	5 940 000 000,00				
TOTAL CADRE II	27 235 000 000,00	27 235 000 000,00	27 235 000 000,00	27 235 000 000,00	17 442 183 784,17	10 543 912 837,40		6 898 270 946,77
CADRE III								
CPT	588 943 706 000,00	600 224 712 000,00	1 008 647 776 000,00	1 242 215 428 000,00	358 919676043,33	1 080 875 822 165,48		
TOTAL CADRE III	588 943 706 000,00	600 224 712 000,00	1 008 647 776 000,00	1 242 215 428 000,00	358 919676043,33	1 080 875 822 165,48		721 956 146 122,15
CADRE IV								
OPERATIONS GENERATRICES DE FCV ET ASSIMILEES	1 350 600 000,00	1 350 600 000,00	0,00	0,00	5 097 212 022,22	0,00		
TOTAL CADRE IV	1 350 600 000,00	1 350 600 000,00	0,00	0,00	5 097 212 022,22	0,00		5 097 212 022,22
CADRE V								
Dette Intérieure	3 314 101 470 000,00	3 503 705 086 000,00	2 794 563 020 000,00	2 784 400 000 000,00	838 160 429 948,56	282 613 386 826,30		
Dette Extérieure	1 478 090 150 000,00	1 797 281 700 000,00	243 106 000 000,00	292 167 472 000,00	904 948 015 230,57	274 135 581 472,42		
Disponibilité Immobilisable		0,00	72 104 000 000,00	137 746 639 000,00	0,00	0,00		
u 56 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2017					79,13	556 748 968 298,72		1 186 359 476 880,41
TOTAL GENERAL	10 930 205 188 000,00	11 823 029 157 000,00	10 930 205 188 000,00	11 853 900 726 000,00	7 150 308 229 506,44	7 301 263 367 344,81		1 198 354 959 849,40

Déficit de l'exécution de la Loi de Finances 2017 : 150 955 137 838,37 Ariary

B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS

En cours d'exercice, la LOLF, dans sa section III, prévoit la possibilité de modifier les inscriptions budgétaires autorisées par le Parlement. A ce titre, pour l'année 2017, le Gouvernement a eu recours au procédé de mouvement de crédits, mais également à l'ouverture des crédits supplémentaires, dont les conditions sont respectivement stipulées par les articles 19 et 20.

1. Mouvements de crédits

Après l'adoption de la LFR en juillet 2017, la plupart des Institutions et Ministères ont eu recours à la révision de la répartition de leurs crédits, matérialisée à travers l'adoption de 262 textes réglementaires. Ainsi, 246 Arrêtés d'aménagement de crédits et 16 Décrets ont été pris, dont 10 ont eu trait aux opérations de virements et 6 aux opérations de transferts.

Les actes modificatifs de crédits pris en 2017 ont augmenté par rapport aux années précédentes, comme le démontre le tableau-ci après :

Tableau 57 : Situation des mouvements de crédits de 2015 à 2017

Types d'actes	2015	2016	2017
Décret portant transfert de crédits	1	12	6
Décret portant virement de crédits	-	05	10
Arrêté d'aménagement de crédits	9	179	246
TOTAL	10	196	262

Sources : actes modificatifs des crédits de 2015 à 2017, après l'adoption des LFR

❖ Décret portant virement de crédits

Après la LFR, 10 opérations de virement de crédits ont été effectuées, dont la somme totale s'est élevée à 45, 838 milliards Ariary. Elles ont été répertoriées auprès de :

- la Présidence de la République, pour le support des primes spéciales d'alimentation aux éléments de la Direction de la Sécurité Présidentielle
- la Primature, pour l'appui des programmes d'interventions sociales de l'ONN, la réalisation des nouvelles activités aux PIP inscrits au budget général 2017 et la résolution des incidences financières dues à l'augmentation des personnels militaires au sein du Bataillon de Sécurité de la Primature ;
- le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, pour le paiement des dépenses relatives à la coordination de communication, aux opérations de désinfection, d'assainissement de

certaines Communes et de distribution de médicaments et matériels nécessaires à la lutte contre la prolifération de la peste au sein du BNGRC

- le Ministère des Affaires Etrangères, pour les dépenses de fonctionnement du Ministère ;
- le Ministère auprès de la Présidence chargée de l'Agriculture et de l'Elevage, pour la réalisation des travaux d'urgence sur les réseaux hydro agricoles, les infrastructures d'élevage et les pistes rurales ;
- le Ministère de la Santé Publique, pour l'installation du laboratoire de référence d'urgence et le paiement des émoluments hospitaliers au titre de l'année 2017 auprès des CHU pour l'amélioration du système de santé à Madagascar ;
- le Ministère de l'Education Nationale, pour le paiement de tous les enseignants FRAM dans tout Madagascar sans exception ;
- le Ministère des Travaux Publics, pour le paiement des crédits TVA accordés au MTP.

❖ **Décret portant transfert de crédits**

Des opérations de transferts de crédits ont été également enregistrées, matérialisées par la prise de 6 décrets, dont le coût total a atteint 124,701 milliards d'Ariary.

- La Primature a transféré un crédit d'une valeur de 1,903 Milliards d'Ariary au Profit du MPPSPF, pour la réalisation des activités des projets d'urgence se rapportant à la protection sociale suite au passage du cyclone Enawo à Madagascar.
- Le MFB a effectué un transfert de crédits d'une somme totale de 5,174 Milliards d'Ariary pour la mise en œuvre des activités prioritaires du Gouvernement mais aussi pour le paiement des dépenses urgentes, dont la campagne de sécurisation effectuée par le MDN; le paiement du carburant et lubrifiant ainsi que des frais de traitement et de soins du personnel de l'AN ; la préparation de l'Assise de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales Franco-Malagasy en Octobre 2017 par le MID et l'acquisition de nouveaux émetteurs pour télévision et radio FM par le MCRI.
- Un troisième transfert a été opéré par la DGGFPE du MFB totalisant 117,202 Milliards d'Ariary, à travers 3 décrets différents, dans le cadre du paiement de la solde des agents de l'Etat.
- Enfin, 420,900 Millions d'Ariary ont été transférés par le MFB au profit du Ministère de la Justice, pour le paiement des émoluments des greffiers pour le mois de Décembre 2017.

❖ **Arrêtés portant aménagement de crédits**

La majeure partie des Institutions et Ministères ont été également conduits à aménager leurs crédits pour des raisons diversifiées, dont les motifs souvent mentionnés ont résidé dans

l'insuffisance budgétaire de certains comptes suite à l'application de la LFR. Le montant total des crédits ainsi modifiés par cette voie s'est chiffré à 486,197 milliards d'Ariary.

Sur les 248 actes pris par les 36 départements confondus, les modifications ont été principalement concentrées auprès du Ministère des Finances et du Budget, du Ministère de l'Education Nationale et du Ministère des Travaux Publics.

➤ *Secteur administratif*

- La Présidence de la République a effectué 09 aménagements de crédits d'un montant total de 5,898 milliards d'Ariary, dont les plus importants ont été affectés pour le financement des projets des Communes éligibles dans le cadre du Projet d'Appui à la Performance du Secteur Public.

- Le Sénat a établi un arrêté d'une somme de 526 millions d'Ariary, pour le déplacement des sénateurs auprès des CTD et la tenue de la session budgétaire à venir.

- 3 arrêtés totalisant 2,121 milliards d'Ariary ont été pris par l'Assemblée Nationale, dont la majorité a été utilisée pour la révision des priorités sur le budget d'investissement.

- La Haute Cour Constitutionnelle n'a réalisé qu'un seul aménagement de crédits d'un montant de 93 465 millions d'Ariary, dans le but d'optimiser les dépenses pour éviter des crédits sans emploi.

- Les 9 aménagements de crédits opérés par la Primature ont totalisé 521,385 millions d'Ariary, dont la plus significative a été destinée à la répartition équitable de la prime annuelle de rendement et d'assiduité entre le personnel civil permanent et non permanent méritant de la Primature.

- La Commission Electorale Nationale Indépendante a révisé la répartition de ses crédits à travers l'aménagement effectué pour l'acquisition de matériels du Service Communication, et la prochaine révision de la liste électorale 2017-2018, l'acquisition d'imprimés supplémentaires et le déploiement des imprimés vers les districts utilisateurs.

- Le Ministère des Affaires Etrangères a établi 3 arrêtés d'aménagement de crédits, dont la somme a totalisé 1,323 milliards d'Ariary. La part des crédits ainsi aménagés a été ainsi destinée pour le renflouement de certains comptes relatifs aux frais de pré-exploitation.

- Les crédits du Ministère de la Défense Nationale, d'une valeur de 1,463 milliards d'Ariary, ont fait l'objet d'aménagement, matérialisés à travers la prise de 10 arrêtés. La grande partie des crédits ainsi modifiés a été affectée à la sécurisation urbaine.

- Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a effectué 15 aménagements de crédits, d'un montant de 3,103 milliards d'Ariary, dont les dépenses liées aux besoins du Bureau National des Risques et des Catastrophes ont accaparé la majeure partie de ces crédits.

- 4 aménagements de crédits d'un montant de 1,128 milliards d'Ariary ont été accordés au Ministère de la Sécurité Publique, dont l'achat des matériels et mobiliers scolaires pour la rentrée des élèves Policiers et l'aménagement des infrastructures ont occupé la majorité des dépenses effectuées.

- Le Ministère de la Justice a opéré 9 aménagements de crédits s'élevant à 1,843 milliards d'Ariary. La grande partie a été attribuée pour le paiement des indemnités des greffiers et des magistrats.

- Quant au Ministère des Finances et du Budget, 47 aménagements de crédits ont été réalisés, atteignant 167,023 milliards d'Ariary. Les modifications les plus marquantes ont été apportées d'une part afin d'apurer le passif de la compagnie Air Madagascar, de payer les arriérés accumulés liés à la prise en charge directe, le remboursement des frais médicaux et le règlement des factures impayées sur l'achat de gaz de l'Ambassade de Washington ; et d'autre part, pour l'élaboration du PLF 2018 et la réalisation des objectifs définis dans le PTA.

- 4 aménagements de crédits, d'une valeur de 441,445 millions d'Ariary, ont été enregistrés auprès du Ministère de l'Economie et du Plan, dont le plus important a été pris afin de suivre et financer les activités de mise en œuvre de la 3ème édition du Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

- Le Ministère du Commerce et de la Consommation a adopté 4 arrêtés d'aménagements de crédits d'une somme de 100 millions d'Ariary dont les dépenses les plus importantes ont été réservées aux constructions et réhabilitations et l'aménagement du jardin d'Ambohidahy pour la construction de parking.

- Pour le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Administration, du Travail et des Lois Sociales, un aménagement de crédits d'une somme de 32,4 millions d'Ariary a été effectué pour les charges correspondantes à la participation du Ministre au séminaire sur la qualité dans le service public qui a eu lieu à Tanger (Maroc) en 2017.

- 3 aménagements de crédits d'une somme de 461,44 millions d'Ariary ont été opérés au sein du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions dont le support des nouveaux SOA créés pour de nouvelles attributions dans différentes Directions a engagé la grande part du budget ainsi modifié.

➤ *Secteur social*

- 29 arrêtés d'aménagement ont été recensés auprès du Ministère de la Santé Publique, totalisant 23,473 milliards d'Ariary. Les plus grandes sommes ont été utilisées pour la création du Programme d'Investissement Public du Service des Urgences et des Ripostes aux Epidémies et Catastrophes de la Direction Générale de la Santé Publique, la reconstruction des Infrastructures

sanitaires dans les Régions les plus touchées par le passage du cyclone ENAWO et pour la reconstruction et le rééquipement des Infrastructures sanitaires dans les Régions ravagées par le passage du cyclone.

- Dans le cadre de la réalisation des priorités des activités à entreprendre au niveau de chaque Direction et Service, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a été amené à prendre 3 arrêtés d'aménagement de crédits totalisant 205 millions d'Ariary.

- Le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme a pris 2 aménagements de crédit d'une valeur totale de 1,044 millions d'Ariary, pour l'acquisition de matériels médico-dentaires et l'achat de matériaux de construction et fournitures, mais également pour le développement des activités du Centre d'Ecoute et de Conseil Juridique d'Itasy.

- La répartition des crédits auprès du Ministère de l'Education Nationale de l'ordre de 111,052 milliards d'Ariary a été modifiée à travers la prise de 16 actes. Les plus grandes sommes ont été affectées aux dépenses d'urgences, la revalorisation de la considération du public en matière d'éducation, du ravitaillement du stock de vivres pour la cantine scolaire, de l'achat des kits enseignants.

- 5 aménagements de crédits d'une valeur de 468,75 millions d'Ariary ont été opérés au niveau du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, dont la grande part a concerné la distribution de kit scolaire au niveau des Etablissements.

- Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique n'a réalisé qu'un seul aménagement de crédits d'un montant de 3,360 milliards d'Ariary, pour le paiement des bourses de l'Université d'Antananarivo et des heures complémentaires des Universités de Mahajanga et d'Antsiranana au titre de l'Année Universitaire 2015-2016.

- 390 millions d'Ariary ont été aménagés au niveau du Ministère de la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine, dont les dépenses marquantes ont concerné l'aménagement de la cour extérieure du bâtiment de la Bibliothèque Nationale à Anosy, les besoins matériels et mobiliers de bureaux et les travaux d'aménagement.

➤ *Secteur productif*

- Des modifications de crédits d'une somme totale de 179,37 millions d'Ariary ont été constatées auprès du Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé à travers la prise de 3 arrêtés, dont le plus conséquent a été adopté pour l'acquittement des dépenses en eau, électricité et redevances téléphoniques ; et des dépenses en électrification du nouveau bâtiment du Département Industrie sis à Anosy.

- Le Ministère du Tourisme a procédé à 2 aménagements de crédits, d'une valeur de 219,6 millions d'Ariary, dont la majeure partie a été utilisée pour la réalisation des activités relatives à la participation du ministère aux événements touristiques internationaux.

- Le Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage a effectué 7 aménagements de crédits totalisant 35,196 milliards d'Ariary, dont le plus important a été justifié par les travaux d'urgence relatifs à la réparation des dégâts engendrés par le cyclone ENAWO.

- Le Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche a pris 3 aménagements de crédits s'élevant à 2,321 milliards d'Ariary, dont le plus important a été destiné au déblocage du décaissement de la dernière tranche de l'appui sectoriel pour 2018.

- Le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts a pris 3 arrêtés d'aménagements de crédits, atteignant 88 millions d'Ariary, dont plus de la moitié ont été affectées pour la location du logement du Ministre et l'exécution des activités afférentes au « Renforcement de la lutte contre les feux de brousse ».

- Le Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche chargé de la Mer n'a effectué qu'une seule modification de crédits d'un montant de 61,3 millions d'Ariary, suite à la réalisation des différentes missions à l'extérieur, le versement de la Contribution Internationale et le paiement des arriérés de redevance téléphoniques.

- Le Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole n'a effectué qu'un seul aménagement de crédits équivalant à 408,875 millions d'Ariary pour un transfert de crédits au profit de ses organismes rattachés, destiné aux EPIC.

➤ *Secteur infrastructure*

- 6 aménagements de crédits d'un montant de 10,65 milliards d'Ariary ont été opérés au sein du Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures, dont la grande somme a été aménagée pour l'indemnisation des familles à exproprier dans le cadre du projet PAGOSE ; la dotation de bureaux adéquats, de véhicules de fonction aux directeurs généraux.

- Le Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole n'a effectué qu'un seul aménagement de crédits à concurrence de 484,29 millions d'Ariary, dont l'objectif a été d'assurer les futurs déplacements du Ministre, de payer la prime de risque et de gardiennage de nuit pour les agents chargés de la sécurité et les charges de subvention des organismes rattachés.

- Les 8 opérations d'aménagements de crédits réalisées par le Ministère des Travaux Publics ont totalisé 65,63 milliards d'Ariary. Les plus importantes sommes ont été liées aux travaux des dégâts du réseau routier occasionnés par le passage du cyclone tropical « ENAWO ».

- Le Ministère auprès de la Présidence en charge des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement a été dans la nécessité de procéder à 22 aménagements d'une somme de 34,64 milliards d'Ariary, dont les plus grands montants ont été destinés à l'appui aux activités des EPN rattachés et aux travaux de construction de la route reliant Ivato-Tsarasaotra.

- Une modification de crédits à hauteur de 10, 49 milliards d'Ariary a été accordée au Ministère des Transports et de la Météorologie par le biais de 2 arrêtés d'aménagement, lesquels ont été motivés par le renforcement des campagnes de sensibilisation et d'éducation de tous les Usagers de la route et les activités correspondantes aux projets PIP pour les « dépenses d'urgence » suite au cyclone ENAWO.

- 49 millions d'Ariary ont été aménagés à travers la prise de 3 arrêtés au sein du Ministère des Postes, de la Télécommunication et du Développement Numérique, lesquels ont été enregistrés dans le « Cabinet », la DAF et le « Service Affaires Générales ».

2. Décret d'avance : ouverture de crédits supplémentaires

Mis à part opérations de mouvements de crédits cités supra, l'année 2017 a été particulièrement marquée par l'adoption de 5 décrets d'avance portant ajout de crédits supplémentaires, dont le montant total s'est élevé à 7, 17 milliards d'Ariary, si pour l'année 2016, on a enregistré un décret de rectification de crédits d'une valeur de six milliards d'Ariary.

Les motifs de la prise de ces décrets d'avance sont les suivants :

- mise en œuvre du Programme Stratégique d'investissement sur la résilience climatique pour la somme de 896,094 millions d'Ariary (décret n°2017-852 effectué au profit de la Primature);
- mise en œuvre des opérations liées aux activités du commerce (décret n° 2017-853 pour le compte du MCC) ;
- mise en œuvre du projet de Soutien dénommé « Arrangements Nationaux de Mise en Œuvre (ANMO) de Madagascar » dans le cadre du Programme Cadre Intégré Renforcé (décret n°2017-1012 toujours pour le compte du MCC);
- renforcement de la capacité administrative, suite à l'aide du Gouvernement chinois (décret n°2017-1013 pour le MAE);
- renforcement des activités de la Direction Interrégionale de Toamasina et de la direction Générale du Pétrole (décret n°2017-1155 au profit du MPCMP).

C. ANALYSE DES CADRES BUDGETAIRES

1. CADRE I - BUDGET GENERAL

a. *Les Recettes du BGE*

Au titre de l'exercice budgétaire 2017, les produits et revenus de l'Etat applicables au BGE s'élèvent à 5 520,48 milliards d'Ariary en LFI, et à 5 893,23 milliards d'Ariary en LFR.

Tableau 58 : Situation des recettes par nomenclature

En Ariary			
NOMENCLATURE	Prévisions initiales	Prévisions finales	Réalisations
FONCTIONNEMENT	4 512 327 262 000,00	4 982 348 059 000,00	4 828 650 499 139,12
Recettes fiscales	4 080 075 812 000,00	4 230 030 912 000,00	3 971 654 579 102,07
Recettes non fiscales	76 478 850 000,00	76 478 859 000,00	856 995 920 037,05
Aides budgétaires non remboursables	223 490 000 000,00	330 714 637 000,00	
Recettes d'ordre	132 282 600 000,00	119 028 530 000,00	
Recettes de privatisation	0,00	0,00	
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	
Aides budgétaires (régularisation)		226 095 121 000,00	
Recettes en capital (IADM – FMI)	0,00	0,00	
INVESTISSEMENT	1 008 157 000 000,00	910 884 000 000,00	197 090 213 338,47
Subventions extérieures/PIP	1 008 157 000 000,00	910 884 000 000,00	197 090 213 338,47
TOTAL	5 520 484 262 000,00	5 893 232 059 000,00	5 025 740 712 477,59

Sources: LFR 2017, CGAF 2017

Sur les prévisions, une hausse a été opérée par rapport à la LFR 2016. En effet, si elles ont été de 4 138,07 milliards d'Ariary, leurs estimations atteignaient 5 893,23 milliards d'Ariary en 2017. Ce qui représente une augmentation de 42,41%. Cette hausse est notamment observée au niveau des recettes fiscales, passant de 3 431,11 milliards d'Ariary à 4 230,03 milliards d'Ariary. Deux types de recettes de fonctionnement ont également fait leur apparition dans cette nomenclature. Il s'agit des recettes d'ordre et de la régularisation des aides budgétaires dont les montants des prévisions ont été respectivement de 119,02 milliards d'Ariary et de 226,09 milliards d'Ariary mais avec aucune réalisation. Les recettes fiscales tiennent une place prépondérante avec une proportion de 71,78% sur la totalité. Quant aux recettes non fiscales, elles continuent de progresser positivement passant de 70,85 milliards d'Ariary à 76,47 milliards d'Ariary. Les subventions extérieures qui constituent les recettes d'investissement ont connu un bond de 43,20% avec un montant de 910,88 milliards d'Ariary.

A l'exécution, les recettes du budget général s'établissent à 5 025,74 milliards d'Ariary dont la répartition est de 4 828,65 milliards d'Ariary en recettes internes et de 197,09 milliards d'Ariary en recettes externes. En général, le taux global de réalisation est satisfaisant avec un pourcentage de 85,28% de recettes prévues encaissées. Les recettes fiscales confirment leur bonne

performance en affichant un taux d'exécution de 79,03% pour un montant de 3 971,64 milliards d'Ariary. Il en est de même pour les recettes non fiscales, qui, par rapport à l'année 2016, ont vu le montant de leur encaissement presque triplé ; passant de 347,6 milliards d'Ariary à 857 milliards d'Ariary.

Tableau 59 : Situation des recettes par nature

Chap	Libellé	Prévisions finales	Réalisations
13	Subventions d'équipement	910 884 000 000,00	197 090 213 338,47
70	Impôts sur le revenu, bénéfices et gains	979 145 193 000,00	961 948 434 908,61
71	Impôts sur le patrimoine	25 725 500 000,00	25 030 765 216,89
72	Impôts sur les biens et services	1 207 412 700 000,00	1 100 081 028 216,59
73	Impôts sur le commerce extérieur	2 001 028 519 000,00	1 869 533 030 871,27
74	Autres recettes fiscales	16 719 000 000,00	15 061 319 888,72
75	Contributions reçues des tiers	556 809 758 000,00	524 461 737 565,08
76	Produits financiers	58 616 383 000,00	86 791 753 588,41
77	Recettes non fiscales	136 891 006 000,00	245 742 428 883,56
TOTAL		5 893 232 059 000,00	5 025 740 712 477,59

Source : CGAF 2017

De ce tableau, parmi toutes les catégories de recettes, seules les « Subventions d'équipement » accusent un taux d'exécution inférieur à 25%, plus précisément 21,63%. Les autres recettes ont enregistré des taux de plus de 90%. Dans le registre des recettes non fiscales, les chapitres 76 et 77 ont dépassé largement les prévisions avec des taux de réalisation respectifs de 148,06% et 179,50%.

La plus grande part des recettes est apportée, par ordre décroissant, par les impôts sur le commerce extérieur, les impôts sur les biens et les services et les impôts sur le revenu, bénéfices et gains. A eux seuls, ils représentent un montant de 3 931,56 milliards d'Ariary sur une réalisation totale de 5 025,74 milliards d'Ariary. Soit 78,23% de l'ensemble.

Avec une prévision de 2 001 milliards d'Ariary, les impôts sur le commerce extérieur ont été réalisés à hauteur de 1 869,53 milliards d'Ariary. Ce qui donne une exécution de 93,4%. De surcroît, ils constituent 47,30 % des recettes fiscales.

Les impôts sur les biens et services estimés à 1 207,41 milliards d'Ariary ont été réalisés à 1 100,08 milliards d'Ariary. Ils composent 28,53% des recettes fiscales et enregistrent un taux de recouvrement de l'ordre de 91,11 % des prévisions.

Concernant les impôts sur le revenu, bénéfices et gains, 961,95 milliards d'Ariary sur les 979,14 milliards prévus ont été encaissés avec un taux de 98,24%. Ils représentent 24,48% des recettes fiscales.

b. Crédits et dépenses du BGE

i. Crédits et Dépenses par mission

Le BGE de l'Etat Malagasy est composé de cinquante- quatre (54) missions dont la valeur dans la LFI s'élève à 6 784,55 milliards d'Ariary, et à 7 353,33 milliards d'Ariary dans la LFR. En termes de réalisation, la consommation totale de crédits s'établit à 5 653,07 milliards d'Ariary, soit 76,70%.

Tableau 60.: Crédits et Dépenses du BGE par mission

En Milliards d'Ariary

Code mission	LIBELLE	LFI	LFR	Crédits finaux	Dépenses effectuées	Taux de Réal. (%)
010	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	105,35	109,62	109,19	75,37	69,02
020	SENAT	22,31	21,97	21,97	21,14	96,23
030	ASSEMBLEE NATIONALE	46,11	47,83	49,38	49,22	99,68
040	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	6,35	6,51	6,51	6,19	95,04
050	PRIMATURE	100,69	189,24	187,37	112,68	60,14
060	RECONCILIATION MALAGASY	6,15	5,88	5,88	5,58	94,80
070	ELECTIONS	11,30	11,56	11,56	11,14	96,34
080	COOPERATION ET DEVELOPPEMENT	0,00	1,69	1,69	1,24	73,37
100	RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	0,13	0,13	0,13	0,13	99,80
110	AFFAIRES ETRANGERES	58,25	60,51	58,24	57,57	98,85
122	DEFENSE ET SECURITE	187,11	183,91	184,90	184,64	99,86
123	ARMEE MALAGASY	21,55	23,94	24,91	24,34	97,71
130	GENDARMERIE NATIONALE	196,67	191,44	199,59	199,09	99,75
140	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	138,76	141,60	139,46	164,99	118,30

150	SECURITE PUBLIQUE	112,67	110,12	110,16	109,32	99,23
160	JUSTICE	102,45	104,08	104,83	97,95	93,44
170	DECENTRALISATION	98,56	119,92	120,49	71,06	58,97
220	FINANCES ET BUDGET	2 004,39	2 398,26	2 400,12	2 205,11	91,88
290	PILOTAGE DE L'ECONOMIE	16,90	36,35	34,94	19,92	57,01
310	TRAVAIL ET LOIS SOCIALES	1,51	1,38	1,38	0,71	51,45
320	FONCTION PUBLIQUE	19,40	17,43	17,32	16,99	98,10
330	EMPLOI	1,18	1,00	1,00	0,93	93,03
340	INDUSTRIE	12,07	11,34	11,56	8,71	75,31
342	ARTISANAT	2,94	2,81	2,81	2,55	90,68
350	TOURISME	10,39	9,60	9,82	9,66	98,43
360	COMMERCE	42,88	44,02	44,70	23,91	53,50
370	COMMUNICATION	17,81	16,78	17,33	17,02	98,19
430	PECHE	50,15	47,19	47,07	13,21	28,07
440	ENVIRONNEMENT	66,47	86,38	86,24	19,57	22,69
460	DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE	16,54	14,82	14,82	3,49	23,58
470	TIC	3,99	3,64	3,41	3,07	89,90
480	AGRICULTURE ET ELEVAGE	508,36	536,07	534,95	290,92	54,38
510	ENERGIE	167,21	142,20	142,15	66,40	46,71
520	EAU ET ASSAINISSEMENT	98,99	75,98	77,50	27,04	34,89
530	MINES	10,06	11,88	12,07	8,20	67,93
540	HYDROCARBURES	0,00	0,95	0,95	0,33	34,75
610	TRAVAUX PUBLICS	564,77	540,01	539,88	116,26	21,53
620	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	142,98	152,60	152,36	96,67	63,45
630	TRANSPORT	58,84	71,59	70,19	39,90	56,85
640	GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS	204,25	174,76	174,76	37,22	21,30
660	POSTE ET TELECOMMUNICATION	0,89	0,78	0,75	0,62	83,40
670	TIC	4,00	3,72	3,72	3,70	99,36
680	METEOROLOGIE	1,88	1,68	1,68	1,38	82,33
710	SANTE	360,85	371,03	372,94	317,64	85,17
750	JEUNESSE	23,20	22,92	21,99	19,97	90,79
760	POPULATION ET DEVELOPPEMENT	16,79	17,35	16,77	13,57	80,91
770	PROTECTION SOCIALE	18,74	26,21	28,12	8,83	31,40
780	SPORTS	4,40	3,51	3,51	3,49	99,23
790	LOISIRS	0,02	0,02	0,02	0,02	99,90
810	EDUCATION	866,97	937,81	943,12	824,94	87,47
820	ENSEIGNEMENT GENERAL	6,64	6,20	6,03	5,75	95,36
830	ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	47,40	44,66	44,09	42,83	97,14
840	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	179,48	174,93	178,15	176,35	98,99
850	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	7,48	6,41	6,41	5,71	89,06
860	CULTURE	9,32	9,09	9,21	8,85	96,05
TOTAL		6 784,55	7 353,33	7 370,14	5 653,09	76,70

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

De ce tableau, la consommation des crédits a été à un niveau inférieur par rapport à celle de 2016. En termes de volume, elle était de 5 653,09 milliards d'Ariary en 2017 contre 6 200,01 milliards d'Ariary en 2016, soit une diminution de 546,94 milliards d'Ariary, et en pourcentage elle était de 76,70% en 2017 contre 87,04% en 2016. Il s'agit d'une baisse de 10,34 points.

L'analyse de l'exécution du BGE par mission se fait par tranche. Le taux de réalisation par rapport à la prévision finale des crédits est évalué:

❖ Premièrement, les missions qui affichent la plus forte exécution dont le taux de consommation de crédits est supérieur à 90%.

C'est le cas des missions du secteur administratif suivant : le « Sénat » à 96,23%, la « HCC » à 95,04%, « Relations avec les Institutions » à 99,80%, « Administration du territoire » à 118,30%, ce taux est dû par l'achat des matériels roulants d'intervention et engins pour la BNGRC suite aux aides d'urgences occasionnées par le passage du cyclone Enawo au mois de mars 2017, provenant essentiellement de la Corée du Sud (code de financement 70-262-001-D). Pour le secteur social, les missions « Enseignement Supérieur », « Enseignement Général », « Loisirs » affichent respectivement des taux d'absorption de 98,99%, 95,36%, 99,90%.

❖ Deuxièmement, les missions qui enregistrent de taux d'exécution moyenne, c'est-à-dire, la consommation de crédits est comprise entre 60% à 89%.

Dans cette deuxième tranche, il y a treize (13) missions, à l'exemple de la mission « Présidence de République » 69,02%, « Primature » 60,14%, « Recherche Scientifique » 89,06% et la « Santé » 85,17%.

❖ Troisièmement, quinze missions inscrivent un taux de réalisation inférieur à 60% ; telles que les missions « Grands Travaux d'Infrastructures et d'Equipement », la « Protection Sociale », le « Domaine et Sécurisation », et la « Décentralisation », lesquelles affichent des taux d'absorption budgétaire respectivement de 21,30%, 31,40%, 23,58% et 58,97%.

ii. Crédits par Programme

Tableau 61 : Crédits et Dépenses du BGE par programme

En Milliards d'Ariary

Code programme	Intitulé	LFI	LFR	Crédits finaux	Dépenses effectuées	Taux (%)
001	Administration et Coordination Présidence	103,19	104,47	104,30	70,28	67,38
002	Administration et Coordination Sénat	13,13	11,32	11,32	11,22	99,12
003	Administration et Coordination Assemblée Nationale	20,82	23,68	23,73	23,64	99,61
004	Administration et Coordination HCC	5,28	5,07	5,07	4,88	96,19
005	Administration et Coordination Primature	35,23	32,28	32,54	31,80	97,73
006	Administration et Coordination Affaires étrangères	50,83	52,97	50,57	49,93	98,74
007	Administration et Coordination Défense Nationale (Mission 122)	173,93	171,48	171,48	171,42	99,97
008	Administration et Coordination Défense Nationale (Mission 123)	11,56	14,39	15,36	15,00	97,63
009	Administration et Coordination de la Gendarmerie	170,84	167,20	175,20	175,14	99,96

010	Administration et Coordination Intérieur et Décentralisation	36,20	34,15	31,72	31,49	99,29
012	Administration et Coordination de la Justice	79,09	77,25	78,00	77,26	99,05
013	Administration et Coordination des Finances et du Budget	269,62	139,86	138,08	99,47	72,04
014	Administration et Coordination de l'Economie et Plan	10,00	9,61	8,20	7,67	93,48
015	Administration et Coordination de la Fonction Publique	17,57	15,92	15,81	15,57	98,46
017	Administration et Coordination de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts	13,79	13,10	12,50	11,90	95,17
018	Administration et Coordination des Projets présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipement (Mission 460)	2,97	2,91	2,91	2,29	78,65
019	Administration et Coordination Mines et du Pétrole	8,64	8,18	8,37	7,21	86,17
020	Administration et Coordination des Travaux Publics	20,45	15,01	14,13	10,94	77,42
021	Administration et Coordination des projets présidentiels, de l'aménagement du territoire et de l'équipement (Mission 620)	25,73	25,07	24,84	24,43	98,35
022	Administration et Coordination Transports et Météorologie	10,21	19,67	18,27	17,65	96,62
023	Administration et Coordination des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique	0,89	0,78	0,75	0,62	83,40
024	Administration et Coordination Santé Publique	190,79	196,76	191,14	181,02	94,71
025	Administration et Coordination de la Population, de la Protection sociale et de Promotion de la femme	13,19	13,08	12,50	12,29	98,28
027	Administration et Coordination de l'Education Nationale	570,60	577,39	582,53	578,60	99,33
028	Administration et Coordination de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	166,90	165,45	168,66	167,80	99,49
029	Administration et Coordination de la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine	7,11	6,99	7,11	6,92	97,33
030	Administration et Coordination de la Communication et des Relations avec les Institutions	12,08	11,61	10,94	10,77	98,42
031	Administration et coordination de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures (Mission 510)	5,29	1,29	1,24	1,24	99,59
032	Administration et coordination de l'eau, de l'Energie et des Hydrocarbures (Mission 520)	8,32	11,81	11,45	10,46	91,30
033	Administration et Coordination des Ressources Halieutiques et de la Pêche	10,36	9,77	9,65	9,56	99,07
036	Administration et Coordination de la Santé Publique	98,09	96,30	96,05	95,63	99,55

037	Administration et Coordination du Commerce et de la Consommation	24,01	23,65	23,40	23,05	98,48
040	Administration et Coordination du Tourisme	3,77	3,17	3,39	3,36	99,14
041	Administration et Coordination de la Fonction Publique	0,74	0,73	0,73	0,11	15,21
042	Administration et Coordination des Transports et de la Météorologie	1,18	1,12	1,12	0,82	73,62
044	Administration et Coordination de l'Intérieur et de la Décentralisation	0,04	0,04	0,04	0,04	99,72
045	Administration et Coordination de la Jeunesse et des Sports	18,42	18,31	17,39	17,31	99,58
046	Administration et Coordination de la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine	0,63	0,63	0,63	0,60	94,18
048	Administration et Coordination de l'Education Nationale	0,68	0,68	0,68	0,67	97,95
049	Administration et Coordination de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	32,13	31,03	30,47	29,97	98,35
050	Administration et Coordination Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	5,15	4,61	4,61	4,00	86,76
051	Administration et Coordination de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé	8,29	8,05	8,27	8,05	97,32
053	Administration et Coordination de la Population, de la Protection sociale et de Promotion de la Femme	0,08	0,08	0,08	0,08	98,78
057	Administration et Coordination du Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy	5,32	5,13	5,13	4,90	95,50
058	Administration et Coordination des Projets présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipement	3,14	3,10	3,10	3,07	99,16
059	Administration et Coordination des Ressources Halieutiques et de la Pêche	3,86	3,56	3,33	3,00	89,91
060	Administration et Coordination de la CENI	11,00	9,23	9,23	8,88	96,24
061	Administration et Coordination de l'agriculture et de l'élevage	31,31	29,34	28,22	27,74	98,29
062	Administration et Coordination de la Coopération et du Développement	0,00	1,69	1,69	1,24	73,37
101	Gouvernance Responsable	25,30	24,15	25,65	25,58	99,74
102	Gouvernance responsable	1,07	1,44	1,44	1,31	90,95
103	Pilotage de la politique de défense	13,18	12,43	13,42	13,22	98,48
104	Armée de Terre	8,17	7,89	7,89	7,68	97,41
105	Armée de l'Air	0,94	0,86	0,86	0,85	99,83
106	Marine Nationale	0,89	0,81	0,81	0,81	99,80
108	Intervention spéciale et/ou mixte	2,66	2,65	2,65	2,65	100,00
109	Administration Territoriale	35,11	39,75	39,75	38,83	97,68
111	Administration judiciaire	13,70	16,93	16,93	10,96	64,78
112	Administration pénitentiaire	9,48	9,07	9,07	8,98	99,03
113	Développement des Collectivités Décentralisées	98,52	119,88	120,45	71,02	58,96

114	Gestion du Budget	747,77	1 232,59	1 233,07	1 106,65	89,75
115	Gestion Fiscale	74,52	75,98	69,59	67,42	96,88
116	Douanes	40,29	43,72	41,94	40,36	96,23
117	Trésor	550,26	581,13	578,47	556,13	96,14
118	Améliorer la qualité des services publics et renforcer les capacités des agents de l'Etat	1,34	1,11	1,11	1,04	93,99
119	Appui aux Membres de l'Institution	9,18	10,65	10,65	9,92	93,16
120	Sécurité publique	14,58	13,82	14,11	13,69	97,07
121	Sécurité et ordre publics	8,46	7,46	7,61	7,52	98,89
124	Normalisation des équipements et infrastructures	13,33	12,87	12,87	12,53	97,42
125	Formation	1,38	1,26	1,26	1,25	98,70
126	Mise en Oeuvre du Processus Electoral	0,27	2,31	2,31	2,24	96,70
127	Promotion de l'intégrité	0,18	0,84	0,84	0,75	89,24
128	Réforme de l'Administration	0,49	0,40	0,40	0,38	95,25
129	Contrôle Budgétaire et Financière	18,65	19,84	23,39	23,04	98,50
130	Gestion Financière du Personnel de l'Etat	295,19	294,93	305,38	304,50	99,71
201	Infrastructure reliée	0,89	0,73	0,67	0,63	94,28
202	Gestion des Risques et des Catastrophes	67,44	67,70	68,00	94,67	139,22
203	Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales	160,65	140,85	140,85	65,11	46,22
204	Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	1,27	1,00	1,00	0,38	38,24
205	Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	90,67	64,17	66,05	16,58	25,10
206	Développement des infrastructures routières	544,32	525,00	525,75	105,31	20,03
207	Aménagement et équipement des villes	117,26	127,52	127,52	72,24	56,65
208	Transports Routier et Ferroviaire	40,93	46,02	46,02	17,01	36,96
209	Transports Maritime, Fluvial et Aérien	7,70	5,91	5,91	5,24	88,77
210	Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales	4,00	3,72	3,72	3,70	99,36
211	Développement météorologique	0,70	0,56	0,56	0,56	99,62
212	Média	0,14	0,11	0,54	0,51	95,68
213	Développement des infrastructures Radio et Télévision	5,60	5,06	5,86	5,74	97,98
215	Développement des infrastructures	201,11	171,66	171,66	34,15	19,89
301	Sports	4,40	3,51	3,51	3,49	99,23
302	Jeunesse	4,78	4,61	4,61	2,66	57,63
303	Loisirs	0,02	0,02	0,02	0,02	99,90
304	Petite enfance	3,09	2,64	3,87	3,79	97,96
305	Enseignement fondamental 1er cycle	272,24	339,99	338,93	225,30	66,47
306	Enseignement fondamental 2ème cycle	14,41	11,17	11,17	10,65	95,31
307	Alphabétisation	6,62	6,62	6,62	6,60	99,66
308	Enseignement Secondaire	5,96	5,52	5,35	5,09	95,03
309	Formation Professionnelle et Technique	15,27	13,62	13,62	12,87	94,44
310	Enseignement Supérieur	12,57	9,49	9,49	8,55	90,15
311	Recherche Scientifique	2,33	1,80	1,80	1,71	94,95
401	Développement rural	0,53	0,44	0,44	0,44	98,58
402	Développement rural	0,13	0,78	0,78	0,54	68,84
403	Nutrition et Sécurité Alimentaire	65,08	154,02	153,80	80,19	52,14

408	Développement de la pêche et des ressources halieutiques	39,79	37,42	37,42	3,65	9,76
409	Domaine et sécurisation foncière	13,57	11,92	11,92	1,21	10,15
410	Sécurisation de la Mer et de ses Ressources	0,13	0,08	0,08	0,07	89,25
411	Agriculture	470,47	501,59	497,84	256,02	51,43
412	Elevage	6,57	5,13	8,88	7,16	80,55
501	Santé-Planning familial et lutte contre le VIH/SIDA	0,15	0,50	0,50	0,74	148,89
502	Fourniture de services de santé de base	28,84	28,84	28,81	55,91	194,09
503	Fourniture de services de santé hospitaliers	26,28	26,97	27,48	24,42	88,89
504	Fourniture de médicaments, consommables et autres produits	9,58	7,22	6,50	5,54	85,18
505	Lutte contre les maladies	41,80	42,28	51,22	19,67	38,41
506	Survie et développement de la mère et de l'enfant	63,57	68,96	67,79	31,07	45,83
601	Diplomatie et Coopération	7,42	7,54	7,67	7,67	99,95
604	Economie	6,20	26,06	26,06	11,84	45,44
605	Industrie	3,78	3,29	3,29	0,66	19,97
606	Commerce	18,74	20,30	21,22	0,81	3,81
607	Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	1,18	1,00	1,00	0,93	93,03
608	Développement du tourisme	4,69	4,76	4,76	4,63	97,41
609	Développement du secteur Minier	1,43	3,70	3,70	0,99	26,64
610	Développement du contrôle et du suivi touristique	1,93	1,67	1,67	1,67	99,89
611	Développement de l'Artisanat	2,31	2,18	2,18	1,95	89,66
612	Planification	0,70	0,68	0,68	0,41	60,34
613	Consommation	0,13	0,07	0,07	0,06	78,02
701	Gestion durable des ressources naturelles	52,07	72,75	73,20	7,42	10,13
703	Développement du Reflexe Environnemental	0,61	0,53	0,53	0,25	47,20
801	Solidarité nationale	0,59	3,48	3,28	3,28	100,00
802	Solidarité nationale	0,25	2,15	0,25	0,15	61,40
803	Action sociale et développement	8,10	10,20	10,20	7,54	73,97
804	Sécuriser l'environnement social et professionnel des travailleurs	0,04	0,03	0,03	0,03	97,21
805	Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux	0,17	0,15	0,15	0,12	81,46
806	Etudes et Education en matière de Population	0,05	0,73	0,73	0,05	6,84
807	Genre et Développement	4,89	4,89	4,89	1,53	31,24
808	Patrimoine	0,82	0,78	0,78	0,73	94,52
809	Création	1,06	1,01	1,01	0,92	90,83
810	Manifestations culturelles	0,33	0,31	0,31	0,27	87,66
812	Intensification de lutte contre le travail des enfants	0,20	0,18	0,18	0,16	89,81
813	Promotion de l'Amélioration de condition de vie de la Population	3,54	3,54	3,54	1,23	34,79
814	Action Sociale	9,23	10,19	12,09	6,22	51,48
815	Famille et Enfance	4,54	11,06	11,06	1,00	9,03
821	Coordination des relations avec les Institutions	0,04	0,04	0,04	0,04	99,93

822	Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne	0,09	0,09	0,09	0,09	99,73
823	Réconciliation Nationale	0,83	0,75	0,75	0,68	90,03
824	Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail	0,37	0,30	0,30	0,29	97,17
825	Education Electorale et Communication	0,03	0,03	0,03	0,02	99,82
TOTAL		6 784,55	7 353,33	7 370,14	5 653,09	76,70

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

Le taux de réalisation budgétaire de l'ensemble des programmes s'élève à 76,70 % en 2017. Cinq programmes ont réussi à surpasser le taux de réalisation de 100%. Ces programmes et leurs taux de réalisation respectifs sont : « l'intervention spéciale et/ou mixte » 100%, « Gestion des Risques et des Catastrophes » à 139,22% sur financement extérieur Emprunt, « Santé-Planning familial et lutte contre le VIH/SIDA » à 148,89% sur financement extérieur Subvention, « Fourniture de services de santé de base » à 194,09% sur financement Subvention et DTI et la « Solidarité nationale » à 100%.

iii. Les grandes composantes des Dépenses de l'Etat

Tableau 62 : Crédits et Dépenses du BGE par catégorie de dépenses

En milliards Ariary						
Catégorie	Intitulé	LFI	LFR	Crédits finaux	Dépenses effectuées	Taux (%)
1	Intérêt de la dette publique	317,47	345,16	345,16	336,27	97,42
2	Dépenses courantes de soldes	1 806,80	1 806,80	1 806,80	1 800,84	99,67
3	Dépenses courantes hors soldes	1 829,60	2 330,33	2 333,50	2 193,97	94,02
5	Dépenses d'investissement	2 830,67	2 870,99	2 884,62	1 321,94	45,83
6	Dépenses courantes exceptionnelles	0,00	0,05	0,05	0,05	94,99
TOTAL		6 784,55	7 353,33	7 370,14	5 653,09	76,70

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

- Intérêts de la dette publique

La charge de la dette publique payée par l'Etat Malagasy atteint 336,27 milliards d'Ariary. Il s'agit d'une réalisation à 97,42%, alors que la LFR prévoyait une somme de 345,16 milliards d'Ariary. Elle représente 6% du total des dépenses du BGE. La dépense sur intérêt de la dette a beaucoup augmenté, passant de 294,76 milliards d'Ariary en 2016 à 336,27 milliards d'Ariary en 2017.

- Dépenses courantes de Soldes

La masse salariale est principalement composée des dépenses liées aux traitements des agents de l'Etat exerçant un emploi permanent, fonctionnaire ou assimilé, et les charges sociales résultant de la gestion du personnel. La LFI pour 2017 avait programmé 1 806,80 milliards d'Ariary de crédits au titre des dépenses de personnel ; le crédit de Solde n'a pas connu de modification depuis la LFI jusqu'au crédit final. L'exécution s'est élevée, à 1 800,84 milliards d'Ariary, soit 99,67%, avec un écart à la LFI quasi du même ordre que celui enregistré en 2016.

= ***Dépenses courantes hors solde***

Les dépenses de fonctionnement représentent au total 1 829,60 milliards d'Ariary dans la LFI 2017, soit approximativement 26,97 % du total du budget général. Les crédits de cette rubrique ont augmenté dans la LFR à 2 330,33 milliards d'Ariary. De surcroît, le Décret n° 2017-1018 entré en vigueur le 07 novembre 2017 a apporté un crédit supplémentaire de l'ordre de 3,16 milliards d'Ariary au profit des Ministères et Départements suivant : Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions, Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures et Ministère de la Santé Publique. Ainsi, le crédit alloué au fonctionnement de l'Etat s'élevait en tout à 2 333,50 milliards d'Ariary.

En matière de réalisation, cette catégorie de dépenses a été consommée 94,02% de ses crédits finaux, soit 2 193,97 milliards d'Ariary.

Le tableau suivant montre la répartition par chapitre des dépenses de fonctionnement hors solde au titre de l'exercice 2017.

Tableau 63 : Dépenses courantes hors solde par nature

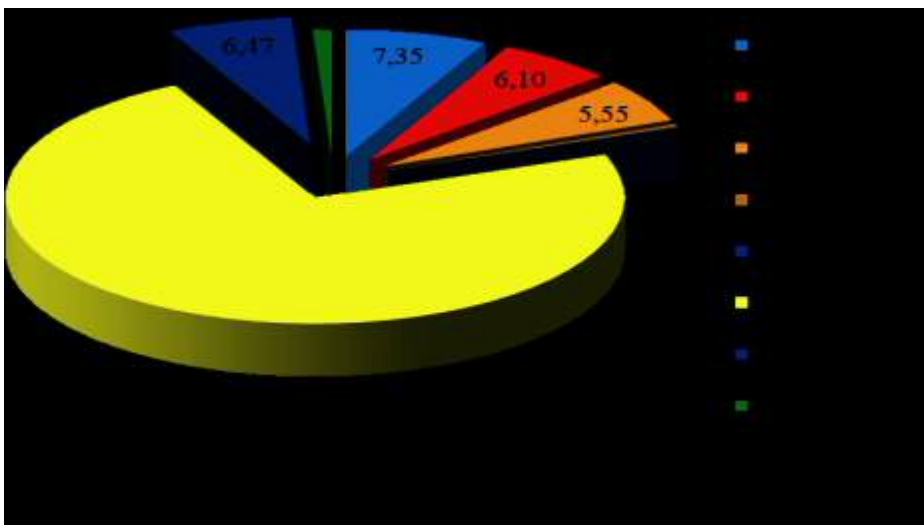
En milliards d'Ariary						
Chapitre	Intitulé	LFR	Crédits finaux	Réalisations	Taux (%) (1)	Taux % (2)
60	Charges du Personnel	170,35	172,33	161,16	93,52	7,35
61	Achat de biens	133,71	138,42	133,74	96,62	6,10
62	Achats de Services et Charges permanentes	138,18	138,37	121,82	88,04	5,55
63	Interventions	12,20	8,25	7,11	86,12	0,32
64	Impôts et taxes	1,26	1,22	1,21	98,89	0,06
65	Transferts et subventions	1 702,95	1 703,25	1 605,60	94,27	73,18
66	Charges financières	150,00	150,00	141,91	94,61	6,47
67	Charges diverses	21,68	21,65	21,41	98,90	0,98
Total		2 330,33	2 333,50	2 193,97	94,02	100,00

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

Le taux (1) montre le rapport entre la réalisation et les crédits finaux de chaque nature de dépense. Par exemple, les 94,27% des crédits alloués aux transferts et subventions ont été ordonnancés.

Le taux (2) fait apparaître la part des dépenses effectuées d'une nature de dépense par rapport à la somme des dépenses courantes hors solde. Par exemple, 7,35% des dépenses courantes hors solde appartiennent aux charges du personnel.

Graphique 6 : Dépenses de fonctionnement hors solde par nature



Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

= *Dépenses d'investissement*

1. Sources de financement du PIP et Réalisations

Au titre de l'année 2017, les crédits destinés au financement des PIP s'élèvent à 24,33% du total du budget de l'Etat. Les crédits finaux destinés aux investissements atteignent les 2 884,62 milliards d'Ariary. Le budget d'investissement a connu une augmentation de 1 202,36

milliards d'Ariary par rapport à l'année précédente, soit un taux de 41,68%. Les crédits d'investissement progressent entre 2016 et 2017 mais restent caractérisés par une prédominance des financements extérieurs : 72,10% ressources extérieures et 27,90% de financement intérieur.

Tableau 64 : Dépenses d'Investissement par Sources de financement

En milliards d'Ariary						
Code financement	Intitulé	LFI	LFR	Crédits finaux	Réalisations	Taux (%)
FINANCEMENT INTERIEUR						
10	RPI	474,37	594,80	636,96	593,97	93,25
20	DTI	61,89	46,94	46,94	44,04	93,81
30	TVA	147,42	144,84	114,52	40,00	34,92
40	FCV	2,76	6,34	6,34	4,97	78,47
Sous total financement intérieur		686,44	792,93	804,77	682,98	84,87
FINANCEMENT EXTERIEUR						
60	SUBVENTION	1 008,16	910,88	912,69	197,13	21,60
70	EMPRUNT	1 136,07	1 167,17	1 167,17	441,83	37,86
Sous total financement extérieur		2 144,23	2 078,06	2 079,86	638,97	30,72
TOTAL GENERAL		2 830,67	2 870,99	2 884,62	1 321,94	45,83

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

Sur la période, le total des ressources externes décaissées a atteint 638,97 milliards d'Ariary, portant le taux de financement extérieur à 48,34%. Il était de 54,10% en 2016, par rapport au total des dépenses d'investissement. Par ailleurs, le taux de couverture des dépenses d'investissement par les ressources intérieures s'est élevé à 84,87%, lequel est en progression de 6,17 points par rapport à l'année précédente, puisqu'il était de 78,70% en 2016.

2. Emploi de l'Investissement

Tableau 65 : Emploi de l'Investissement

En milliards d'Ariary			
Chapitre	Rubriques	Crédits finaux	Réalisation
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,21	0,18
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	80,83	87,52
23	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS	462,06	126,83
24	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	1713,08	651,77
65	TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	268,52	205,90
2317	IMMOB INCORP EN COURS - FRAIS	359,92	249,74

TOTAL	2884,62	1 321,94
--------------	----------------	-----------------

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

D'une manière générale, l'emploi du PIP est composé de trois cadres, à savoir respectivement : l'investissement proprement dit, le transfert et les subventions, et les dépenses de fonctionnement liées au projet d'investissement. Les dépenses d'investissement ventilent l'ensemble des charges acquittées par l'Etat pour les équipements, lesquelles prennent en compte les achats d'immobilisations corporelles, incorporelles ou travaux. L'ensemble de ces dépenses est totalisé à 866,24 milliards d'Ariary, soit une hausse de 9,56% par rapport à l'année 2016. Elles représentent 65,53% du total des emplois d'investissement. Il s'agit donc du poste le plus important de la section d'investissement.

Les subventions versées à certains organismes représentent 15,59% du total des emplois d'investissement. Ces subventions, en hausse continue depuis 2015, ont progressé de 62,09 milliards d'Ariary en 2016 (contre 41,50 milliards d'Ariary en 2015) pour atteindre 206,09 milliards d'Ariary en 2017.

Les dépenses d'investissements relatives au paragraphe 2317 ont pesé les 69,32 % des crédits finaux soit 249,74 milliards d'Ariary. Quant à l'emploi des investissements, elles étaient de 18,87% du total des dépenses.

L'exécution des dépenses d'investissement est restée en deçà de la loi de finances pour 2017, notamment en ce qui concerne les immobilisations corporelles en cours et incorporelles en cours. La sous-consommation de crédits d'investissement n'est pas propre à l'exercice 2017, elle est toutefois plus marquée que sur l'exercice précédent en termes de taux de réalisation : soit 45,82 % de la totalité des crédits finaux contre 50,26% en 2016. Néanmoins, en termes de volume, la réalisation de l'exercice 2017 dépasse largement celle de 2016, 1321,82 milliards d'Ariary contre 845,58 milliards d'Ariary.

iv. Dépense des PIP par Région

Tableau 66 : PIP par Région

En milliards d'Ariary

Régions		LFR	Crédits finaux	Réalisations	Taux (%)
Central	ACCPDC (Agence Comptable Centrale des Postes Diplomatiques et Consulaires)	2,12	3,00	2,87	95,67

	PGA, Trésorerie Ministérielle de l'Agriculture, Trésorerie Ministérielle de la Santé Publique, Trésorerie Ministérielle de l'Education Nationale	2 673,28	2 678,37	1 204,27	44,96
Sous total central		2 675,40	2 681,37	1 207,14	45,02
Régional	ALAOTRA	4,87	5,89	4,26	72,33
	AMORON'I MANIA	2,06	2,41	2,33	96,68
	ANALANJIROFO	2,82	3,11	2,59	83,28
	ANDROY	2,04	2,09	2,08	99,52
	ANOSY	1,89	1,91	1,89	98,95
	ATSIMO ANDREFANA	115,34	116,84	46,59	39,88
	ATSIMO ATSINANANA	2,30	3,33	3,15	94,59
	ATSINANANA	4,78	5,51	5,47	99,27
	BETSIBOKA	1,82	1,99	1,86	93,47
	BOENY	3,35	3,74	3,67	98,13
	BONGOLAVA	2,26	2,27	1,70	74,89
	DIANA	9,32	10,00	4,59	45,90
	HAUTE MATSIATRA	3,59	3,87	3,80	98,19
	IHOROMBE	1,71	1,79	1,77	98,88
	ITASY	2,04	2,81	2,75	97,86
	MELAKY	2,13	2,15	2,10	97,67
	MENABE	18,95	17,68	8,52	48,19
	NOSY BE	0,61	0,62	0,62	100,00
	SAVA	2,20	2,92	2,80	95,89
	SOFIA	4,54	4,82	4,81	99,79
	VAKINAKARATRA	4,37	4,72	4,69	99,36
	VATOVAVY	2,60	2,75	2,74	99,64
Sous total régional		195,59	203,22	114,78	56,48
Total		2 870,99	2 884,59	1 321,92	45,83

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

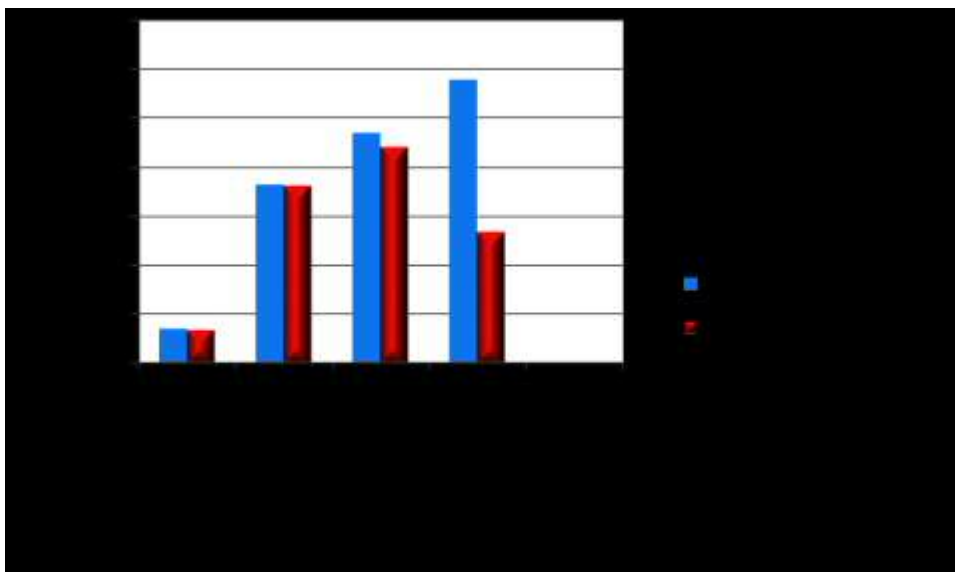
v. Dépenses courantes exceptionnelles

Les charges exceptionnelles correspondent à des dépenses qui ne sont pas courantes ; mais font parties des dépenses de fonctionnement. En 2017, la LFI ne contenait pas de programme de crédit pour les charges exceptionnelles. La LFR prévoyait 0,05 milliard d'Ariary pour cette catégorie de dépense, laquelle enregistre un taux de réalisation de 94,99%.

Il est à ranger parmi les charges exceptionnelles de l'exercice 2017 les paiements de la quote-part de la CENI à l'Institut National de l'Infrastructure (ININFRA) sur ses consommations d'eau et d'électricité, paiements de l'abonnement et consommation internet.

Le graphe suivant montre la situation des dépenses de l'Etat par grands composants.

Graphique 7 : Les grands composants des dépenses de l'Etat



Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

vi. Situation des dépassements de crédits

A la clôture de l'exercice 2017, certaines dépenses ont été engagées au-delà de la limite des crédits ouverts. Le montant total de ces dépassements est de l'ordre de 320,30 milliards d'Ariary.

Pour le crédit à caractère évaluatif, le montant de dépassement constaté s'élève à **320,30 milliards d'Ariary**. Ces dépassements ont trait notamment au paiement des dépenses relatives aux opérations d'investissement (catégorie 5) et de celles des opérations de fonctionnement (catégorie 3 : compte 6521 sur les CRCM). Ils sont relevés auprès de dix (13) Ministères.

Quant au crédit à caractère limitatif, un excédent de dépense se chiffrant à **708,54 Ariary**, a été constaté auprès du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions et du Ministère de l'eau, de l'Energie et des Hydrocarbures.

Ces dépassements sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 67 : Récapitulation des dépassements de crédits

Compte	Crédit à caractère limitatif			
	Crédits initiaux	Crédits finaux	Dépenses effectuées	Disponibles
6012	126 750 000,00	75 490 376,00	75 490 376,54	-0,54
6561	6 000 000,00	515 000,00	515 708,00	-708,00
Total	132 750 000	76 005 376,00	76 006 084,54	-708,54

Crédit à caractère évaluatif			
Crédits initiaux	Crédits finaux	Dépenses	Disponibles

	Crédits finaux	Dépenses effectuées	Disponibles
665 640 198 000	670 861 073 000,00	991 163 440 981,24	-320 302 367 981,24

Source : BCSE 2017

CADRE II - BUDGETS ANNEXES

a. Imprimerie Nationale (IN)

i. Recettes

Les prévisions de ressources de l'IN sont passées de 19,98 milliards d'Ariary à 23,14 milliards d'Ariary entre 2016 et 2017, soit une augmentation de 3,16 milliards d'Ariary ou 13,66 %.

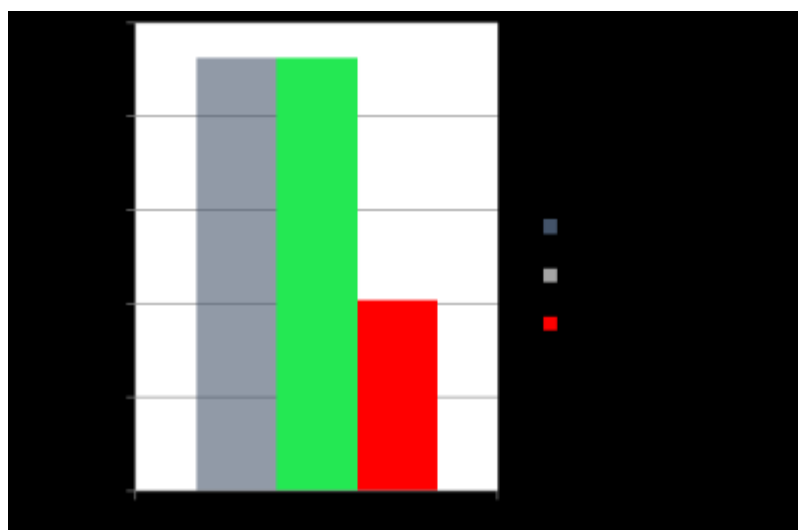
Tableau 68 : Recettes de l'IN, Exercice 2017

En Ariary					
Compte	Nomenclature	Prévision initiale	Prévisions finale	Droits constatés	Recouvrements effectués
1061	Réserve des B.A.	0,00	0,00	0,00	0,00
7721	Prestation de service	200 000 000,00	200 000 000,00	0,00	0,00
7722	Produits finis	7 213 790 000,00	7 213 790 000,00	16 546 562 883,30	9 423 327 226,58
7725	Travaux	8 821 000 000,00	8 821 000 000,00	3 124 759 682,67	750 347 797,10
7726	Marchandises	210 000 000,00	210 000 000,00	0,00	0,00
7728	Autres produits des activités	200 000 000,00	200 000 000,00	0,00	0,00
7781	Annulation des mandats	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00
7783	Excédents des B.A.	5 940 000 000,00	5 940 000 000,00	0,00	0,00
7788	Autres produits occasionnels	150 000,00	150 000,00	0,00	0,00
1426	Matériel et outillage	200 000 000,00	200 000 000,00	0,00	0,00
1427	Matériel de Transport	350 000 000,00	350 000 000,00	0,00	0,00
TOTAL		23 135 000 000,00	23 135 000 000,00	19 671 322 565,97	10 173 675 023,68

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, Compte Administratif IN

Le montant total des ressources recouvrées au cours de l'année 2017 dans le cadre des différentes catégories d'activités de l'IN s'élève à 10,17 milliards d'Ariary contre 14,44 milliards d'Ariary en 2016, soit une diminution de 4,27 milliards d'Ariary ou 41,99 %.

Graphique 8 : Recettes de l'IN



Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

L'IN montre une performance satisfaisante en p érimètre constant, même si ses recettes reculent de 41,99%, car il n'y a pas de prélèvement sur fonds de réserve, ni sur l'excédent du budget annexe au titre de l'exercice 2017. Par contre, les recouvrements effectués provenant de la vente de ses « produits finis » s'élevaient à 9,42 milliards d'Ariary en 2017 contre 6,75 milliards d'Ariary en 2016, soit un essor de +2,67 milliards d'Ariary ou 28,34%. De même, les ressources acquises sur les « travaux » affichent une croissance de +0,23 milliard d'Ariary, soit 0,75 milliard d'Ariary en 2017 contre 0,52 milliard d'Ariary en 2016. A l'inverse, les autres rubriques n'ont connu aucun recouvrement.

ii. Dépenses

Le crédit du BA de l'IN a été projeté à 23,14 milliards d'Ariary en 2017, soit 84,94% du total des Budgets Annexes. D'un côté, le crédit alloué à la gestion des affaires courantes incluant notamment le versement des salaires des agents, l'achat des biens et service etc... a été programmé à 17,20 milliards d'Ariary, de l'autre côté, le budget destiné à financer les programmes d'investissement était à 5,94 milliards d'Ariary.

Tableau 69 : Dépenses de l'IN, Exercice 2017

En Ariary

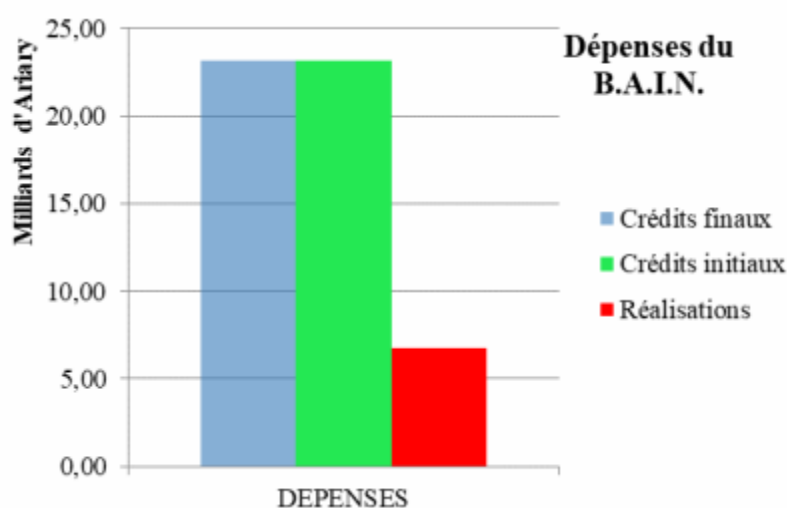
Chapitre	Nomenclature	Crédits LFI	Crédits Finaux	Dépenses effectuées	Crédits Sans Emploi
23	Immobilisations incorporelles	130 000 000,00	130 000 000,00	0,00	130 000 000,00
24	Immobilisations corporelles	5 765 000 000,00	5 765 000 000,00	0,00	5 765 000 000,00
28	Amortissements des immobilisations	45 000 000,00	45 000 000,00	0,00	45 000 000,00
Sous total Investissement		5 940 000 000,00	5 940 000 000,00	0,00	5 940 000 000,00
60	Charge du Personnel	7 000 000 000,00	7 000 000 000,00	4 524 166 937,20	2 475 833 062,80
61	Achats des biens	5 641 500 000,00	5 641 500 000,00	995 255 084,40	4 646 244 915,60
62	Achat de services et charges permanents	3 402 500 000,00	3 402 500 000,00	646 580 306,20	2 755 919 693,80
63	Dépenses d'intervention	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00
64	Impôts et taxes	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	499 530 952,00	500 469 048,00
65	Transferts et subventions	135 000 000,00	135 000 000,00	63 044 170,00	71 955 830,00
67	Charges diverses	10 000 000,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
Sous total fonctionnement		17 195 000 000,00	17 195 000 000,00	6 728 577 449,80	10 466 422 550,20
TOTAL		23 135 000 000,00	23 135 000 000,00	6 728 577 449,80	16 406 422 550,20

Source: SLR/DSB/DGB/SG/MFB, Compte Administratif IN

Passant de 12,63 milliards d'Ariary en 2016 à 6,73 milliards d'Ariary en 2017, les dépenses de l'IN ont connu une baisse de 5,9 milliards d'Ariary par rapport à l'année précédente.

Les dépenses d'investissement correspondent à toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de l'IN. Il s'agit notamment des acquisitions des biens immobiliers et mobiliers, ainsi que les amortissements des matériels. Aucun investissement n'a été réalisé par l'IN au cours de l'année 2017.

Graphique 9 : Dépenses de l'IN



Source: SLR/DSB/DGB/SG/MFB

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel de l'IN, l'achat des biens et services, les Impôts et taxes, transferts et subventions.

En 2017, la majorité des dépenses a été utilisée pour faire face aux charges du personnel (67,24%) et à l'achat de biens (14,79%).

b. Postes et Télécommunications

Les crédits des Postes et Télécommunications s'élevaient à 4,1 Milliards d'Ariary en 2017. Les deux principales recettes étaient d'une part, les autres redevances (0,16 Milliard d'Ariary en 2017) et, d'autre part, les excédents des Budgets Annexes (3,9 milliards d'Ariary).

i. Recettes

Tableau 70 : Recettes des Postes et télécommunications, Exercice 2017

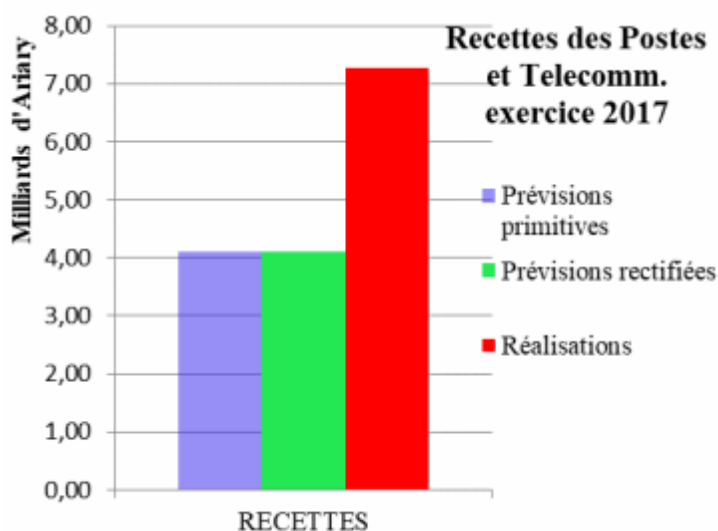
En Ariary

Compte	Nomenclature	Prévision initiale	Prévisions finale	Droits constatés	Recouvrements effectués
7718	Autres redevances	159 593 000,00	159 593 000,00	4 187 490 316,23	4 187 490 316,23
7783	Excédents des B.A.	3 940 407 000,00	3 940 407 000,00	3 081 018 444,26	3 081 018 444,26
	TOTAL	4 100 000 000,00	4 100 000 000,00	7 268 508 760,49	7 268 508 760,49

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, Compte Administratif Poste et Télécommunication

Les recettes de l'année 2017 ont largement surpassé les prévisions : 4,1 milliards d'Ariary en LFI et LFR, 7,27 milliards d'Ariary en exécution, soit une progression de 3,45 milliards d'Ariary. Cet écart est dû aux recouvrements obtenus des « Autres redevances », car la prévision initiale a été de 0,16 milliard d'Ariary tandis que la réalisation se situe à 4,19 milliards d'Ariary. Pourtant, les recettes des Postes et Télécommunications se trouvaient en recul de 2,53 milliards d'Ariary, soit un taux de 34,80 %, par rapport à l'année 2016.

Graphique 10 : Recettes des Postes et télécommunications



Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

ii. Dépenses

Pour l'exercice 2017, le budget des Postes et Télécommunications s'élevait à 4,10 milliards d'Ariary, c'est-à-dire 15,05% des crédits ouverts pour le total des crédits alloués aux Budgets Annexes ; tous ces crédits sont destinés au financement des activités de fonctionnement.

Tableau 71 : Dépenses des Postes et Télécommunications, Exercice 2017

Chapitre	Nomenclature	Crédits LFI	Crédits Finaux	Dépenses effectuées	Crédits Sans Emploi
60	Charge du Personnel	2 553 595 000,00	2 553 595 000,00	2 451 732 462,40	101 862 537,60

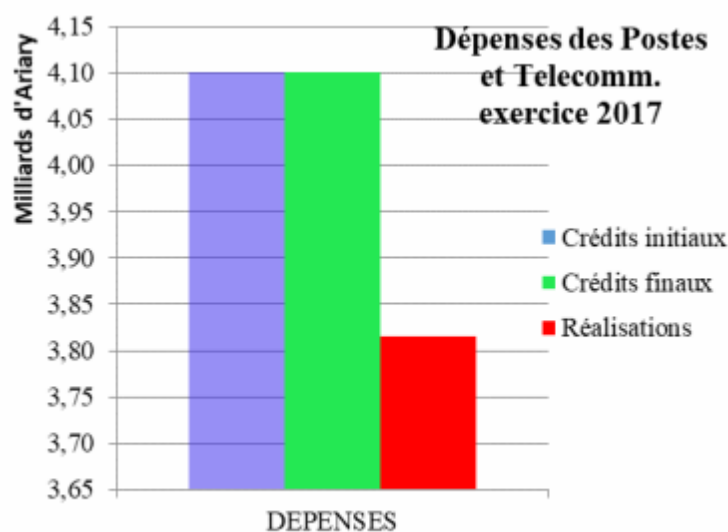
En Ariary

61	Achats des biens	426 700 000,00	390 154 000,00	384 194 217,20	5 959 782,80
62	Achat de services	907 705 000,00	944 251 000,00	790 603 040,00	153 647 960,00
63	Dépenses d'intervention	0,00	0,00	0,00	0,00
64	Impôts et taxes	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
65	Transferts et subventions	210 000 000,00	210 000 000,00	188 805 668,00	21 194 332,00
67	Charges diverses	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
TOTAL		4 100 000 000,00	4 100 000 000,00	3 815 335 387,60	284 664 612,40

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, Compte Administratif Poste et Télécommunication

Les dépenses des Postes et Télécommunication sont cadrées dans les rubriques suivantes : salaire, achats des biens et service, et transferts. La rubrique « charge du Personnel » tient une place plus importante par rapport aux autres natures de dépense, lesquelles affichent un taux de 64,13% par rapport au total des dépenses du BA des Postes et Télécommunications soit 2,45 milliards d'Ariary, et de 96,08% de taux d'absorption par rapport à ses crédits finaux.

Graphique 11 : Dépenses des Postes et Télécommunications, Exercice 2017



Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR

Les dépenses relatives aux « achats de biens et services » s'élevaient à 1,17 milliard d'Ariary du total des dépenses, soit 30,79%.

Les dépenses relatives au remboursement des frais médicaux et évacuation sanitaire du Personnel des Postes et Télécommunications ont atteint 188,81 millions d'Ariary.

c. Synthèse de la situation des B.A.

Tableau 72 : Résultats des BA, Exercice 2017

			En Ariary
ELEMENTS	IMPRIMERIE NAT.	POSTES ET TELECOMM.	TOTAL
RECETTES			
Prévisions primitives	23 135 000 000,00	4 100 000 000,00	27 235 000 000,00
Prévisions rectifiées	23 135 000 000,00	4 100 000 000,00	27 235 000 000,00
Réalisations	10 173 675 023,68	7 268 508 760,49	17 442 183 784,17
Taux de Réal. (%)	43,98	177,28	64,04
DEPENSES			
Crédits initiaux	23 135 000 000,00	4 100 000 000,00	27 235 000 000,00
Crédits finaux	23 135 000 000,00	4 100 000 000,00	27 235 000 000,00
Réalisations	6 728 577 449,80	3 815 335 387,60	10 543 912 837,40
Taux de Réal. (%)	29,08	93,06	38,71
RESULTAT DES B.A	3 445 097 573,88	3 453 173 372,89	6 898 270 946,77

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, Compte Administratif IN, Poste et Télécommunication

De ce tableau, il découle que 64,04% des recettes prévues par les B.A ont été réalisées, soit un montant de 17,44 milliards d'Ariary sur une prévision de 27,24 milliards d'Ariary. Pour les dépenses, seuls 38,71% des crédits ont été consommés, avec un montant de 10,54 milliards d'Ariary. Les résultats ont ainsi dégagé un solde excédentaire d'une somme 6,90 milliards d'Ariary, en hausse par rapport à l'année dernière qui était de 4,88 milliards d'Ariary.

2. CADRE III - COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR

La Loi de Finances Rectificatives 2017 a évalué les opérations des CPT à 600,22 milliards d'Ariary en recettes et à 1 228,14 milliards d'Ariary en dépenses.

En matière de recettes, 358,92 milliards d'Ariary ont été recouvrés, ce qui représente un taux de réalisation de 59,80%. Par rapport à l'année 2016, les estimations des comptes de prêts

ont connu une régression de 89,77%, passant de 175,76 milliards d'Ariary à 17,98 milliards d'Ariary. Cependant, les réalisations surpassent largement celles de l'année précédente avec un montant de 82,53 milliards d'Ariary, donnant un écart de 13,79 milliards d'Ariary. Les comptes de commerce n'ont pas atteint leur niveau d'avant avec seulement 276,38 milliards d'Ariary d'exécution. Pour les comptes d'affectation spéciale, une baisse des prévisions de l'ordre de 46,75% a été opérée et aucune réalisation n'a été enregistrée.

Les dépenses ont été sous-évaluées de 20,52% par rapport à l'exercice antérieur avec un montant de 1 228,14 milliards d'Ariary malgré une hausse des prévisions des comptes de prêts. Cet écart est surtout dû à la diminution de 55,09% des crédits alloués au compte de participation. La même tendance est observée pour les réalisations. Néanmoins, leur taux global reste élevé avec un pourcentage de 88% pour un montant de 1 080,87 milliards d'Ariary. Les taux d'exécution des comptes de prêt, compte de participation, compte de commerce ont été respectivement de : 53,82%, 94,48%, 97, 59%.

Ainsi, les CPT 2017 sont caractérisés par un déficit significatif s'élevant à 721,96 milliards d'Ariary contre 911,54 milliards d'Ariary pour l'exercice 2016, soit un écart de 189,58 milliards d'Ariary.

Les raisons de ce déficit sont le fait :

- de l'absence des opérations de recette au niveau des comptes de participation alors que les dépenses s'élevaient à 415,76 milliards d'Ariary.
- de la réalisation de plus de 99,13% des dépenses de compte de commerce par rapport à leurs recettes avec un montant de 550,37 milliards d'Ariary.

Le tableau suivant résume la situation des CPT durant l'exercice 2017 :

Tableau 73 : Recettes et dépenses des Comptes Particuliers du Trésor

En Ariary

Nomenclature	Crédits Initiaux	Crédits finaux	Réalisations
RECETTES	588 943 706 000,00	600 224 712 000,00	358 919 676 043,33
Compte de prêt	6 704 266 000,00	17 980 272 000,00	82 534 225 799,22
Compte de participation	0,00	0,00	0,00
Compte de commerce	567 950 138 000,00	567 950 138 000,00	276 385 450 244,11
Compte d'affectation spéciale	14 289 302 000,00	14 289 302 000,00	0,00
Droits de souscription aux organismes internationaux			
Avances accordées			
Compte d'avance	0,00	0,00	0,00
DEPENSES	1 008 647 776 000,00	1 228 145 818 000,00	1 080 875 822 165,48
Compte de prêt	229 022 600 000,00	205 882 000 000,00	114 737 747 081,21
Compte de participation	197 385 736 000,00	440 024 378 000,00	415 760 552 180,47
Compte de commerce	567 950 138 000,00	567 950 138 000,00	550 377 522 903,80
Compte d'affectation spéciale	14 289 302 000,00	14 289 302 000,00	0,00
Compte d'avance	0,00	0,00	0,00
Excédents des dépenses sur les recettes			721 956 146 122,15

Source: CGAF 2017

3. CADRE IV - FONDS DE CONTRE VALEUR

En 2017, les opérations sur FCV sont composées intégralement de recettes. Il s'agit des réalisations sur cessions et récupérations FCV sur Dons et Aides non remboursables à hauteur de 5,09 milliards d'Ariary. Par rapport aux prévisions finales, un taux de recouvrement de 377,40% a été constaté.

Le tableau suivant synthétise la situation des FCV au titre de l'année 2017 :

Tableau 74 : Situation de l'exécution des FCV 2017

En Ariary				
Nomenclature	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations	(%)
Recettes	1 350 600 000,00	1 350 600 000,00	5 097 212 022,22	377,40
Aide sur fonds de contre valeur	1 350 600 000,00	1 350 600 000,00	5 097 212 022,22	377,40
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnements				
Excédent sur FCV			5 097 212 022,22	

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, Situation des FCV

Ces aides sur FCV sont émises principalement par le Japon à travers les 8ème, 9ème et 10ème Don Hors Projet Japonais, et dont la répartition est structurée comme suit :

Tableau 75 : Structure des Dons Hors Projets Japonais en 2017

En Ariary

Bailleurs de fonds	Libellés	Montant Dons réceptionnés
JAPON	Dons en nature et Aides financières non remboursables (8ème Don Hors Projet Japonais)	36 201 737,04

JAPON	Aides financières non remboursables (9 ^{ème} Don Hors Projet Japonais)	4 241 816 994,62
JAPON	Aides financières non remboursables (10 ^{ème} Don Hors Projet Japonais)	819 193 290,56
TOTAL		5 097 212 022,22

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, Situation des FCV

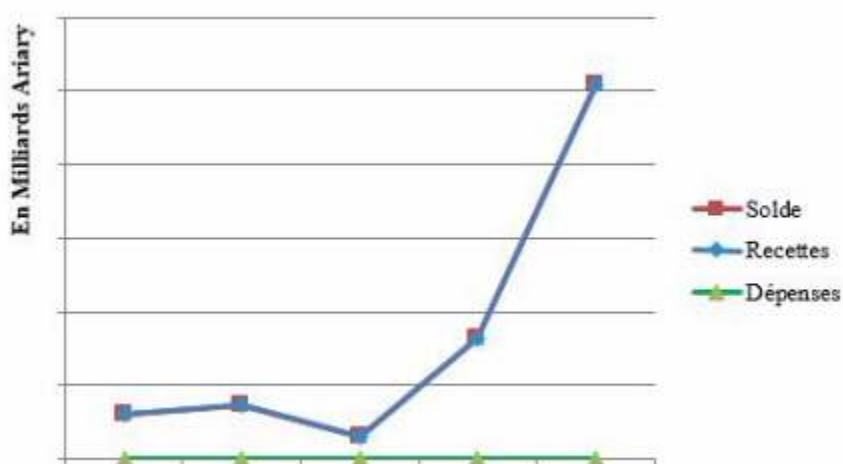
Comme le montre le tableau infra, l'évolution quinquennale des FCV sur la période 2013 à 2017 démontre leur tendance générale à la hausse. Le pic est atteint en 2017 avec un surplus de 3,46 milliards par rapport à 2016, suite notamment au recouvrement d'un montant de 4,24 milliards d'Ariary provenant du 9^{ème} Don Hors Projet Japonais. Les dépenses étant nulles, la courbe des soldes est confondue avec celle des recettes.

Tableau 76 : Evolution des FCV des cinq dernières années

En Ariary					
Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes (1)	606 518 299,38	737 737 020,99	302 214 036,44	1 631 117 076,38	5 097 212 022,22
Dépenses (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Résultats (1 - 2)	606 518 299,38	737 737 020,99	302 214 036,44	1 631 117 076,38	5 097 212 022,22

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, PLR 2016 Situation des FCV

Graphique 12 : Evolution de l'exécution des recettes, dépenses et soldes des FCV

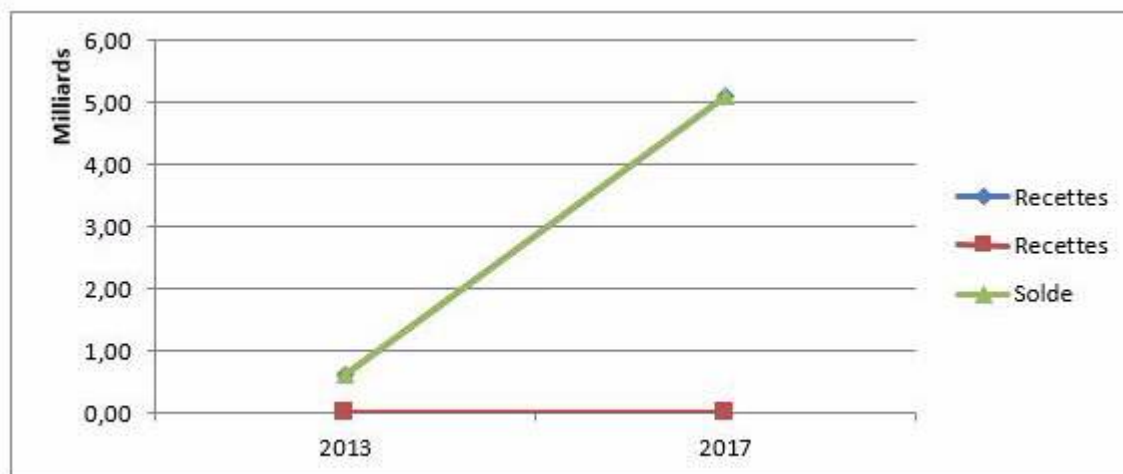


Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, PLR 2016, Situation des FCV

Ainsi, par rapport à l'exercice 2013, un bond de 740,40% a été enregistré pour les résultats FCV en 2017 dépassant grandement ceux des années antérieures concernées.

L'écart entre les deux périodes est figuré dans le graphe suivant :

Graphique 13 : Comparaison des résultats FCV en 2013 et en 2017



Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, PLR 2016, Situation des FCV

4. CADRE V - OPERATION EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE (OCDP)

a. Recettes des OCDP

En 2017, la LFI prévoyait une somme de 4 792,19 milliards d'Ariary en recette et 3 109,77 milliards d'Ariary en dépenses.

Ces recettes ont connu une hausse de 6,89 % par rapport à l'année antérieure avec un montant de 1 743,11 milliards d'Ariary, suite à une augmentation significative des recettes sur les dettes extérieures passant de 536,04 milliards d'Ariary à 904,95 milliards d'Ariary en 2017. Contrairement aux recettes obtenues sur les dettes intérieures, qui étaient de 1 087,04 milliards d'Ariary en 2016 pour se situer à 838,16 milliards d'Ariary en 2017, les recettes des OCDP n'ont cessé de progresser sur les cinq dernières années.

Tableau 77 : Recettes des OCDP

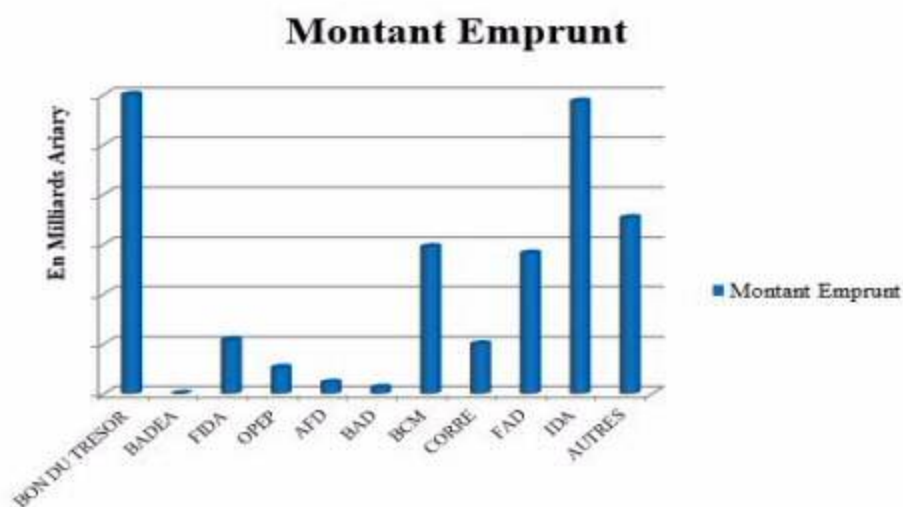
En milliards Ariary	
Bailleurs de fonds	Montant Emprunt
BON DE TRESOR	838,16
BADEA	0,03
FIDA	53,85
OPEP	26,19
AFD	11,11
BAD	6,10

BCM	147,37
COREE	49,76
FAD	140,86
IDA	293,31
AUTRES	176,36
TOTAL	1 743,10

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, CGAF 2017

L'Etat malagasy a consenti des prêts auprès de dix (10) partenaires financiers. Il s'agit des organismes internationaux ou pays suivants : la BADEA, la FIDA, IOPEP, la BAD, la BCM, la Corée, le FAD, l'IDA, l'AFD, et autres créanciers (Gouvernement de l'Angola, la Lybie, ...). L'essentiel des prêts en 2017 provenait de l'IDA avec 293,31 milliards d'Ariary représentant 32,41% de l'ensemble des dettes extérieures suivi par le programme FEC d'un montant de 147,37 milliards d'Ariary, lequel était versé à la caisse l'Etat pour servir d'aide aux dégâts cycloniques laissés par ENAWO. Pour la FAD, les prêts accordés s'élèvent à 140,86 milliards d'Ariary.

Graphique 14 : Montant des Emprunt



Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, CGAF 2017

b. Amortissement des dettes publiques

Au niveau des dépenses, le montant programmé dans la LFR était de 3 109,77 milliards d'Ariary, dont, 2 866,66 milliards d'Ariary de remboursement des dettes intérieures et de 243,11 milliards d'Ariary de dettes extérieures. Cette prévision de remboursement est en progrès de 26,36%, soit 819,74 milliards d'Ariary par rapport à l'année 2016.

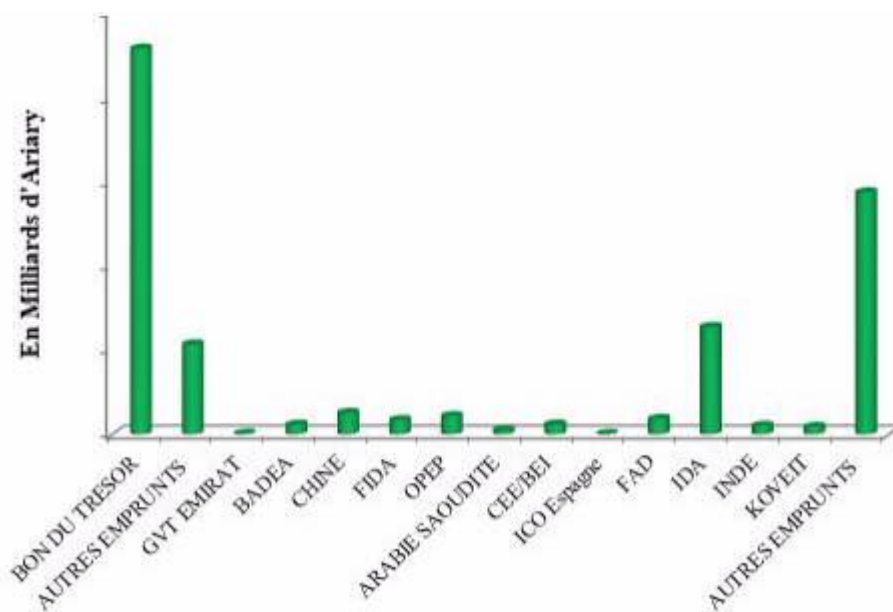
Tableau 78 : Amortissement des dettes publiques

En milliards Ariary	
Bailleurs de fonds	Montant dépenses
BON DU TRESOR	229,10
AUTRES EMPRUNTS	53,52
GVT EMIRAT	0,52
BADEA	5,84
CHINE	12,82
FIDA	8,60
OPEP	10,97
ARABIE SAOUDITE	2,45
CEE/BEI	5,96
ICO Espagne	0,37
FAD	9,34
IDA	63,83
INDE	5,21
KOVEIT	4,44
AUTRES EMPRUNTS	143,78
TOTAL	556,75

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, CGAF 2017

Le total des remboursements effectués par l'Etat malagasy en 2017 s'élevait à 556,75 milliards d'Ariary dont la composition se présente comme suit : 282,61 milliards d'Ariary en bon du trésor et autres emprunts, et 274,14 milliards d'Ariary en dettes extérieures. Par rapport à 2016, les opérations de remboursement ont connu une augmentation de 63%, représentant 556,75 milliards d'Ariary.

Graphique 15 : Amortissement des dettes publiques par bailleur



Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, CGAF 2017

c. Situation des OCDP

Comme le montre le tableau ci-après, les OCDP ont enregistré un excédent de recettes de 1 186,36 milliards d'Ariary en 2017. Les recettes ont été réalisées à hauteur de 1 743,11 milliards d'Ariary tandis que les dépenses sont limitées à 556,75 milliards d'Ariary.

Les taux de recouvrement des recettes ont été en dessous de 50%, à l'image des dettes intérieures qui ne sont réalisées qu'à un pourcentage de 24%. En effet, sur les 3 503 milliards d'Ariary en prévision, seulement 838,16 milliards d'Ariary ont été réalisés.

Pour les dépenses, la faiblesse des exécutions caractérise aussi les dettes intérieures avec seulement 282,61 milliards de remboursement effectués sur les 2 784,40 milliards d'Ariary estimés. Aucune réalisation n'est opérée pour la rubrique disponibilité mobilisable malgré une inscription de 137,75 milliards d'Ariary.

Tableau 79 : Situation des OCPD

En milliards Ariary

Rubriques	Recettes			Dépenses		
	LFI	LFR	Réalisations	LFI	LFR	Réalisations
Composantes						
Dettes intérieures	3 314,10	3 503,71	838,16	2 794,56	2 784,40	282,61
Dettes extérieures	1 478,09	1 797,28	904,95	243,11	292,17	274,14
Disponibilité mobilisable	0,00	0,00	0,00	72,10	137,75	0,00
Total	4 792,19	5 300,99	1 743,11	3 109,77	3 214,31	556,75
Excédents sur opération en capital de la dette publique						1 186,36

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, CGAF 2017

A la fin du quatrième trimestre 2017, l'encours total de la dette s'élevait à 11 882,00 milliards d'Ariary, soit 33,12% du PIB, dont 2 875,52 milliards d'Ariary (ou 24,20 %) d'encours des dettes intérieures et 9 006,48 milliards d'Ariary (ou 75,80%) pour les encours des dettes extérieures.

Tableau 80 : Encours de la dette publique fin 2017

En milliards d'Ariary

Rubrique	Montant	Taux (%)
Bon du Trésor	2 005,21	16,88
Autre Emprunt intérieur	870,31	7,32
Total intérieur	2 875,52	24,20
BADEA	134,45	1,13
CHINE	150,33	0,01
FIDA	480,86	1,34
OPEP	170,24	1,43
AFD	165,79	1,43
ALGERIE	238,13	0,66
ARABIE SAOUDITE	51,66	0,43
BAD	18,74	0,16
BCM	274,57	0,77
CEE/BEI	6,65	0,06
COREE	119,05	1,00
ICO Espagne	6,83	0,02
FAD	1 450,33	12,21
IDA	5 139,51	43,25
INDE	57,31	0,16

KOWEIT	80,66	0,68
AUTRES	461,38	3,88
Total extérieur	9 006,48	75,80
TOTAL ENCOURS DE LA DETTE	11 882,00	100,00

Source: MFB/SG/DGB/DSB/SLR, CGAF 2017

PROJET DE LOI DE REGLEMENT

ANALYSE DES ARTICLES

Le présent projet de Loi de Règlement comprend neuf (9) articles.

L'article premier ratifie les décrets d'avance pris au cours de l'exercice 2017.

Les articles 2 à 6 sont consacrés à l'énumération des réalisations et des résultats obtenus sur les cinq cadres budgétaires dans lesquels se répartissent les opérations des lois des finances 2017, telles qu'il ressort des documents justificatifs ci-après :

- 1- Opérations du Budget Général ;
- 2- Opérations des Budgets Annexes ;
- 3- Comptes Particuliers du Trésor
- 4- Opérations génératrices des Fonds de Contre Valeur ;
- 5- Opérations en Capital de la Dette Publique.

L'article 7 constate les dépassements de crédits de fonctionnement et d'investissement au titre de la gestion 2017.

L'article 8 établit le Compte de Résultat de l'année budgétaire 2017, conformément à l'article 43 de la Loi Organique n° 2004-007 du 26 juillet 2004.

L'article 9 autorise l'imputation au compte permanent du Trésor des résultats déficitaires.

Enfin, au présent projet de Loi de Règlement est annexé le rapport de la Cour des Comptes consistant aux examens des résultats d'exécution des Lois de Finances pour 2017 et la déclaration générale de conformité des comptes des Ordonnateurs et le Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) de la Loi de Finances 2017.

Tel est, Monsieur Le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs Les Ministres, Monsieur Le Secrétaire d'Etat, l'objet du présent projet de Loi que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute considération.

Antananarivo, le

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU

BUDGET

ANDRIAMBOLOLONA Vonintsalama

Sehenosoa

**PROJET DE LOI N°
PORTANT LOI DE REGLEMENT 2017**



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana –Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PROJET DE LOI N° 011/20 du 30 Septembre 2020

Portant Loi de Règlement pour 2017

L'Assemblée Nationale a adopté en leur séance en date du

Le Président de la République,

- Vu la Constitution,
- Vu la Décision n° -HCC/D du

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier :

Sont ratifiés les décrets d'avance pris au cours de l'exercice budgétaire 2017, en application de l'article 20 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances.

Article 2 :

Sont constatées, les opérations budgétaires pour l'année 2017 qui s'élèvent à la somme de **5 025 740 712 477,59 Ariary** pour les recettes encaissées, et à la somme de **5 653 094 664**

043,21 Ariary pour les dépenses ordonnancées, soit un solde débiteur de **627 353 951 565,62 Ariary**.

Article 3 :

Sont constatés, les résultats nets des Opérations des Budgets Annexes pour 2017 qui s'élèvent, en recettes à **17 442 183 784,17 Ariary** et en dépenses à la somme de **10 543 912 837,40 Ariary**, dégageant un solde créditeur de **6 898 270 946,77 Ariary** à savoir :

a- Pour le budget annexe de l'Imprimerie Nationale, en recettes à **10 173 675 023,68 Ariary** et en dépenses à **6 728 577 449,80 Ariary**, soit un excédent de recettes de **3 445 097 573,88 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

b- Pour le budget annexe des Postes et Télécommunications, en recettes à **7 268 508 760,49 Ariary** et en dépenses à **3 815 335 387,60 Ariary**, soit un excédent de recettes de **3 453 173 372,89 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

Article 4 :

Sont constatées, les Opérations des Comptes Particuliers du Trésor pour l'année 2017 qui s'élèvent respectivement en recettes à **358 919 676 043,33 Ariary** et en Dépenses à **1 080 875 822 165,48 Ariary**, soit un solde débiteur de **721 956 146 122,15 Ariary**.

Article 5:

Sont constatées, les Opérations Génératrices de Fonds de Contrevaletur qui s'élèvent respectivement en recettes à **5 097 212 022,22 Ariary** et en Dépenses à **0,00 Ariary**, soit un solde créditeur de **5 097 212 022,22 Ariary**.

Article 6 :

Sont constatées, les Opérations en Capital de la Dette Publique qui s'élèvent respectivement en recettes à **1 743 108 445 179,13 Ariary** et en Dépenses à **556 748 968 298,72 Ariary**, soit un solde créditeur de **1 186 359 476 880,41 Ariary**.

Article 7 :

Sont constatés les dépassements sur les crédits limitatifs et les crédits évaluatifs respectivement d'un montant de **708,54 Ariary** et de **320 302 367 981,24 Ariary**, soit au total **320 302 368 689,78 Ariary**.

Sont autorisées en conséquence, en application de l'article 13 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances, les inscriptions des crédits correspondants, à titre de renflouement de ces dépassements.

Article 8:

Sont établis, conformément aux répartitions figurant dans l'état récapitulatif annexé au présent projet de Loi, les résultats de l'année 2017 qui comprennent :

- 1- le déficit des opérations du Budget Général, soit **627 353 951 565,62 Ariary.**
- 2- l'excédent des opérations des Budgets Annexes, soit **6 898 270 946,77 Ariary.**
- 3- la variation nette du solde débiteur des Comptes Particuliers du Trésor soit de **721 956 146 122,15 Ariary.**
- 4- la variation nette du solde créditeur des Fonds de Contrevaleur soit **5 097 212 022,22 Ariary.**
- 5- la variation nette du solde créditeur des comptes d'emprunts, soit **1 186 359 476 880,41 Ariary.**

Article 9 :

Est autorisée, l'imputation au Compte permanent du Trésor de la somme de **150 955 137 838,37 Ariary**, montant des résultats déficitaires de l'année 2017.

Article 10:

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Promulguée à Antananarivo, le

RAJOELINA Andry Nirina

Vu Pour être annexé au Décret n° 2020-1224 du 30 Septembre 2020

Par Le Premier Ministre,

Chef du Gouvernement,

NTSAY Christian